



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT ANNUEL 2018



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT ANNUEL 2018



SOMMAIRE

TEMPS FORTS DE LA BCEAO EN 2018	VIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES ET ORGANIGRAMME DE LA BCEAO	XVII
MESSAGE DU GOUVERNEUR	1
VUE D'ENSEMBLE	3
I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	7
1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL	7
1.1.1 - Activité économique dans les grands pays industrialisés	7
1.1.2 - Activité économique dans les pays émergents et en développement	7
1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières	7
1.1.4 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes	11
1.1.5 - Emplois et inflation dans les pays industrialisés	14
1.2 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA ..	14
1.2.1 - Produit intérieur brut et évolution du secteur réel dans l'UEMOA	14
1.2.1.1 - Production agricole	15
1.2.1.2 - Production minière	16
1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires du commerce	16
1.2.2 - Evolution de l'inflation	17
1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure	18
1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats	18
1.2.3.2 - Mobilisation des ressources et situation de la dette extérieure	19
1.2.4 - Evolution de la Balance des paiements	20
II - MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	23
2.1 - OBJECTIF DE LA POLITIQUE MONETAIRE	23
2.2 - ACTION MONETAIRE	23
2.2.1 - Politique des taux d'intérêt	23
2.2.2 - Opérations d'open market	23
2.2.3 - Actions sur les guichets permanents de refinancement	24
2.2.4 - Dispositif des réserves obligatoires	24
2.3 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES	25
2.3.1 - Actifs extérieurs nets	25
2.3.2 - Créances intérieures	25

2.3.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale	25
2.3.2.2 - Créances sur les autres secteurs.....	26
2.3.2.3 - Centralisation des risques bancaires	26
2.3.3 - Masse monétaire et base monétaire	26

III - EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER ET ACTIONS EN MATIERE DE STABILITE ET D'INCLUSION FINANCIERES29

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	29
3.2 - MARCHE INTERBANCAIRE	31
3.3 - MARCHE FINANCIER	32
3.3.1 - Mobilisation des ressources par les Etats	32
3.3.1.1- Mobilisation des ressources sur le marché régional	32
3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional	33
3.3.2 - Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)	33
3.4 - ACTIONS EN MATIERE DE STABILITE ET D'INCLUSION FINANCIERES	34
3.4.1 - Actions en matière de stabilité financière	34
3.4.1.1 - Préservation de la stabilité financière	34
3.4.1.1.1 - Renforcement du dispositif de surveillance du risque systémique dans l'Union.....	34
3.4.1.1.2 - Autres actions contribuant à la stabilité financière	35
3.4.1.2 - Renforcement de la supervision bancaire et financière	35
3.4.1.2.1 - Réforme prudentielle	35
3.4.1.2.2 - Exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit de l'UMOA.....	36
3.4.1.2.3 - Lois bancaire et de la microfinance dans l'UMOA	37
3.4.1.2.4 - Sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire	37
3.4.1.2.5 - Règlements relatifs aux relations financières extérieures et aux systèmes de paiement.	37
3.4.1.2.6 - Identification des établissements bancaires d'importance systémique	38
3.4.2 - Actions en faveur de l'inclusion financière dans l'UEMOA	38
3.4.3 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC)	40

IV - GESTION DES SIGNES MONETAIRES, DES SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT ET DES RESERVES DE CHANGE43

4.1 - GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE	43
4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO	43
4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire.....	43
4.1.3 - Mouvements de billets externes aux guichets des Agences de la BCEAO	43
4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT.....	44
4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA.....	44

4.2.2 - Sécurisation et modernisation des systèmes et services de paiement	45
4.2.3 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue	46
4.3 - GESTION DES RESERVES DE CHANGE.....	47
V - CADRE INSTITUTIONNEL, ADMINISTRATION DE LA BCEAO ET COOPERATION INTERNATIONALE	49
5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES.....	49
5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA	49
5.1.2 - Conseil des Ministres de l'UMOA	50
5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO	53
5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO.....	57
5.1.5 - Comité d'audit de la BCEAO	58
5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO	60
5.2.1 - Gestion des ressources humaines	60
5.2.1.1 - Effectif	60
5.2.1.2 - Formation	61
5.2.2 - Patrimoine immobilier	64
5.2.3 - Système d'information et de communication.....	64
5.2.4 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle.....	65
5.2.5 - Dispositif du contrôle de gestion.....	67
5.2.6 - Système de Management de la Qualité (SMQ) de la BCEAO	68
5.3 - COOPERATION INTERNATIONALE	69
5.3.1 - Coopération monétaire et financière	69
5.3.1.1 - Relations avec le Fonds Monétaire International (FMI)	69
5.3.1.2 - Relations avec les autres institutions	69
5.3.2 - Intégration économique et monétaire	70
ANNEXES	73
LISTE DES GRAPHIQUES	
Graphique 1 : évolution des cours du pétrole	9
Graphique 2 : évolution des cours du caoutchouc	9
Graphique 3 : évolution des cours du café	10
Graphique 4 : évolution des cours du cacao	10
Graphique 5 : évolution des cours du coton	11
Graphique 6 : UMOA - agrégats de monnaie	27
Graphique 7 : évolution des effectifs de la BCEAO	60

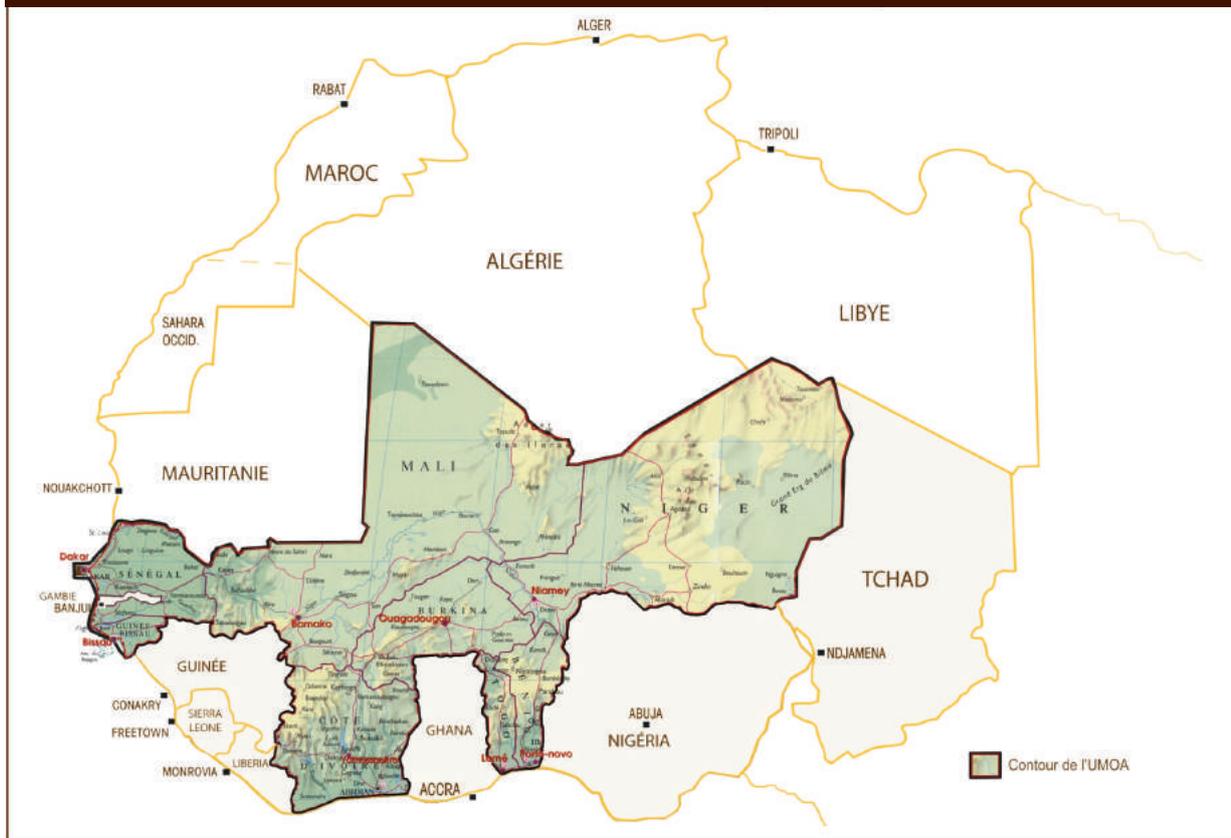


LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : évolution des taux de change moyens annuels.....	13
Tableau 2 : évolution des taux de change moyens trimestriels.....	14
Tableau 3 : variation des prix à la consommation en 2017 et 2018	18
Tableau 4 : situation des finances publiques en 2018.....	19
Tableau 5 : coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques.....	25
Tableau 6 : agrégats de monnaie	27
Tableau 7 : évolution des taux interbancaires en 2018	31
Tableau 8 : évolution des prêts interbancaires dans l'UMOA en 2018	32
Tableau 9 : émissions sur le marché des titres publics.....	32
Tableau 10 : taux d'intérêt moyen des bons du Trésor	33
Tableau 11 : encours des titres publics au 31 décembre 2018	33
Tableau 12 : évolution de l'encours des titres publics	33
Tableau 13 : mouvements de billets externes aux guichets des Agences de la BCEAO	44
ENCADRE : Aperçu de la nouvelle Circulaire relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA	36



L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)



L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), instituée par le Traité du 12 mai 1962 auquel se sont substitués ceux du 14 novembre 1973 et du 20 janvier 2007, regroupe les huit Etats membres suivants :



La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), dont le cinquante sixième exercice est ici retracé, est l'Institut d'émission commun des Etats membres de l'UMOA, chargé notamment d'assurer la gestion de leur monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA), de leurs réserves de change et de mettre en œuvre la politique monétaire commune.

N.B. : - En l'absence de toute autre précision, les valeurs indiquées dans ce rapport sont exprimées en francs CFA.

TEMPS FORTS DE LA BCEAO EN 2018

L'exercice écoulé a été marqué, pour la BCEAO, par les événements ci-après.

AU PLAN MONÉTAIRE ET FINANCIER

6^e Table ronde des Leaders de l'Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusion financière

Le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE a pris part, les 10 et 11 mai 2018, à Conakry, à la 6^e Table ronde des Leaders de l'Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusion financière (AfPI), organisée par la Banque Centrale de la République de Guinée, en collaboration avec l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI).

La réunion a permis aux participants d'examiner les mesures idoines à mettre en œuvre pour soutenir l'approfondissement de l'inclusion financière et l'autonomisation économique des femmes en Afrique. A cet égard, des sessions de discussions ont été organisées sur les approches réglementaires de soutien aux transferts de fonds transfrontaliers via les canaux numériques, les modèles d'intervention pour faciliter l'interopérabilité des services financiers numériques, l'infrastructure de crédit à mettre en place pour les petites et moyennes entreprises détenues par les femmes et le rôle des régulateurs dans l'optimisation de l'impact du crédit numérique en Afrique.

6^e édition du Salon Monétaire régional

Les 21 et 22 juin 2018, s'est tenue à l'Hôtel King Fahd Palace de Dakar, la 6^e édition du Salon Monétaire régional, organisée par le GIM-UEMOA autour du thème intitulé « *La digitalisation des paiements et les innovations technologiques pour le développement de l'inclusion financière* ».

Le Salon Monétaire régional est un événement bisannuel qui offre un cadre important d'échanges et de partage entre les décideurs, les professionnels ainsi que les acteurs de l'écosystème de services financiers et des technologies de l'information. Il constitue une vitrine des dernières innovations aux plans international et régional en matière de monétique et de finance digitale.

L'édition 2018, placée sous le haut patronage de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, a réuni plus de mille cinq cents (1.500) participants, cinquante (50) exposants, des autorités de régulation et des professionnels, provenant des pays membres de l'UEMOA, du reste de l'Afrique, de l'Europe, de la Chine et de l'Inde.

Au cours de cette session, la Banque Centrale s'est vue décernée le premier prix de la conformité aux exigences qualité, pour l'offre de services monétaires au personnel, notamment les guichets automatiques installés au Siège et dans les Directions Nationales de la BCEAO.

Lancement du Dispositif de soutien au financement des Petites et Moyennes Entreprises / Petites et Moyennes Industries

La BCEAO a procédé, le 25 juillet 2018, au lancement au niveau régional du Dispositif de soutien au financement des Petites et Moyennes Entreprises / Petites et Moyennes Industries (PME/PMI) dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ou « *Dispositif PME* ».



Les cérémonies officielles marquant le lancement du Dispositif de Soutien au Financement des PME/PMI se sont déroulées à Abidjan, Bamako, Bissau, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou et au Sénégal, dans les régions du pôle économique du Sine-Saloum (Kaolack, Fatick, Kaffrine) et de Diourbel.

La mise en place de ce Dispositif fait suite au mandat donné à la Banque Centrale par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, dans le cadre du plan d'action pour le financement des économies adopté en juin 2012.

10^e Forum annuel de l'Alliance pour l'Inclusion Financière

Le Gouverneur de la BCEAO, Tiémoko Meyliet KONE, a pris part, du 3 au 7 septembre 2018 à Sotchi, en Russie, au 10^e Forum international sur les politiques d'inclusion financière, organisé par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), en collaboration avec la Banque Centrale de la Fédération de Russie, sur le thème : « *Innovation, Inclusion, Impact* ».

Cette édition, qui coïncide avec le 10^e anniversaire de l'AFI, a été l'occasion de récompenser l'engagement des membres du réseau pour leur contribution au développement de l'inclusion financière dans le monde. A cet égard, sept (7) distinctions ont été décernées au cours d'une cérémonie organisée, le 4 septembre 2018, sous la présidence de Elvira Nabiullina, Gouverneur de la Banque Centrale de la Fédération de la Russie.

La BCEAO, qui faisait partie des récipiendaires, a été primée dans la catégorie de la Déclaration de Maya, sur les six (6) institutions nominées. La Déclaration de Maya constitue un ensemble d'engagements mesurables, adoptés par les membres de l'AFI, en 2011, au Mexique, pour promouvoir l'inclusion financière et contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), à travers la recherche de solutions appropriées pour aider les personnes non bancarisées dans le monde, dont le nombre s'élève aujourd'hui à 1,7 milliard, à accéder aux services financiers.

La distinction de la Banque Centrale récompense ses efforts pour la promotion de l'inclusion financière ainsi que pour les récents progrès enregistrés dans l'Union, avec notamment : la révision, en 2015, de l'Instruction régissant l'émission de la monnaie électronique dans l'UEMOA, qui prend en compte les mesures de protection des consommateurs, l'adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA, en juin 2016, du document-cadre de politique et de stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA, le démarrage, en 2017, des projets d'interopérabilité des services financiers numériques et de promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés aux systèmes de paiement de l'UEMOA, le lancement, en juillet 2018, du dispositif de soutien au financement des petites et moyennes entreprises.

Semaine de l'Inclusion Financière dans l'UEMOA, édition 2018

La BCEAO a organisé, du 26 novembre au 1^{er} décembre 2018 à son Siège, à Dakar, et dans les huit pays de l'UEMOA, la première édition de la Semaine de l'Inclusion Financière sur le thème « *Inclusion financière : levier du développement économique et social* ».

L'objectif principal de cet événement était de rassembler les acteurs du secteur financier, en vue de discuter des problématiques importantes de l'heure, qui constituent des préoccupations spécifiques et des défis pour chaque pays de l'Union en matière d'inclusion financière. Il a permis de sensibiliser les acteurs sur le rôle de l'inclusion financière dans le

développement économique et social des pays de l'UEMOA, en mettant en lumière la contribution potentielle de la généralisation de l'utilisation des services financiers au développement. L'occasion a également été saisie pour mieux faire connaître les initiatives menées par la BCEAO pour promouvoir l'inclusion financière dans l'UEMOA.

Au Siège de la Banque Centrale, la rencontre a enregistré la participation de 300 personnes, en provenance d'institutions diverses, notamment les Ministères en charge des finances, les banques, les systèmes financiers décentralisés (SFD), les établissements de monnaie électronique (EME), les services postaux, les intermédiaires en opérations de banque, les régulateurs de télécommunications, les Associations Professionnelles des Établissements de Crédit et des SFD, les Petites et Moyennes Entreprises, GIM-UEMOA et les Universités de l'Union. Y ont également pris part, les Représentants des institutions partenaires et des organismes internationaux.

Atelier thématique sur le Formulaire de Déclaration Prudentielle

Organisé du 19 novembre au 6 décembre 2018 au Siège de la Banque Centrale, l'atelier thématique sur le Formulaire de Déclaration Prudentielle (FODEP) avait pour objectif le renforcement des capacités des acteurs concernés dans le renseignement, le contrôle et l'exploitation du FODEP, pour assurer la fiabilité et la cohérence des déclarations prudentielles. Une centaine d'établissements assujettis y ont pris part. Ce formulaire est renseigné par les établissements assujettis et transmis à la Banque Centrale par l'intermédiaire de sa plate-forme informatisée. Il leur permet, conformément à la réglementation en vigueur, de déclarer leur situation prudentielle, notamment le respect des niveaux minimums de fonds propres à constituer par rapport aux risques (de crédit, de marché et opérationnel) auxquels ils sont exposés.

AU PLAN DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE ET DE LA COOPERATION MONETAIRE

Participation de la BCEAO à la réunion du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc (CLAB)

Une délégation conduite par Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, a pris part à la réunion du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc (CLAB), tenue le 29 janvier 2018 à Paris. Les sessions au cours de cette rencontre ont mis l'accent sur : (i) le « *derisking* » et la réduction des relations de correspondance bancaire dans le monde et en Zone franc, (ii) la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT), et (iii) le diagnostic sur les dispositifs de LBC-FT en Zone Franc. L'intervention du Gouverneur de la BCEAO a porté sur le thème : « *Etat du droit applicable en matière de LBC-FT dans l'Union* ».

Visite d'amitié et de travail d'une délégation de Bank Al-Maghrib auprès de la BCEAO

Le Gouverneur de la BCEAO a accueilli une délégation de Bank Al-Maghrib conduite par son Gouverneur, Monsieur Abdellatif JOUAHRI, dans le cadre d'une visite d'amitié et de travail qui s'est tenue les 8 et 9 février 2018 à Abidjan. Cette visite a permis aux deux Gouverneurs de dresser le bilan de la coopération entre les deux Banques Centrales depuis leur précédente réunion en novembre 2016, de convenir des axes de partenariat pour la période 2018-2019, notamment dans les domaines de la supervision bancaire, de la stabili-



té financière, des systèmes et moyens de paiement ainsi que de la politique monétaire et des prévisions macroéconomiques. Au terme des travaux, les deux Gouverneurs ont décidé d'aligner le programme de coopération sur les plans stratégiques des deux Institutions, en commençant par celui de la période 2019-2021.

Réunions de la Task Force présidentielle sur le programme de la monnaie unique de la CEDEAO

Le Gouverneur de la BCEAO a participé aux réunions de la Task Force présidentielle organisées par la Commission de la CEDEAO, respectivement le 21 février 2018 à Accra et le 17 décembre 2018 à Niamey. La première rencontre avait pour objectif de proposer une feuille de route, en vue d'accélérer le processus de création de la monnaie unique en 2020.

La deuxième a examiné, quant à elle, les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la feuille de route ainsi que les propositions relatives au régime de change, au cadre de politique monétaire, au modèle de banque centrale ainsi qu'au nom et au logo de la monnaie unique de la CEDEAO.

Réunion du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

Le Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) a tenu sa première réunion ordinaire de l'année, le 23 février 2018, à Dakar, au Sénégal, au Siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). La rencontre, qui a enregistré la participation de dix (10) banques centrales membres du Bureau et de la Commission de l'Union Africaine (CUA), a été présidée par Monsieur Lesetja KGANYAGO, Gouverneur de la South African Reserve Bank (SARB), Président de l'ABCA.

Petit déjeuner du Patronat ivoirien

Le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, était l'invité de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), le 1^{er} mars 2018, à la Maison de l'Entreprise à Abidjan. Il y a présenté une communication sur le thème « *Rôle de la BCEAO dans le développement du secteur privé de l'UMOA : bilan et perspectives* ». Cette intervention se situait dans le cadre de la deuxième édition de la plateforme d'échanges entre le secteur privé et les acteurs de l'écosystème économique ou politique.

Participation de la BCEAO aux réunions de printemps et aux Assemblées Annuelles des Institutions de Bretton Woods

Une délégation de la BCEAO conduite par le Gouverneur a pris part aux réunions de printemps et aux Assemblées Annuelles des Institutions de Bretton Woods, tenues respectivement du 16 au 23 avril 2018 à Washington et du 9 au 14 octobre 2018 à Bali, en Indonésie. Elles ont été marquées principalement par les sessions semestrielles du Comité Monétaire et Financier International (CMFI) des Gouverneurs du Fonds Monétaire International et du Comité du Développement (CD) de la Banque Mondiale ainsi que la rencontre de haut niveau sur l'UEMOA, organisée par le Département Afrique du FMI, qui s'est articulée autour du thème : « *Maintenir la stabilité macroéconomique et financière et préserver la dynamique de croissance dans l'UEMOA* ».

Table ronde des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines en marge de l'Assemblée Générale annuelle 2018 de la Banque des Règlements Internationaux (BRI)

Le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, a pris part, du 23 au 24 juin 2018 à Bâle, à la table ronde des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines sur le thème : « *Banque Centrale et dette : risques émergents pour l'efficacité de la politique monétaire en Afrique* », en marge de l'Assemblée Générale annuelle de la Banque des Règlements Internationaux (BRI) au titre de l'année 2018.

L'objectif de la rencontre était d'échanger sur le rôle de la banque centrale dans la gestion de la dette. Les points de discussions ont porté sur l'évolution récente de la dette en Afrique et son impact sur la politique monétaire, les mesures prises par les banques centrales et les perspectives d'avenir.

Participation de la BCEAO à la réunion des Ministres des Finances des pays de la Zone franc

Une délégation de la BCEAO conduite par le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE a pris part à la réunion des Ministres des Finances des pays de la Zone franc, tenue le 8 octobre 2018 à Paris. Cette rencontre a permis de proposer des mesures prioritaires relatives aux évaluations nationales des risques (ENR) dans les Etats membres, aux dispositifs réglementaires de gel des avoirs, au renforcement des cellules de renseignement financier (CRF), à la collecte systématique de données sur la fermeture des relations de correspondance bancaire, à la sensibilisation de l'ensemble des acteurs impliqués dans la LBC-FT et à la mise en place d'une politique pénale y relative. Ces mesures ont été adoptées par les Ministres, Gouverneurs et Présidents d'institutions de la Zone Franc.

Forum commémorant le 45^e anniversaire de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, a participé à la commémoration du 45^e anniversaire de la BOAD, tenue du 14 au 15 novembre 2018 à Lomé. Cette rencontre était placée sous le signe d'une réflexion sur le développement des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et, en particulier, sur le rôle de l'énergie solaire dans ce processus. Le Gouverneur de la BCEAO a prononcé une allocution lors de la cérémonie d'ouverture, rappelant d'une part, l'appui et le soutien financier de la BCEAO en tant qu'actionnaire de référence aux principaux projets de la BOAD, et d'autre part, le défi lié au financement des Programmes Nationaux de Développement (PND) que l'Institution devra relever.

Réunion de concertation du Groupe de travail sur la monnaie unique de la CEDEAO

Le Gouverneur de la BCEAO a participé à la réunion de concertation du Groupe de travail sur les questions de politique monétaire et de change dans le cadre de la mise en place de la future Union monétaire, le 11 décembre 2018 à Abuja. Cette rencontre a été organisée dans le cadre de la mise en œuvre des instructions de la 53^e Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenue à Lomé le 31 juillet 2018, qui a chargé le Président de la Commission de la CEDEAO d'organiser des concertations et des réunions avec le Groupe de travail, afin de lui soumettre des propositions sur le régime de change, le cadre de politique monétaire et le modèle de la future banque centrale de la CEDEAO.



Groupe consultatif 2018 pour le financement de la deuxième phase du Plan d'actions prioritaires 2019-2023 du Plan Sénégal Emergent (PSE)

Une délégation de la BCEAO conduite par le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE a participé à la réunion du Groupe consultatif 2018 pour le financement de la deuxième phase du Plan d'actions prioritaires 2019-2023 du Plan Sénégal Emergent (PSE), les 17 et 18 décembre 2018 à Paris.

Le Groupe Consultatif a pour objectif de présenter aux investisseurs privés ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers la phase II du PSE et les opportunités d'investissements au Sénégal. Il vise à mobiliser les ressources complémentaires pour financer le développement du pays sur la période 2019-2023.

Dans son allocution, le Gouverneur de la BCEAO a indiqué la détermination de la Banque Centrale à accompagner le Sénégal, et au-delà les économies de l'Union, dans leur quête de l'émergence. Pour ce faire, l'Institut d'émission a, au cours de ces dernières années, adopté plusieurs réformes qui participent à l'amélioration des perspectives économiques de la région. Ces mesures portent notamment sur l'implémentation, depuis janvier 2018, des dispositions de Bâle II et Bâle III dans l'Union pour un système bancaire plus solide, la mise en place d'un dispositif de soutien au financement des PME/PMI, la création d'un Bureau d'Information sur le Crédit (BIC), visant à réduire le coût du crédit, le développement de la finance islamique, la création d'un mécanisme de résolution des crises bancaires et le renforcement de la capacité de financement des banques, par un accroissement de leurs fonds propres et une plus grande efficacité dans la mobilisation de l'épargne intérieure. Par ailleurs, la Banque Centrale a créé l'Agence UMOA-Titres, qui a permis aux Etats membres de l'Union de mobiliser d'importantes ressources sur le marché régional et international à coûts modérés. Elle a également contribué à la promotion de l'inclusion financière au sein de l'UEMOA, à travers la mise en place d'une Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF).

AU PLAN DE LA GESTION DE LA BCEAO

Nomination de deux nouveaux Vice-Gouverneurs pour la BCEAO

Le Conseil des Ministres de l'UEMOA, réuni en sa 3^e session ordinaire le 21 septembre 2018 à Abidjan, a procédé, en application de l'article 56 des Statuts de la BCEAO, à la nomination de Messieurs Norbert TOE et Abdoulaye DIOP, en qualité de Vice-Gouverneurs de la Banque Centrale, pour des mandats prenant effet le 1^{er} octobre 2018.

Mise en place du Collège de Médiateurs

Dans le cadre du renforcement de sa gouvernance d'entreprise et la poursuite de l'alignement de la gestion de son personnel aux meilleures pratiques, la Banque Centrale s'est dotée d'une instance de médiation animée par un collège de trois médiateurs nommés par le Gouverneur pour un mandat de trois ans renouvelable une fois.

Le premier Collège de Médiateurs a été mis en place au cours de cet exercice 2018. Conformément à la Décision du Gouverneur n° 214-06-2018 nommant les membres de ce premier Collège, leur mandat a pris effet le 18 juin 2018. En application des textes régle-

mentaires y relatifs, le Médiateur Principal exercera un premier mandat de quatre ans, celui des deux Médiateurs assesseurs étant de trois ans.

Le Collège de Médiateurs a essentiellement pour missions :

- de faciliter, par la médiation ou tout autre moyen approprié, le règlement des différends qui pourraient survenir entre la Banque Centrale et un ou plusieurs membres de son personnel sur les questions concernant les conditions d'emploi ;
- d'émettre des avis et faire des recommandations au Gouverneur pour remédier aux insuffisances ou lacunes identifiées au niveau des politiques, procédures et pratiques de la Banque Centrale en matière de conditions d'emploi de son personnel.

Rencontre thématique avec la presse : la BCEAO ouvre ses portes aux journalistes économiques

La Banque Centrale a organisé une série de rencontres avec les organes de presse pour mieux faire connaître ses missions et améliorer la couverture de l'information économique et financière au sein de l'Union.

Ces rencontres thématiques visent notamment à approfondir les connaissances des participants sur le rôle et les missions de la BCEAO. L'objectif ultime est de renforcer l'efficacité des actions de la Banque Centrale à travers l'amélioration de la qualité et la visibilité de ses messages relayés auprès du public.

Ainsi, la BCEAO a abrité à son Siège respectivement les 13 septembre et 4 décembre 2018, les deux premières rencontres pédagogiques avec les journalistes économiques du Sénégal sur des thématiques portant sur la politique monétaire et l'inclusion financière dans l'UEMOA.

Cérémonie de remise du Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique, édition 2018

Le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE a présidé, le 21 novembre 2018, à la salle de Conférence du Siège de la Banque Centrale, la cérémonie de remise du Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique. Cette 6^e édition avait pour marraines Mesdames Marie Elizabeth ZUNON KIPRE et Ndèye Elisabeth DIAW, deux personnalités qui ont marqué l'histoire de la BCEAO et à la retraite après une longue et brillante carrière au sein de l'Institution.

Le Prix Abdoulaye FADIGA vise à susciter des réflexions sur des questions économiques, monétaires et financières se rapportant au développement des Etats membres de l'UEMOA. A travers ce Prix, la Banque Centrale entend renforcer sa contribution à la prise en charge des défis du développement économique et social qui interpellent les Etats membres de l'Union.

La cérémonie qui a coïncidé avec le 30^e anniversaire du décès du Gouverneur Abdoulaye FADIGA, a été rehaussée par la projection d'un film documentaire témoignant de ses qualités humaines et professionnelles, sa vision et ses réalisations qui ont marqué de manière indélébile la vie de l'Institut d'émission.



L'article primé lors de cette édition porte sur le thème « *Survie des banques de l'UEMOA : les nouvelles exigences de fonds propres sont-elles pertinentes ?* ». Il analyse le rôle des fonds propres réglementaires dans la survie des banques de l'UEMOA et met l'accent sur la pertinence des nouvelles normes bâloises entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Son auteur est Monsieur Vigninou GAMMADIGBE, de nationalité togolaise, doctorant en Sciences Economiques à l'Université de Lomé.

Le Prix d'encouragement a été attribué à Messieurs Aboudou OUATTARA, Kouamé Désiré KANGA, Ingénieurs Statisticien-Economistes (Côte d'Ivoire) et à Ruben Barnabas DJOGBENOU, Ingénieur Statisticien-Economiste (Bénin), co-auteurs de l'article « *Hétérogénéité des économies de la CEDEAO : quel défi pour une politique monétaire commune ?* ». Cet article aborde la question de l'optimalité de la politique monétaire en union monétaire, en examinant de façon prospective les conditions d'une plus grande efficacité d'une politique commune à l'échelle de la CEDEAO, au regard de l'hétérogénéité des économies.

La BCEAO, certifiée PCI-DSS

En marge de la cérémonie de remise du Prix Abdoulaye FADIGA, tenue le 21 novembre 2018 au Siège de la BCEAO, le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE a reçu des mains de Monsieur Karim HAMDAROU, Président Directeur Général de LMPS GROUP, le certificat de conformité des systèmes d'information de la Banque Centrale aux exigences de la norme *Payment Card Industry Data Security Standard* (PCI-DSS) version 3.2. Cet acronyme désigne les normes de sécurité des données applicables à l'industrie des cartes de paiement. Elaborée par le Conseil des normes de sécurité PCI, la norme PCI-DSS vise à réduire la fraude en ligne.



COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES ET ORGANIGRAMME DE LA BCEAO



COMPOSITION DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA

au 31 décembre 2018

PRESIDENT : Son Excellence Docteur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire.

Son Excellence **Patrice TALON**,
Président de la République du Bénin.

Son Excellence **Roch Marc Christian KABORE**,
Président du Faso.

Son Excellence Docteur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire.

Son Excellence **José Mário VAZ**,
Président de la République de Guinée-Bissau.

Son Excellence **Ibrahim Boubacar KÉÏTA**,
Président de la République du Mali.

Son Excellence **Issoufou MAHAMADOU**,
Président de la République du Niger.

Son Excellence **Macky SALL**,
Président de la République du Sénégal.

Son Excellence **Faure Essozimna GNASSINGBE**,
Président de la République Togolaise.

COMPOSITION DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UMOA

au 31 décembre 2018

PRESIDENT : Romuald WADAGNI,

Ministre de l'Economie et des Finances du Bénin.

République du Bénin

MM. Romuald WADAGNI, Ministre de l'Economie et des Finances ;

Abdoulaye BIO TCHANE, Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement.

Burkina Faso

M^{me} COULIBALY Hadizatou Rosine SORI, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;

M. Paul Robert TIENDREBEOGO, Ministre de l'Intégration Africaine et des Burkinabé de l'Extérieur.

République de Côte d'Ivoire

MM. Adama KONE, Ministre de l'Economie et des Finances ;

Abdourahmane CISSE, Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables, Conseiller Spécial auprès du Président de la République de Côte d'Ivoire.

République de Guinée-Bissau

MM. Aristides GOMES, Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Finances ;

Suleimane SEIDI, Secrétaire d'Etat au Trésor.

République du Mali

Dr. Boubou CISSE, Ministre de l'Economie et des Finances ;

M. Sambou WAGUE, Ministre de l'Energie et de l'Eau.

République du Niger

M. Massoudou HASSOUMI, Ministre des Finances ;

M^{me} KANE Aïchatou BOULAMA, Ministre du Plan.

République du Sénégal

MM. Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;

Birima MANGARA, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, chargé du Budget.

République Togolaise

MM. Sani YAYA, Ministre de l'Economie et des Finances ;

Kossi ASSIMAÏDOU, Ministre de la Planification du Développement.



COMPOSITION DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO

au 31 décembre 2018

PRESIDENT : M. Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la BCEAO.

Vice-Gouverneurs de la BCEAO

M. Abdoulaye DIOP ;

M. Norbert TOE.

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS

République du Bénin

M. Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA, Directeur du Trésor.

Burkina Faso

M. Ousmane OUEDRAOGO, ancien Vice-Gouverneur de la BCEAO, ancien Ministre d'Etat, Ministre des Finances et du Plan.

République de Côte d'Ivoire

M. Mama OUATTARA, Professeur à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Directeur du Groupe de Politique Economique (GPE).

République de Guinée-Bissau

M. Rui Duarte FERREIRA, Conseiller du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé des Affaires Internationales.

République du Mali

M. Bangaly N'Ko TRAORE, Président du Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide (SHA).

République du Niger

M. Mahamane ANNOU MALLAM, ancien Président du Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES).

République du Sénégal

M. Aliou FAYE, Directeur du Centre d'Etudes de Politiques pour le Développement (CEPOD).

République Togolaise

M. Mongo AHARH-KPESSOU, Secrétaire Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers.

République Française

M^{me} Françoise DRUMETZ, Directeur des Etudes Microéconomiques et Structurelles de la Banque de France.



MEMBRES NOMMES INTUITU PERSONAE

M. Lansina BAKARY, Expert Consultant, ancien Conseiller Economique du Gouverneur de la BCEAO, Abidjan (République de Côte d'Ivoire) ;

M. Maïna Boukar MOUSSA, Vice-Président du Groupe d'Etudes et de Recherches pour le Développement Economique et Social (GERDDES), Niamey (République du Niger) ;

M. Adama DIAW, Professeur Titulaire de Sciences Economiques, Directeur de l'Ecole Doctorale des Sciences de l'Homme et de la Société à l'Université Gaston Berger, Saint-Louis (République du Sénégal).



COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

au 31 décembre 2018

PRESIDENT : M. Tiémoko Meyliet KONE,

Gouverneur de la BCEAO.

République du Bénin

M. Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Burkina Faso

M. Célestin Santéré SANON, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

République de Côte d'Ivoire

M. Konan Jacques ASSAHORE, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

République de Guinée-Bissau

M. Mamadu BALDE, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

République du Mali

M^{me} Aoua SYLLA BARRY, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances.

République du Niger

M. Habou HAMIDINE, Secrétaire Général du Ministère des Finances.

République du Sénégal

M. Adama Racine SOW, Trésorier Général, Agent Comptable Central à la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor.

République Togolaise

M. Sévon-Tépé Kodjo ADEDZE, Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes.

République Française

M. Yves CHARPENTIER, Conseiller financier pour l'Afrique de l'Ouest à la Direction Générale du Trésor.



COMPOSITION DU COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO

au 31 décembre 2018

PRESIDENT : M. Oumara KARIMOU ASSOUMA,

Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique du Bénin

République du Bénin

M. Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Burkina Faso

M. Célestin Santéré SANON, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

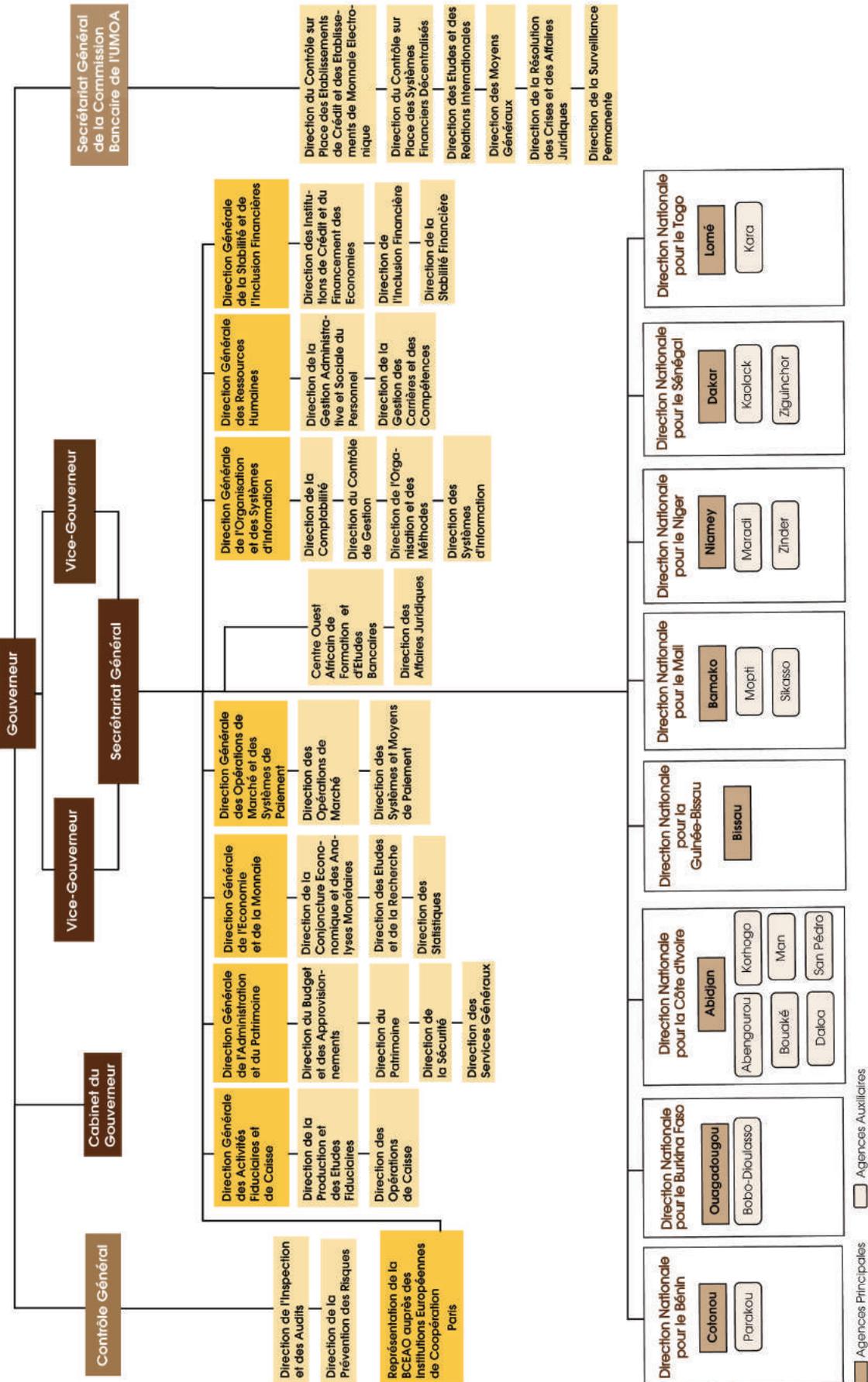
République du Sénégal

M. Adama Racine SOW, Trésorier Général, Agent Comptable Central à la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor.

République Togolaise

M. Sévon-Tépé Kodjo ADEDZE, Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes.

ORGANIGRAMME DE LA BCEAO AU 31 DECEMBRE 2018



BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

au 31 décembre 2018

GOUVERNEUR	: M. Tiémoko Meyliet KONE
VICE-GOUVERNEUR	: M. Abdoulaye DIOP
VICE-GOUVERNEUR	: M. Norbert TOE
Secrétaire Général	: M. Abdoulaye SECK
Directeur de Cabinet	: M. Siriki KONE
Conseiller Spécial du Gouverneur	: M. Oumar Tatam LY
Conseiller Spécial du Gouverneur	: M. Ismaila DEM
CONTROLE GENERAL	
Contrôleur Général	: M. Kadjemna Guy GO-MARO
Conseiller du Contrôleur Général	: M. Oumar KABO
DIRECTIONS GENERALES	
Directeur Général de l'Administration et du Patrimoine	: M. Alioune Blondin BEYE
Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	: M. Bassambié BATIONO
Directeur Général des Activités Fiduciaires et de Caisse	: M ^{me} Zenaida M. Lopes CASSAMA
Directeur Général des Opérations de Marché et des Systèmes de Paiement	: M. Bwaki KWASSI
Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	: M ^{me} Aminata FALL NIANG
Directeur Général des Ressources Humaines	: M ^{me} Akouélé Sylviane MENSAH
Directeur Général de la Stabilité et de l'Inclusion Financières	: M. Ousmane SAMBA MAMADOU
CONSEILLERS DES DIRECTEURS GENERAUX	
Conseiller du Directeur Général de l'Administration et du Patrimoine	: M. Emmanuel Junior ASSILAMEHOO
Conseiller du Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	: M. Madani TOURE
Conseiller du Directeur Général des Activités Fiduciaires et de Caisse	: M. Abdoulaye MBODJ
Conseiller du Directeur Général des Opérations de Marché et des Systèmes de Paiement	: M. Djibril CAMARA
Conseiller du Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	: M. Coulibaly HORO
Conseiller du Directeur Général des Ressources Humaines	: M ^{me} Marie Evelyne SEABE
Conseiller du Directeur Général de la Stabilité et de l'Inclusion Financières	: M. Sourou Antonin DOSSOU
DIRECTIONS DES SERVICES CENTRAUX	
Directeur du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	: M ^{me} Aminata HAIDARA
Directeur des Affaires Juridiques	: M. Vincent SEDALO
Directeur de l'Inspection et des Audits	: M. Kadjemna Guy GO-MARO

Directeur de la Prévention des Risques	: M. Sama MAMANE
Directeur du Budget et des Approvisionnements	: M. Fama Adama KEITA
Directeur du Patrimoine	: M. Ali SEINI OUMAR
Directeur des Services Généraux	: M. Emmanuel Junior ASSILAMEHOO
Directeur de la Sécurité	: M. Esso-houna BALE
Directeur de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires	: M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Directeur des Etudes et de la Recherche	: M. Patrick KODJO
Directeur des Statistiques	: M. Madani TOURE
Directeur des Etudes et de la Production Fiduciaire	: M. Jean-Joachim SENE
Directeur des Opérations de Caisse	: M. Salifou HAMANI
Directeur des Opérations de Marché	: M. Mahamane Alassane TOURE
Directeur des Systèmes et Moyens de Paiement	: M ^{me} Akuwa DOGBE AZOMA
Directeur de la Comptabilité	: M. Ekoué Djro GLOKPOR
Directeur du Contrôle de Gestion	: M. Kora LILIOU
Directeur de l'Organisation et des Méthodes	: M. Jean-François JOSSOU
Directeur des Systèmes d'Information	: M. Tiéguélé Abdoul F. COULIBALY
Directeur de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel	: M ^{me} Marie Evelyne SEABE
Directeur de la Gestion des Carrières et des Compétences	: M. Mohamed Almountaka ALFIDJA
Directeur des Institutions de Crédit et du Financement des Economies	: M. Charlie Jerry DINGUI
Directeur de l'Inclusion Financière	: M ^{me} Gisèle Catherine Keny NDOYE
Directeur de la Stabilité Financière	: M. Habib THIAM

REPRESENTATIONS

Représentant Résident du Gouverneur auprès de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

: M. Charles Luanga KI-ZERBO

Représentant de la BCEAO auprès des Institutions Européennes de Coopération

: vacant

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin

: M. Gbégnon Alain Michel KOMACLO

Directeur National pour le Burkina Faso

: M. Charles Luanga KI-ZERBO

Directeur National pour la Côte d'Ivoire

: M. Chalouho COULIBALY

Directeur National pour la Guinée-Bissau

: M^{me} Helena Maria José NOSOLINI EMBALO

Directeur National pour le Mali

: M. Konzo TRAORE

Directeur National pour le Niger

: M. Maman Laouane KARIM

Directeur National pour le Sénégal

: M. Ahmadou Al Aminou LO

Directeur National pour le Togo

: M. Kossi TENOU

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CBUMOA)

Secrétaire Général

: M^{me} Séna Elda Afiwa KPOTSRA

Secrétaire Général Adjoint

: M. Antoine TRAORE

ADRESSES DES DIFFERENTS SITES DE LA BCEAO

SIEGE SOCIAL

Avenue Abdoulaye FADIGA - Boîte Postale : n° 3108 - Dakar
Téléphone : (221) 33 839 05 00 - Télécopie : (221) 33 823 93 35 et 33 822 61 09
Site internet : <http://www.bceao.int> ; Courriel : courrier.bceao@bceao.int

BENIN

Cotonou

Avenue Jean-Paul II
01 Boîte Postale : n° 325 RP
Téléphone : (229) 21 36 46 00/21 31 24 66/21 31 24 67
Télécopie : (229) 21 31 24 65
Courriel : courrier.BDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Symphorien AGBESSADJI

Parakou

Boîte Postale : n° 201
Téléphone : (229) 23 61 03 25
Télécopie : (229) 23 61 10 91
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Grégoire DAGBA

BURKINA

Ouagadougou

Avenue Gamal Abdel NASSER
Boîte Postale : 01 BP 356
Téléphone : (226) 25 49 05 00/ 25 30 60 15
Télécopie : (226) 25 31 01 22
Courriel : courrier.CDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Adama SANKARA

Bobo-Dioulasso

Avenue Mamadou KONATE
Boîte Postale : n° 603
Téléphone : (226) 20 97 04 44
Télécopie : (226) 20 97 04 58
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Youssouf SAWADOGO

COTE D'IVOIRE

Abidjan

Av. Abdoulaye FADIGA angle Bd. Roussel
Boîte Postale : 01 1769 ABIDJAN 01
Téléphone : (225) 20 20 84 00
Télécopie : (225) 20 22 00 40
Courriel : courrier.ADN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Yao Magloire KONAN

Abengourou

Boîte Postale : n° 905
Téléphone : (225) 35 91 37 15
Télécopie : (225) 35 91 31 76
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Georges DIAW

Bouaké

Boîte Postale : n° 773
Téléphone : (225) 31 63 33 13 / 31 63 33 14
Télécopie : (225) 31 63 38 31
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Issouf OUATTARA

Daloa

Boîte Postale : n° 46
Téléphone : (225) 32 78 38 85
Télécopie : (225) 32 78 13 10
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Madigbè KABA

Korhogo

Boîte Postale : n° 54
Téléphone : (225) 36 86 01 10 / 36 86 0111
Télécopie : (225) 36 86 15 30
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ningou Jacques HLYN GNELBIN

Man

Boîte Postale : n° 1017
Téléphone : (225) 33 79 02 67
Télécopie : (225) 33 79 02 28
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Assémian Noël ACKAH

San Pedro

Boîte Postale : n° 387
Téléphone : (225) 34 71 21 84
Télécopie : (225) 34 71 24 48
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Kouamé Landry KOUAKOU

GUINEE-BISSAU

Bissau

Avenida Combatentes da Liberdade da Pátria
Boîte Postale : n° 38
Téléphone : (245) 44 325 63 25 / 44 321 55 48
Télécopie : (245) 44 325 63 00
Courriel : courrier.SDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : Lassana SAMBU

MALI

Bamako

94, Avenue Moussa TRAVELE
Boîte Postale : n° 206
Téléphone : (223) 20 70 02 00 /20 22 25 41/20 22 54 06
Télécopie : (223) 20 22 47 86



Courriel : courrier.DDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M^{me} Oumou
TOURE TOUNKARA

Mopti

Komoguel II, route de Sévaré
Boîte Postale : n° 180
Téléphone : (223) 20 21 01 02
Télécopie : (223) 21 43 05 07
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Amadou Boucari CISSE

Sikasso

Rue Mamadou TRAORE
Boîte Postale : n° 453
Téléphone : (223) 21 62 00 77
Télécopie : (223) 21 62 08 79
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ibrahima TOURE

NIGER

Niamey

Rue de l'Uranium
Boîte Postale : n° 487
Téléphone : (227) 20 72 33 30 / 20 72 33 40
Télécopie : (227) 20 73 47 43
Courriel : courrier.HDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Abdourahmane
ABOUBACAR ABANI

Maradi

Boîte Postale : n° 265
Téléphone : (227) 20 41 00 96
Télécopie : (227) 20 41 00 45
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ganaye ALACHI

Zinder

Boîte Postale : n° 133
Téléphone : (227) 20 51 00 94
Télécopie : (227) 20 51 07 24
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Daouda BOUKARI

SENEGAL

Dakar

Boulevard du Général De Gaulle x Triangle Sud
Boîte Postale : n° 3159
Téléphone : (221) 33 889 45 45
Télécopie : (221) 33 823 57 57
Courriel : courrier.KDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. François Etienne
Déthié SENE

Kaolack

Boîte Postale : n° 79
Téléphone : (221) 33 938 40 00

Télécopie : (221) 33 941 33 23
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Babacar SENE

Ziguinchor

Boîte Postale : n° 317
Téléphone : (221) 33 991 10 39 / 33 938 80 35
Télécopie : (221) 33 991 16 59
Chef de l'Agence Auxiliaire : M^{me} Awa BA CAMARA

TOGO

Lomé

Rue Abdoulaye FADIGA
Boîte Postale : n° 120
Téléphone : (228) 22 21 53 84
Télécopie : (228) 22 21 76 02
Courriel : courrier.TDN@bceao.int
Directeur de l'Agence Principale : M. Adjatougbe
Ameyo FIOKLOU

Kara

Boîte Postale : n° 75
Téléphone : (228) 26 60 60 79
Télécopie : (228) 26 60 62 69
Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Adjé SEWAVI

REPRESENTATION DU GOUVERNEUR AUPRES DE LA COMMISSION DE L'UEMOA

Avenue Gamal Abdel NASSER, Ouagadougou,
Burkina Faso
Boîte Postale : 64 OUAGADOUGOU 01
Téléphone : (226) 50 31 61 01 / 50 30 60 15 / 14
Télécopie : (226) 50 30 63 76
Courriel : courrier.Z03@bceao.int

REPRESENTATION DE LA BCEAO AUPRES DES INSTITU- TIONS EUROPEENNES DE COOPERATION

29, rue du Colisée, 75008 Paris, France
Téléphone : (33) 1 42 25 71 60
Télécopie : (33) 1 42 56 00 37
Courriel : bceao@paris-bceao.org

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CBUMOA)

Boulevard Botreau Roussel (rue privée CRRAE-
UMOA) 01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 20 25 57 57
Fax : (225) 20 22 45 52
Site web : www.bceao.int
Email : courrier.z02sg@bceao.int



Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest



MESSAGE DU GOUVERNEUR

L'activité économique internationale a été caractérisée durant l'année 2018 par une stabilité de la croissance, dans un contexte de résurgence des incertitudes, liées aux tensions commerciales et géopolitiques et au durcissement des conditions financières. Le taux de croissance du PIB mondial est ainsi ressorti à 3,7% en 2018, tout comme en 2017.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité est demeurée soutenue. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Union s'est établi à 6,6%, en termes réels, tout comme en 2017. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à un rythme modéré à 1,1% en 2018 contre 1,0% en 2017.

La poursuite des efforts d'investissements consentis par les Etats membres, l'amélioration du climat social et de celui des affaires ainsi que le regain de dynamisme dans les échanges avec certains pays voisins, ont largement contribué à cette progression de l'activité.

Dans un contexte général, marqué par des perspectives d'inflation et de croissance globalement favorables, la Banque Centrale a poursuivi une politique monétaire visant à soutenir les efforts de croissance des Etats membres. Elle a ainsi maintenu son principal taux directeur, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité, à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013.

La BCEAO a également poursuivi ses actions, en faveur du renforcement de la solidité du système bancaire et financier, en particulier à travers l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2018, du plan comptable bancaire (PCB) révisé ainsi que du nouveau dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA, tous deux conformes aux standards internationaux, notamment les normes de Bâle II et III.

En outre, la Banque Centrale a accordé une attention particulière à la mise en œuvre des initiatives engagées en faveur du renforcement de l'inclusion financière dans l'UEMOA. A cet égard, elle a poursuivi diligemment les activités inscrites dans le Plan d'actions de la Stratégie Régionale d'Inclusion financière (SRIF), adoptée en 2016, dont le dispositif institutionnel de pilotage a été mis en place en 2018.

Par ailleurs, conformément à ses missions fondamentales, telles que définies à l'article 9 de ses Statuts annexés au Traité de l'UMOA, qui lui font, entre autres, obligation de veiller à la stabilité du système bancaire et financier, l'Institut d'émission a procédé à la création d'un Comité en charge de la définition et de la mise en œuvre opérationnelle de la politique macroprudentielle.

Ce nouvel organe, interne à la BCEAO, vient ainsi consolider ses actions antérieures et accroître ses capacités d'anticipation et d'intervention, en matière de stabilité financière.

En effet, le Comité a pour objectifs la détection, l'évaluation, la gestion et la maîtrise des risques, notamment systémiques, pouvant affecter la stabilité financière de l'Union. Il entamera ses travaux au cours de l'année 2019 avec, en particulier, la validation du cadre d'analyse des risques systémiques ainsi que la définition et le calibrage des instruments macroprudentiels susceptibles de les atténuer.



Par ailleurs, du 2 août au 10 septembre 2018, la Banque Centrale a effectué le lancement du Dispositif de soutien au financement des Petites et Moyennes Entreprises et Industries (PME/PMI) dans chacun des Etats membres de l'UEMOA, en relation avec les Ministères de tutelle concernés.

Adopté par le Conseil des Ministres de l'UMOA, lors de sa session ordinaire du 29 septembre 2015 à Dakar, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions pour le financement des économies, et validé par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en juin 2012, le nouveau dispositif vise à faciliter l'accès des PME/PMI aux financements bancaires. Au-delà, il a pour but de créer un écosystème favorable au développement d'entreprises performantes, génératrices de richesses et d'emplois.

La pleine opérationnalisation et la réussite du Dispositif requièrent une synergie d'actions entre les Etats, les Structures d'appui et d'encadrement, ainsi que le système bancaire et financier. Pour sa part, la Banque Centrale est disposée à agir sur les conditions d'offre de financement aux PME/PMI, en rendant plus attractifs les crédits bancaires destinés à cette catégorie d'unités de production qui regroupe entre 80 et 95% des entreprises de l'Union. L'Institut d'émission a, d'ores et déjà, décidé d'admettre à son refinancement les créances détenues par les établissements de crédit sur les PME/PMI éligibles audit dispositif.

Enfin, dans la continuité de sa politique, en vue de l'approfondissement, de la diversification et de la stabilité du système financier, la BCEAO ne ménagera aucun effort en faveur de la création d'un environnement sain, propice au développement de ces entreprises et à leur transformation en moteur de croissance.

**Le Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,**

Président du Conseil d'Administration

VUE D'ENSEMBLE

L'environnement économique et financier international s'est déroulé dans un contexte marqué par une relative montée des tensions commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et leurs partenaires commerciaux, un certain durcissement des conditions financières, une accentuation des menaces géopolitiques et une hausse des cours du pétrole. Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 3,7% en 2018, soit le même niveau qu'en 2017, selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en janvier 2019.

En revanche, l'activité économique est demeurée vigoureuse au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2018, à la faveur de la consolidation de la demande intérieure dans certains pays industrialisés ainsi que de l'amélioration du climat social et des affaires. L'activité économique a également bénéficié du regain de dynamisme des échanges avec le Nigeria, principal partenaire commercial de plusieurs pays de l'UEMOA, et de la poursuite, par ses Etats membres, des investissements dans les infrastructures socioéconomiques. Dans ce contexte, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé, en termes réels, de 6,6% en 2018, tout comme en 2017. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti relativement modéré à 1,1% en 2018 contre une réalisation de 1,0% en 2017.

Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagements, dons compris à fin décembre 2018, s'est atténué de 66,1 milliards pour s'établir à 2.695,1 milliards, soit 3,9% du PIB contre un déficit de 2.761,2 milliards ou 4,3% du PIB, à la même période de l'année précédente. Cette relative amélioration est consécutive à la baisse de 0,3 point de pourcentage du PIB des dépenses totales et une hausse de 0,1 point de pourcentage du PIB des recettes totales et dons entre 2017 et 2018.

En 2018, le déficit courant s'accroîtrait de 10,2% pour ressortir à 4.470,2 milliards, en relation avec une dégradation de 716,0 milliards du solde de la balance des biens. En pourcentage du PIB, ce déficit s'établirait à 6,4%, après 6,3% en 2017. Au total, les échanges extérieurs des pays de l'UEMOA se traduiraient en 2018 par un solde global excédentaire de 1.142,5 milliards, contre 304,1 milliards un an plus tôt. Cette consolidation des équilibres extérieurs serait liée à l'amélioration des entrées nettes de ressources au titre du compte de capital (+149,3 milliards ou 12,3%) ainsi que du compte financier (+702,3 milliards ou 21,2%), qui a permis de financer un déficit courant qui se dégrade d'une année à l'autre.

A fin décembre 2018, les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 1.202,7 milliards par rapport à fin décembre 2017, pour ressortir à 5.375,1 milliards. Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 1.376,8 milliards pour se situer à 8.561,0 milliards à fin décembre 2018, en relation avec le rapatriement du produit des euro-obligations émises sur les marchés internationaux en mars 2018. En conséquence, le taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale s'est amélioré en ressortant à 77,1% contre 73,4% en décembre 2017.

L'encours des créances intérieures a augmenté de 2.585,7 milliards ou 9,4%, pour se situer à 30.023,8 milliards, à fin décembre 2018. Cette évolution est induite par l'effet combiné

de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC), qui se sont établies à 7.960,8 milliards à fin décembre 2018, en hausse de 684,0 milliards par rapport à leur niveau de fin décembre 2017, et de l'accroissement de 1.901,7 milliards des crédits aux autres secteurs de l'économie, qui sont ressortis à 22.063,0 milliards, à fin décembre 2018, après 20.161,2 milliards un plus tôt. En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 3.065,4 milliards ou 12,4%, pour se situer à 27.715,1 milliards à fin décembre 2018.

Dans un contexte général marqué par la faiblesse des pressions inflationnistes, la Banque Centrale a maintenu inchangés les instruments de politique monétaire en 2018. Ainsi, le taux minimum de soumission aux adjudications ainsi que le taux du guichet de prêt marginal sont demeurés à 2,50% et à 4,50%, respectivement depuis le 16 septembre 2013 et le 16 décembre 2016.

L'activité a été globalement bien orientée sur les marchés des capitaux de l'Union au cours de l'année 2018. Au niveau du marché monétaire, l'encours cumulé des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 4.070,0 milliards à fin décembre 2018 contre 3.845,0 milliards un an plus tôt, soit une progression de 225,0 milliards (+5,8%). L'évolution du marché interbancaire, à fin décembre 2018, a été marquée par un recul du volume des échanges de liquidités et une hausse du taux d'intérêt des opérations à une semaine. L'encours moyen des prêts s'est situé à 532,4 milliards à fin décembre 2018 contre 497,4 milliards un an plus tôt. Au niveau du marché régional de la dette publique, l'encours global des titres publics est ressorti à 9.937,6 milliards ou 14,3% du PIB à fin décembre 2018 contre 9.629,8 milliards ou 14,5% du PIB, un an plus tôt.

Au plan de la gestion des signes monétaires, les prélèvements et les versements, effectués aux guichets de la Banque Centrale, ont porté sur un total de 4.851,4 millions de billets et pièces de monnaie en 2018 contre 4.830,5 millions d'unités l'année précédente, soit une hausse de 0,43%. Comparée à 2017, la part des billets dans la circulation fiduciaire est restée quasiment stable à 97,3%.

Au niveau de la coopération internationale, les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées, à fin décembre 2018, par des entrées nettes de ressources de 206,01 millions de DTS contre 143,25 millions de DTS un an plus tôt. Les charges supportées par la BCEAO à fin décembre 2018, dans le cadre des opérations avec le FMI, se sont chiffrées à 10,81 millions de DTS (8.560,63 millions de francs CFA) contre 4,62 millions de DTS (3.697,53 millions de francs CFA) l'année précédente.

Sur le plan du fonctionnement de la Banque Centrale, au cours de l'exercice 2018, les Organes de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité du 20 janvier 2007 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et les Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a tenu, au cours de l'année 2018, une session ordinaire le 30 juillet 2018 à Lomé, en République Togolaise. Le Conseil des Ministres a tenu quatre (4) sessions ordinaires et une (1) session extraordinaire. Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a organisé quatre (4) réunions ordinaires et le Conseil d'Administration de la BCEAO a tenu deux (2) sessions ordinaires.



La Banque Centrale a poursuivi ses efforts en vue d'un financement accru et de qualité de l'économie, avec le lancement du dispositif de soutien au financement des PME/PMI dans l'UEMOA. L'opération a été relayée, dans chacun des Etats membres de l'Union, par la tenue d'une cérémonie conjointe présidée par le Ministre des Finances et celui en charge des PME, sur la période du 2 août 2018 et au 10 septembre 2018.

Elle a également poursuivi ses actions en faveur du renforcement de la solidité du système bancaire et financier, à travers l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2018, du plan comptable bancaire (PCB) révisé ainsi que du nouveau dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA, tous conformes aux standards internationaux, notamment les normes de Bâle II et III.

En outre, au plan de la préservation de la stabilité financière, les travaux de la Banque Centrale relatifs à la mise en place d'un cadre institutionnel de politique macroprudentielle dans l'UMOA ont abouti à la création d'un Comité interne, en charge de cette matière, notamment la définition et la mise en œuvre opérationnelle d'une stratégie adaptée, à travers la détection, l'évaluation, la gestion et la maîtrise du risque systémique.

Au titre du Plan Stratégique 2016-2018, le suivi de l'exécution des projets prévus a été réalisé périodiquement à travers la revue trimestrielle de leur état d'avancement. Globalement, les projets stratégiques inscrits par les Structures de la Banque sont pris en charge de manière adéquate.

Par ailleurs, la BCEAO a entrepris l'élaboration de son nouveau Plan Stratégique 2019-2021, afin de continuer à faire face efficacement aux incertitudes et aux mutations rapides de son environnement. L'innovation majeure a consisté à orienter la réflexion prospective sur les thématiques qui pourraient constituer des défis importants pour la Banque Centrale, au cours des années à venir. La réflexion a ainsi été structurée autour des quatre (4) axes ci-après : « *Gouvernance des processus et des risques* », « *Stabilité monétaire* », « *Stabilité et inclusion financières et financement des économies* », « *Efficiences des ressources* ».

Au titre du dispositif de gestion des risques et des activités de contrôle, les actions menées, au cours de l'année 2018, s'inscrivent dans le prolongement de leur alignement sur les standards internationaux. Elles ont, en particulier, porté sur la mise à jour de la cartographie des risques et des outils de management de la continuité d'activité, la mise en place de la base d'incidents ainsi que sur le renforcement de la sécurité des systèmes d'information. Les différentes activités de contrôle ont été régulièrement conduites au niveau des structures opérationnelles de la Banque.

L'année 2018 a également été caractérisée par l'organisation de la cérémonie de remise de la sixième édition du Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique, intervenue le 21 novembre 2018, à la suite de la journée commémorative du 11 octobre 2018, marquant le trentième anniversaire du décès du premier Gouverneur de l'Institution.

En marge de cette cérémonie de remise du Prix, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, a reçu des mains du Président Directeur Général de Lmps Group, le certificat de conformité des systèmes d'information de la Banque Centrale aux exigences de la norme Payment Card Industry Data Security Standard (PCI-DSS) version 3.2.



Cette récompense couronne de réussite les actions entreprises par l'Institut d'émission pour le renforcement de la sécurité de son système d'information, en général, et la consolidation de la protection des données bancaires, en particulier.

Au 31 décembre 2018, l'effectif global du personnel de la Banque Centrale, tous corps confondus, s'établit à 3.615 agents contre 3.633 à fin décembre 2017. Cet effectif est constitué de 3.558 agents en activité sur les sites de la BCEAO et de 57 agents en position de détachement ou de disponibilité.

I – ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2018 par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et leurs partenaires commerciaux, le durcissement des conditions financières, les tensions géopolitiques et l'augmentation des factures d'importation de pétrole. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,7% en 2018, soit le même niveau qu'en 2017.

1.1.1 - Activité économique dans les grands pays industrialisés

Au niveau des économies avancées, la croissance s'est établie à 2,4% en 2018 comme en 2017. Aux Etats-Unis, l'expansion économique est demeurée vigoureuse, se situant à 2,9%, du fait notamment de l'activité du secteur privé qui a été stimulée par la relance budgétaire.

En Zone euro, la croissance a ralenti, passant de 2,4% en 2017 à 2,0% en 2018, en relation avec un fléchissement plus important que prévu de l'activité économique au premier trimestre 2018 en Allemagne, en France et en Italie. Cette situation s'explique par la faiblesse de la croissance des exportations, la hausse des prix de l'énergie qui a pesé sur la demande dans les pays importateurs d'énergie ainsi que les incertitudes politiques et sociales internes à certains Etats et celles liées au *Brexit*.

1.1.2 - Activité économique dans les pays émergents et en développement

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 4,7% en 2018 tout comme en 2017. En Chine, la croissance a ralenti, passant de

6,9% en 2017 à 6,6% en 2018, dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis. L'économie indienne a progressé de 7,3% en 2018 après 6,7% en 2017, tirée par la demande intérieure, après le niveau le plus bas atteint depuis quatre ans en 2017. En Russie, le taux de croissance s'est établi à 1,7% en 2018, après 1,5% en 2017. L'économie russe a tiré profit de la reprise à la hausse des cours du pétrole.

En Afrique subsaharienne, la croissance a poursuivi son raffermissement en 2018. Le taux de progression de l'économie s'est établi à 3,1% en 2018, en nette accélération par rapport à celui de 2017 (+2,7%). Cette croissance a été soutenue par plusieurs facteurs, notamment une baisse de l'inflation et un assainissement budgétaire dans la plupart des pays. Le Nigeria a enregistré une croissance de 1,9% en 2018, après 0,8% en 2017, en ligne avec l'amélioration de la production de pétrole et le redressement de l'économie non pétrolière. En Afrique du Sud, l'économie a enregistré une baisse de son rythme de progression, avec un taux de croissance de 0,8% en 2018, après 1,3% en 2017.

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions contrastées, dans un contexte marqué par un durcissement des conditions financières et la poursuite du resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis.

En moyenne, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est renforcé de 15,2% par rapport à l'année précédente, porté par la vigueur de l'économie américaine, avec la mise en œuvre des mesures de relance budgétaire. Au Japon, l'indice

Nikkei 225 s'est conforté de 10,9% pour se situer à un niveau moyen de 22.317,7 points en 2018. En revanche, dans la Zone euro, l'indice EuroStoxx 50 s'est replié de 86,0 points par rapport à son niveau moyen de 2017, s'établissant à 3.383,5 points en 2018. De même, au Royaume-Uni, l'indice Footsie 100 s'est légèrement contracté de 0,2% pour se situer à 7.359,3 points en 2018, en liaison avec les risques d'une crise de la dette en Zone euro et les inquiétudes sur l'issue des négociations sur le *Brexit*.

Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont également connu des évolutions contrastées au cours de l'année 2018. Ainsi, en moyenne annuelle, les indices GSE du Ghana et NSE du Nigeria ont enregistré des hausses respectives de 41,4% et 17,6%. En outre, l'indice FTSE / JSE All Share de l'Afrique du Sud, a augmenté de 2,9%, dans un contexte de faible reprise de l'activité économique. En revanche, dans la Zone UEMOA, l'indice BRVM₁₀ des valeurs mobilières s'est replié de 14,0%.

S'agissant des **produits de base**, les cours se sont ressentis des tensions commerciales, des craintes concernant la croissance mondiale et de l'affaiblissement de la demande en provenance de la Chine.

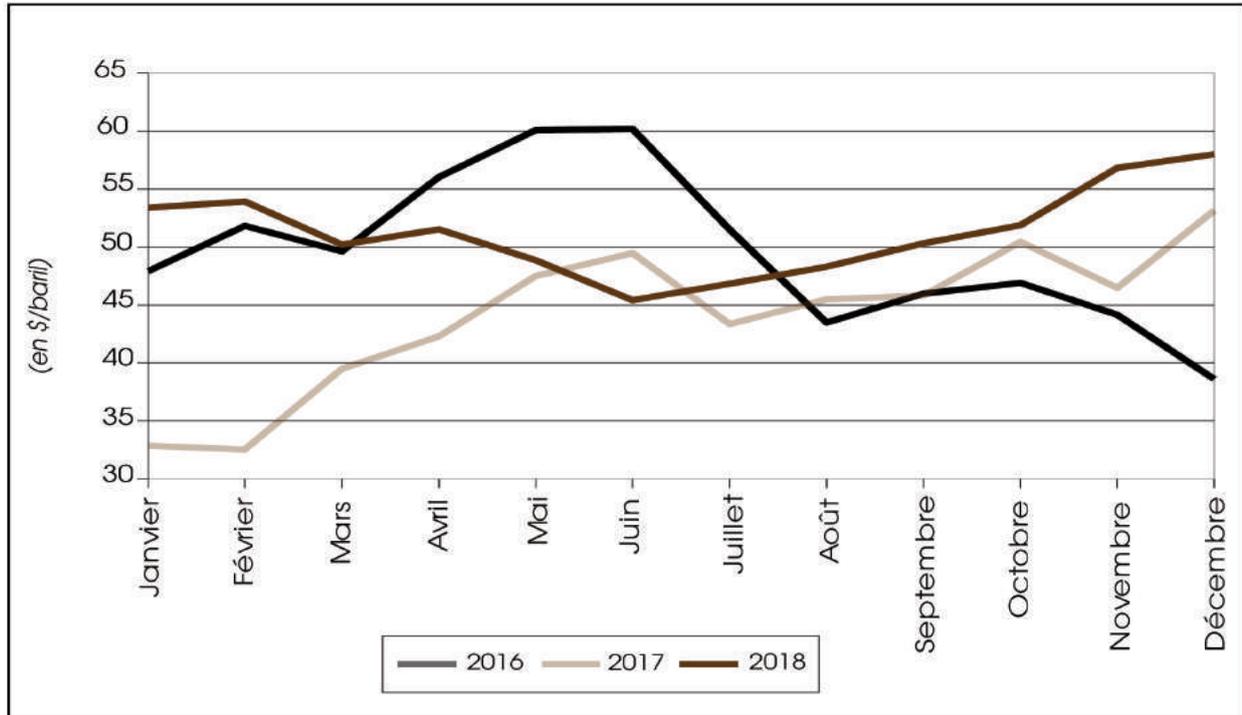
Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions baissières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du pétrole (+26,8%), du cacao (+13,0%), du coton (+12,7%) et de l'or (+1,1%). Les baisses

les plus importantes ont été enregistrées pour l'huile de palmiste (-27,8%), le caoutchouc (-19,7%), le café robusta (-16,2%) et l'huile de palme (-14,4%).

Le repli des prix de l'huile de palmiste et de l'huile de palme s'explique par l'importance des stocks et la hausse de la production au niveau mondial, notamment en Malaisie et en Indonésie, conjuguée à l'atonie de la demande. Les prix du caoutchouc se sont ressentis de la hausse des approvisionnements des marchés ainsi que de la faiblesse de la demande mondiale. Les cours du café ont été, pour leur part, affectés par l'abondance de l'offre mondiale en provenance des principales zones de production, notamment le Brésil, le Vietnam, l'Ouganda et l'Inde.

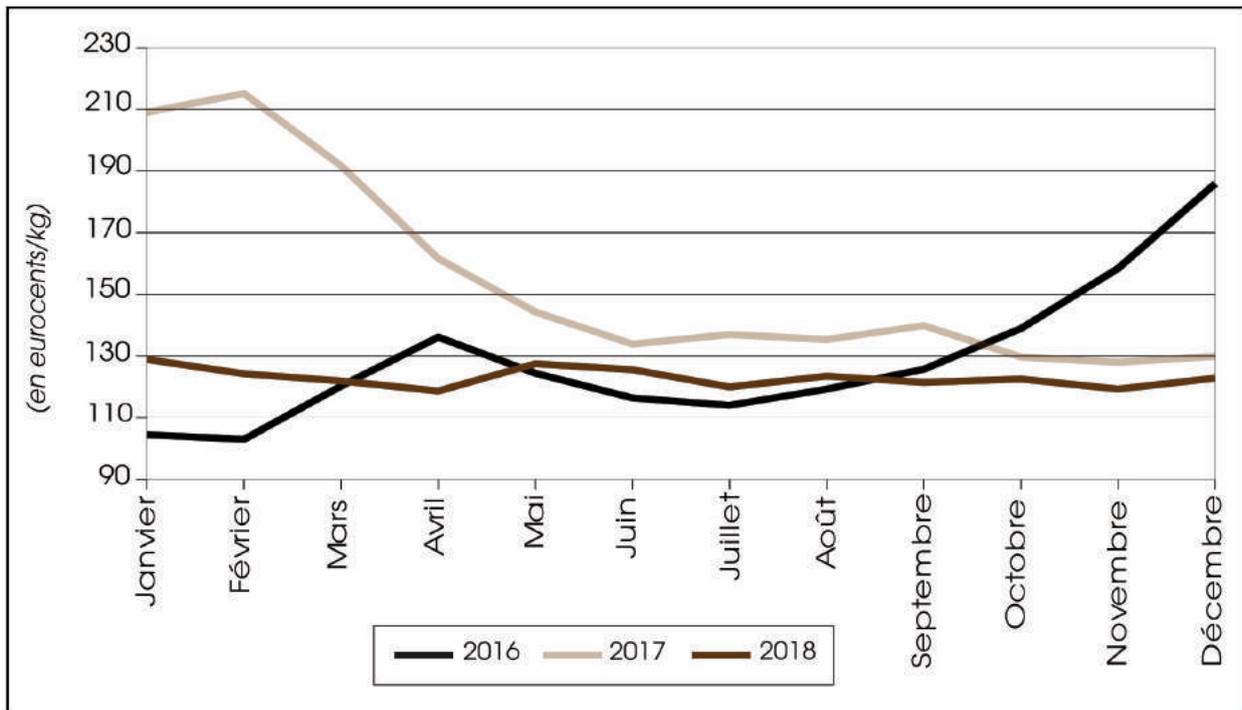
En revanche, les cours du pétrole ont poursuivi leur reprise à la hausse, entamée en 2017, portés par l'optimisme des investisseurs sur le rééquilibrage du marché pétrolier, en lien avec le respect des objectifs de quota de production fixés au sein de l'OPEP et les inquiétudes pesant sur l'offre, en provenance du Venezuela, de la Russie et de l'Iran. Cette tendance est en phase avec l'entrée en vigueur en novembre 2018 des sanctions américaines contre le secteur pétrolier iranien. Les prix du cacao ont été portés par la vigueur de la demande en provenance d'Asie, d'Europe et des Etats-Unis et les incertitudes sur l'offre mondiale. Les cours du coton ont bénéficié de la vigueur de la demande, conjuguée à la baisse des stocks.

Graphique 1 : évolution des cours du pétrole (NYMEX)



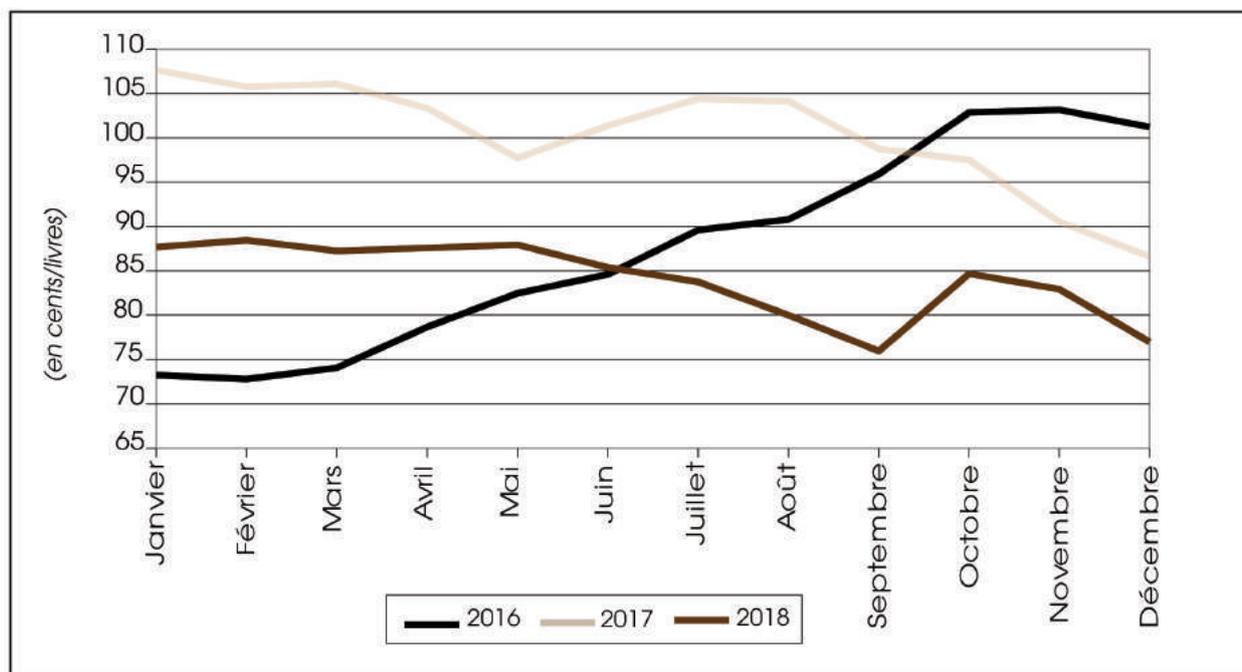
Source : Reuters, BCEAO.

Graphique 2 : évolution des cours du caoutchouc



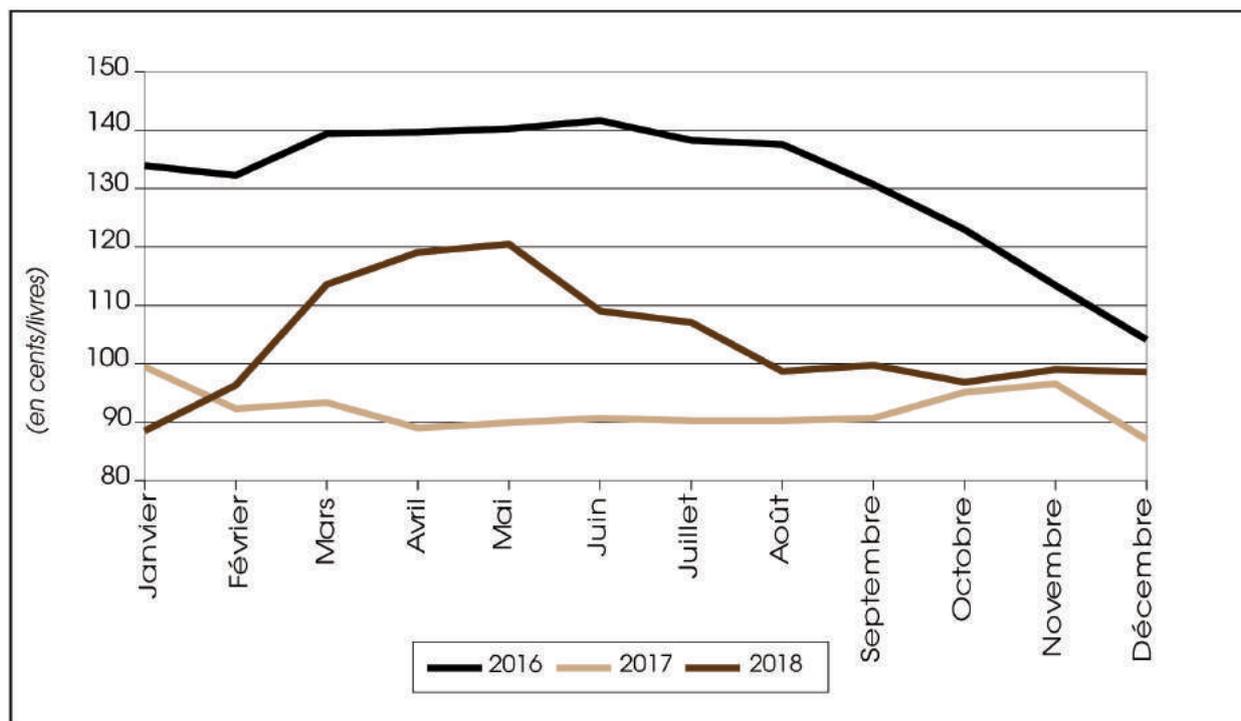
Source : Reuters, BCEAO.

Graphique 3 : évolution des cours du café



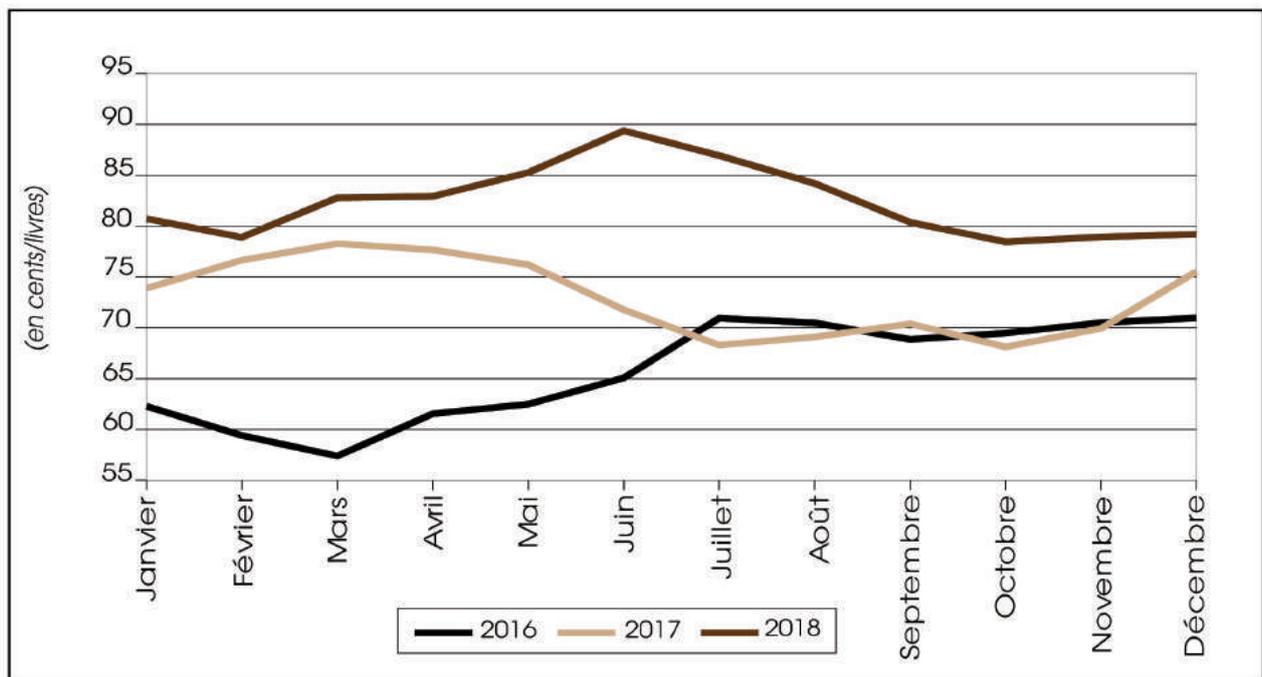
Source : Reuters, BCEAO.

Graphique 4 : évolution des cours du cacao



Source : Reuters, BCEAO.

Graphique 5 : évolution des cours du coton



Source : Reuters, BCEAO.

1.1.4 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes

Au plan de la **politique monétaire**, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont entamé un resserrement progressif, notamment la Réserve fédérale américaine (FED) qui a poursuivi la normalisation de sa politique, initiée en décembre 2015.

En effet, maintenant son optimisme concernant la solidité de l'économie américaine, la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED) a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire au cours de l'année 2018. La FED a, lors des réunions de son Comité de Politique Monétaire des 21 mars, 13 juin, 26 septembre et 19 décembre 2018 augmenté de 25 points de base la fourchette objectif des taux des fonds fédéraux pour la porter à 2,25% - 2,50%, soit un cumul de 100 points de base pour

2018 et neuf augmentations, pour un total de 225 points depuis décembre 2015. En outre, elle a déclaré qu'elle continuera à réduire la taille de son bilan au même rythme, soit de 50 milliards de dollars par mois. La FED a indiqué que les nouvelles augmentations du taux cible des fonds fédéraux devraient être conformes avec une activité économique en expansion, des conditions de marché du travail solides et une inflation proche de l'objectif de 2%.

Dans un environnement marqué par les incertitudes liées au Brexit, la Banque d'Angleterre (BoE) a, le 2 août 2018, augmenté son taux directeur de 25 points de base à 0,75%, soit la deuxième hausse de taux depuis août 2016. La BoE a indiqué que la poursuite du resserrement de la politique monétaire est appropriée pour ramener l'inflation vers la cible de 2,0%, tant que l'économie continue à se développer

comme prévu. Elle a toutefois indiqué que l'orientation de sa politique monétaire dépend de la nature et des implications de la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne (UE).

La Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu ses taux directeurs inchangés en 2018. Le taux des opérations principales de refinancement, principal instrument de la politique monétaire de la BCE, est resté stable à zéro, le taux de la facilité de dépôt à -0,40% et celui de prêt marginal à 0,25%. La BCE a indiqué que ces taux resteront à leurs niveaux actuels au moins jusqu'à l'été 2019 et aussi longtemps que nécessaire pour assurer une convergence durable de l'inflation vers des niveaux inférieurs, mais proches de 2%.

Toutefois, la BCE a poursuivi la baisse du montant mensuel de ses rachats d'actifs, entamée au mois d'avril 2017, dans le cadre de son programme d'assouplissement quantitatif (QE). Ceux-ci sont passés d'un montant mensuel de 80 milliards d'euros à fin 2016 à 60 milliards en avril 2017. Ce niveau a été ramené à 30 milliards d'euros à compter de janvier 2018 et réduit à 15 milliards d'euros de septembre 2018 à fin décembre 2018, date à laquelle ces achats ont été suspendus. La BCE s'est engagée à continuer à financer l'économie de la Zone euro, confrontée à un ralentissement inattendu et à des turbulences politiques, en réinvestissant la totalité des montants perçus à l'échéance des titres qu'elle détient.

Pour sa part, la Banque du Japon (BoJ) a poursuivi l'orientation accommodante de sa politique monétaire, y compris son engagement à maintenir les taux à long terme à un bas niveau. A cet effet, le taux de facilité de dépôt (-0,10%) et le programme d'achat d'actifs d'environ 80.000 milliards de yens par an sont restés inchangés. La BoJ a indiqué que la priorité était de

maintenir des taux très bas pour soutenir la remontée de l'inflation vers l'objectif de 2%.

Au niveau des pays émergents, les principales banques centrales ont modifié l'orientation de leur politique monétaire. La Banque Populaire de Chine (PBoC) a relevé, le 22 mars 2018, de 5 points de base son taux de rachat de 7 jours, utilisé pour les opérations du marché monétaire, pour le porter à 2,55%. La PBoC a, toutefois, laissé inchangé le taux de prêt à un an, son taux directeur de référence, à 4,35%, niveau en vigueur depuis octobre 2015. Dans un contexte d'incertitude sur les perspectives économiques et de tensions commerciales avec les Etats-Unis, la Banque Populaire de Chine a laissé ses principaux instruments inchangés sur le reste de l'année. Elle a néanmoins adopté des mesures ciblées, dont l'émission d'obligations spéciales pour les entreprises privées, l'élargissement de la gamme des garanties et la réduction du taux de réserves obligatoires (TRO), afin de mieux soutenir le développement des entreprises privées et des petites et micro-entreprises.

Au Brésil, la Banque Centrale a abaissé successivement son principal taux directeur de 25 points de base au cours des réunions des 7 février et 21 mars 2018, à 6,50%, soit une baisse de 775 points de base depuis qu'elle a entamé son cycle d'assouplissement monétaire en octobre 2016.

Dans les pays en développement partenaires commerciaux de l'Union, les banques centrales ont maintenu inchangés leurs instruments, à l'exception de la Banque Centrale du Ghana (BoG) et de celle des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). La BoG a, au cours de la réunion de son Comité de Politique Monétaire des 16 et 18 mai 2018, abaissé son taux directeur de 100 points de base à 17,0%, dans un contexte de baisse des pressions inflationnistes. Ainsi, la BoG a réduit de 900

points de base le niveau de cet instrument, depuis l'amorce de sa politique accommodante en novembre 2016. La BEAC a, lors de la session de son Comité de politique Monétaire du 31 octobre 2018, augmenté de 55 points de base le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO), son principal taux directeur, pour le porter de 2,95 % à 3,5%. Cette hausse vise à renforcer les réserves de change de la Zone CEMAC.

La Banque Centrale du Nigeria (CBN) a laissé inchangé son taux directeur à 14,0% au cours de l'année 2018. Ainsi, le taux de référence reste à 14%, niveau en vigueur depuis le 26 juillet 2016.

Sur les **marchés des changes**, la monnaie européenne s'est appréciée face aux prin-

cipales devises en 2018. Le cours de l'euro a augmenté de 4,6% pour s'établir à 1,181 dollar en 2018. La devise européenne est également ressortie en hausse par rapport au franc suisse (+3,9%), au yen japonais (+3,0%) et à la livre sterling (+1,0%).

Sur le marché ouest-africain, la monnaie des pays de la Zone UEMOA s'est confortée par rapport aux principales devises de la sous-région en 2018. En moyenne annuelle, 1.000 FCFA se sont échangés contre 8,250 cedis ghanéens, 86,438 dalasis gambiens, 14.263,886 leones sierra-leonais, 257,69 dollars libériens, 16.221,371 francs guinéens et 549,997 nairas nigériens. Sur une base annuelle, l'appréciation du franc CFA a varié entre 3,9% et 34,0% respectivement face au franc guinéen et au dollar libérien.

Tableau 1 : évolution des taux de change moyens annuels (unité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	2017	2018	Variation (%)
Droit de tirage spécial	(DTS)	1,240	1,272	2,6
Dollar des Etats-Unis	(USD)	1,722	1,801	4,6
Franc suisse	(CHF)	1,695	1,761	3,9
Livre sterling	(GBP)	1,336	1,349	1,0
Yen japonais	(JPY)	193,084	198,805	3,0
Dalasi gambien	(DALASI)	79,442	86,438	8,8
Cedi ghanéen	(CEDI)	7,460	8,250	10,6
Franc guinéen	(FGN)	15 608,884	16 221,371	3,9
Dollar libérien	(DOLLAR)	192,299	257,690	34,0
Naira nigérian	(NAIRA)	524,038	549,997	5,0
Leone sierra-leonais	(LEONE)	12 650,378	14 263,886	12,8

Sources : Reuters, Banque de France, BCEAO.

Tableau 2 : évolution des taux de change moyens trimestriels (unité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

ANNEE 2017	Sigle	1^{er} trimestre	2^e trimestre	3^e trimestre
Droit de tirage spécial	(DTS)	1,199	1,221	1,270
Dollar des Etats-Unis	(USD)	1,623	1,677	1,790
Franc suisse	(CHF)	1,630	1,652	1,724
Livre sterling	(GBP)	1,311	1,312	1,368
Yen japonais	(JPY)	184,453	186,482	198,747
Dalasi gambien	(DALASI)	73,295	77,550	83,212
Cedi ghanéen	(CEDI)	7,080	7,112	7,842
Franc guinéen	(FGN)	15 062,709	15 191,737	16 097,152
Dollar libérien	(DOLLAR)	167,459	184,982	205,750
Naira nigérian	(NAIRA)	495,364	510,646	546,134
Leone sierra-leonais	(LEONE)	11 767,118	12 204,359	13 281,950
ANNEE 2018		1^{er} trimestre	2^e trimestre	3^e trimestre
Droit de tirage spécial	(DTS)	1,294	1,271	1,266
Dollar des Etats-Unis	(USD)	1,874	1,817	1,773
Franc suisse	(CHF)	1,776	1,790	1,744
Livre sterling	(GBP)	1,347	1,336	1,360
Yen japonais	(JPY)	202,963	198,300	197,660
Dalasi gambien	(DALASI)	87,114	86,377	85,794
Cedi ghanéen	(CEDI)	8,274	8,049	8,331
Franc guinéen	(FGN)	16 858,331	16 368,150	15 970,360
Dollar libérien	(DOLLAR)	240,105	247,020	273,414
Naira nigérian	(NAIRA)	571,795	555,241	541,637
Leone sierra-leonais	(LEONE)	14 180,874	13 956,919	14 362,745

Sources : Reuters, Banque de France, AMAO.

1.1.5 - Emplois et inflation dans les pays industrialisés

Les demandes d'emplois ont diminué dans la plupart des pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux de chômage est passé de 4,1% en décembre 2017 à 3,7% en novembre 2018, soit une baisse de 4 points de pourcentage. Dans la Zone euro, le taux de chômage, a poursuivi sa baisse pour se situer à 7,9% en novembre 2018 après 8,6% en décembre 2017.

L'inflation globale a augmenté au cours de l'année 2018, portée notamment par la hausse des cours du pétrole. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 2,0% en 2018, contre 1,7% en 2017, se situant au niveau des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il est ressorti en moyenne à 5,0% en 2018 après 4,3% en 2017, dans un contexte de resserrement des politiques monétaires dans la plupart des pays émer-

gents, pour faire face aux pressions inflationnistes. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située toujours à un niveau supérieur à 10% en 2018, essentiellement au Nigeria et au Ghana.

1.2 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

1.2.1 - Produit intérieur brut et évolution du secteur réel dans l'UEMOA

L'activité économique est demeurée vigoureuse au sein de l'UEMOA en 2018, à la faveur de la consolidation, au plan international, de la demande intérieure dans les pays industrialisés. Au niveau interne, les économies ont tiré profit d'un environnement sociopolitique globalement favorable et d'un climat des affaires en amélioration, comme le montre le saut qualitatif de 17 places enregistré entre 2017 et 2018 par la Côte d'Ivoire, principale économie de

l'UEMOA, dans l'édition 2018 du rapport Doing Business de la Banque Mondiale. L'activité économique a également bénéficié du regain de dynamisme dans les échanges avec le Nigeria, principal partenaire commercial de certains Etats membres de l'Union, et de la poursuite de la réalisation des investissements dans les infrastructures socioéconomiques.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé, en termes réels, de 6,6% en 2018, tout comme en 2017, selon les estimations des Services officiels de ses Etats membres. La croissance économique a été impulsée principalement par le secteur tertiaire avec un apport de 3,7 points, à travers notamment la bonne tenue des activités commerciales, portuaires, aéroportuaires et de transport ainsi que des services. L'expansion économique provient également du secteur secondaire, deuxième pilier de la croissance avec une contribution de 1,6 point. Il a bénéficié de l'exécution, à un rythme soutenu, de travaux de grande envergure dans les infrastructures de base, de l'amélioration de l'offre d'énergie électrique et du regain d'activités dans les industries extractives, avec notamment l'entrée en production de la société FEKOLA qui exploite la seconde plus grande mine d'or au Mali. Le secteur primaire a contribué à la croissance économique à hauteur de 1,3 point, grâce à la hausse de la production agricole, favorisée par une bonne pluviométrie.

Par pays, la croissance économique est ressortie à 7,7% en Côte d'Ivoire, 6,8% au Bénin et au Sénégal, 6,6% au Burkina, 5,2% au Niger, 4,9% au Mali, 4,8% au Togo et 3,8% en Guinée-Bissau.

1.2.1.1 - Production agricole

La campagne agricole 2018/2019 a bénéficié, au plan climatique, de conditions pluviométriques globalement favorables qui ont, selon le centre régional AGRHYMET,

permis de parachever les semis et contribuer à la réussite des jeunes pousses des principales céréales pluviales (mil, sorgho, maïs). En outre, les rendements du mil se sont améliorés dans plusieurs zones de production au sein de l'Union.

Sur cette base, les premières estimations des Services officiels indiquent, pour la campagne 2018/2019, une hausse de 8,3% de la production vivrière de l'UEMOA qui se situerait à 64.829.714 tonnes. Cette progression serait principalement portée par les céréales (+10,9%) et les autres cultures (+15,4%), dominées par les produits de l'horticulture.

Comparées à la moyenne des cinq précédentes années, la production vivrière au cours de la campagne 2018/2019 est en hausse de 19,5%.

Les récoltes des principales cultures d'exportation sont également en augmentation au cours de la campagne agricole 2018/2019, par rapport à la précédente campagne, à l'exception de celle du cacao.

Après une récolte record de 2.045.112 tonnes au sein de l'Union durant la campagne 2017/2018, la production de cacao est estimée à 1.969.746 tonnes au titre de la campagne 2018/2019, du fait notamment des ravages causés par la maladie du Swollen Shoot sur les vergers. Bien qu'en baisse de 3,7%, ce volume demeure toutefois la deuxième plus grosse quantité jamais obtenue dans l'Union, après celle de la campagne précédente.

S'agissant de la production de café, la hausse exceptionnelle de 167,3% enregistrée au terme de la campagne 2018/2019, s'explique par le retour à une situation normale, après la baisse importante de la production lors de la campagne précédente, du fait de la perte d'une bonne partie de la

floraison sous l'effet de fortes pluies. La récolte est estimée à 137.726 tonnes, après 51.523 tonnes et 122.611 tonnes, respectivement lors des campagnes 2017/2018 et 2016/2017.

Les données provisoires situent la récolte de coton graine dans l'Union à 2.509.970 tonnes, au cours de la campagne 2018/2019, en progression de 3,1% par rapport à la campagne précédente. Ce résultat est consécutif à la pluviométrie satisfaisante enregistrée dans les zones de production et au renforcement des mesures de soutien aux producteurs, notamment la mise à leur disposition des intrants et un encadrement technique.

La quantité d'arachide issue de la campagne 2018/2019 est estimée à 3.302.448 tonnes dans l'Union, en hausse de 3,7% par rapport à l'année précédente, en liaison avec l'augmentation de la production dans l'ensemble des pays de l'Union.

Le volume de noix de cajou ressortirait à 1.186.832 tonnes au cours de la campagne 2018/2019, en progression de 4,0% par rapport à la campagne précédente, à la faveur notamment de conditions climatiques satisfaisantes dans les zones de production en Côte d'Ivoire et au Bénin.

La production de caoutchouc se situerait à 613.900 tonnes au cours de la campagne 2018/2019, soit un accroissement de 5,8% par rapport à précédente campagne, sous l'effet de l'augmentation des superficies plantées.

1.2.1.2 - Production minière

Les premières estimations disponibles sur les activités extractives au cours de l'année 2018 indiquent une évolution contrastée des principales productions minières. Les volumes d'or et de phosphates produits ont augmenté, tandis que ceux du pétrole et de l'uranium se sont repliés.

La quantité d'or extraite dans l'Union en 2018 est estimée à 140.886,9 kg, en hausse de 15,4% par rapport à 2017. Cette évolution se ressent dans l'ensemble des pays producteurs, à l'exception du Niger. Au Mali, principal producteur de l'UEMOA, la production d'or s'est élevée, en 2018, à 60.883 kg, soit une progression annuelle de 22,7% induite par l'entrée en production de la société FEKOLA, qui exploite la deuxième plus grande mine d'or du pays, avec une capacité de production moyenne annuelle de 13 tonnes. Le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont enregistré respectivement des augmentations de 12,0% et 10,8% des quantités d'or extraites estimées à 51.972 kg et 28.000 kg en 2018. En revanche, la production d'or du Niger est passée de 843 kg en 2017 à 22 kg en 2018, en raison de l'arrêt d'activité de la principale société minière, la Société des Mines du Liptako, suite à un changement d'actionnaires.

La production des phosphates a également progressé de 18,6% en ressortant à 2.738.100 tonnes en 2018, contre 2.307.900 tonnes un an plus tôt. Cette augmentation, consécutive à la bonne tenue de la demande, est portée par la hausse de 28,5% de la production au Togo et de 14,1% des extractions au Sénégal.

La production d'uranium s'est contractée de 17,4%, en ressortant à 2.879,8 tonnes en 2018, en liaison avec l'évolution défavorable des cours sur le marché mondial. De même, les extractions de pétrole brut ont régressé de 17,2% et 16,3% respectivement en Côte d'Ivoire et au Niger, du fait notamment des travaux de maintenance de certaines installations.

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires du commerce

La production industrielle dans l'UEMOA est ressortie en hausse de 4,3% en 2018, après une progression de 3,5% observée un an

auparavant. Cette évolution traduit principalement l'accélération de la cadence de la production manufacturière, qui a enregistré une progression de 9,5% en 2018 contre 5,0% notée l'année précédente, en lien notamment avec le rebond de la production dans l'industrie chimique (+24,2% contre +3,7%). En revanche, sur la même période, il est noté une décélération du rythme de la production énergétique (+1,7% contre + 3,5%) et une baisse dans l'industrie extractive (-9,1%).

Par pays, il est enregistré en 2018 une hausse de l'Indice de la Production Industrielle dans tous les Etats membres sauf, au Niger (-10,1%) et au Togo (-7,5%).

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce de détail s'est accru, affichant un taux de croissance de 7,3% en moyenne dans l'UEMOA, contre une hausse de 10,0% l'année précédente. Cette décélération traduit pour l'essentiel la baisse du rythme des ventes de produits alimentaires (+2,5% contre +5,9%), de matériaux de construction (+8,5% contre +11,5%) ainsi que d'automobiles et de motocycles (-8,4% contre +14,5%).

Par pays, le chiffre d'affaires du commerce de détail est ressorti en hausse dans la plupart des Etats membres, avec des évolutions assez prononcées au Bénin (+18,5%), au Sénégal (+9,4%) et en Côte d'Ivoire (+8,9%).

L'indicateur du chiffre d'affaires dans les services marchands (hors services financiers) est ressorti en hausse de 8,0% en 2018, tiré notamment par les services de transport, d'hébergement et de restauration. S'agissant de l'indice des activités dans les services financiers, il a enregistré une progression de 8,6% au cours de la période sous revue contre une hausse de 12,3% un an plus tôt, en lien notamment avec la hausse du volume des transactions

bancaires (crédits, dépôts), atténuée par un renchérissement du coût des ressources (taux créditeur).

Par pays, en 2018, il a été enregistré une hausse du chiffre d'affaires dans le secteur des services marchands dans tous les Etats, à l'exception de la Guinée-Bissau, aussi bien pour l'ICA des services marchands hors services financiers (-14,9%) que pour l'ICA des services financiers (-11,3%).

1.2.2 - Evolution de l'inflation¹

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 1,1% en 2018 contre une réalisation de 1,0% en 2017. Cette évolution s'explique principalement par une remontée progressive des prix à la pompe des carburants dans la plupart des pays de l'Union, notamment au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo.

En 2018, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable de 2,9 points de pourcentage à l'Union. En particulier, vis-à-vis du Nigeria et du Ghana, le différentiel d'inflation a même atteint respectivement 11,0 et 8,8 points de pourcentage.

1. En application du Règlement n° 03/CM/UEMOA du 31 mars 2017, les taux d'inflation en 2017 et 2018 sont calculés à partir des données de l'IHPC base 2014, en remplacement de l'IHPC base 2008.

Tableau 3 : variation des prix à la consommation en 2017 et 2018 (en pourcentage)

	2017		2018	
	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre
Bénin	1,8	3,0	0,8	-0,1
Burkina	2,9	4,7	1,9	0,3
Côte d'Ivoire	0,4	1,2	0,6	0,6
Guinée-Bissau	1,0	-1,2	0,4	2,4
Mali	2,2	0,2	0,9	2,5
Niger	0,1	1,7	2,8	1,6
Sénégal	2,2	0,5	0,5	1,1
Togo	-0,2	-0,7	0,9	2,0
UEMOA	1,0	1,1	1,1	1,1

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique des Etats, BCEAO.

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats

En 2018, dans un contexte de mise en œuvre satisfaisante des programmes avec le FMI, l'exécution des opérations financières des Etats membres de l'Union a été marquée par la poursuite des actions de consolidation budgétaire. Cette tendance à la baisse du déficit public est le reflet d'une maîtrise des dépenses publiques, notamment des dépenses courantes, et d'une légère amélioration du taux de pression fiscale.

Le déficit global, base engagements, dons compris, a enregistré, en pourcentage du PIB, une amélioration de 0,4 point pour se situer à 3,9% en 2018, consécutive à la baisse de 0,3 point de pourcentage du PIB des dépenses totales entre 2017 et 2018 et une hausse de 0,1 point de pourcentage du PIB des recettes totales et dons.

Au titre des recettes budgétaires, les recouvrements se sont élevés à 12.832,7 milliards

(18,4% du PIB) à fin décembre 2018, en hausse de 1.094,0 milliards ou 9,3% par rapport à l'année précédente. Cette progression a été enregistrée dans tous les pays de l'Union. Les plus fortes hausses des recettes budgétaires, d'une année à l'autre, ont été notées au Niger (+23,5%), au Togo (+13,4%) et au Burkina (+12,3%).

En dépit de cette amélioration du recouvrement des recettes, le taux de pression fiscale est resté faible à 15,7% en 2018, demeurant en deçà de l'objectif communautaire de 20% au minimum visé à l'horizon 2019.

Les recettes non fiscales se sont chiffrées à 1.525,3 milliards en 2018, contre 1.340,6 milliards un an plus tôt. Les dons budgétaires se sont élevés à 1.475,5 milliards sur l'année 2018, en hausse de 5,4% par rapport à 2017.

Les dépenses et prêts nets ont augmenté de 6,9%, en passant de 15.899,8 milliards (24,8% du PIB) à fin décembre 2017 à 17.003,3 milliards à fin décembre 2018 (24,4% du PIB). Cette évolution est le reflet d'une maîtrise des dépenses publiques, notamment des dépenses courantes. Les dépenses cou-

rantes ont enregistré une hausse de 7,2% en 2018 pour ressortir à 10.600,1 milliards, en liaison avec l'augmentation des traitements et salaires (+10,1%) ainsi que des charges d'intérêt (+18,7%).

Les dépenses en capital se sont élevées à 5.980,2 milliards à fin décembre 2018, soit une augmentation de 438,3 milliards ou 7,9%, en liaison avec la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans le domaine des infrastructures. En pourcentage du PIB, elles sont ressorties stables à 8,6%. Les dépenses en capital financées sur

ressources internes ont représenté 56,2% en 2018 contre 59,9% en 2017.

En rapport avec ces évolutions, le déficit global, base engagements, dons compris à fin décembre 2018, s'est atténué de 66,1 milliards pour s'établir à 2.695,1 milliards, soit 3,9% du PIB contre un déficit de 2.761,2 milliards ou 4,3% du PIB à la même période de l'année précédente. Base caisse, le déficit est ressorti à 2.843,4 milliards et a été financé à hauteur de 342,9 milliards par des émissions nettes de titres publics sur le marché régional de la dette publique.

Tableau 4 : situation des finances publiques en 2018

	Décembre 2017 (1)	Décembre 2018 (2)	Variation (2) – (1)	
			(en milliards)	(en %)
Recettes budgétaires et dons	13 138,6	14 308,2	1 169,6	8,9
(en % du PIB)	20,5	20,6		
Recettes budgétaires	11 738,7	12 832,7	1 094,0	9,3
(en % du PIB)	18,3	18,4		
<i>dont recettes fiscales</i>	9 872,0	10 922,8	1 050,7	10,6
(en % du PIB)	15,4	15,7		
Dons	1 399,9	1 475,5	75,6	5,4
Dépenses totales et prêts nets	15 899,8	17 003,3	1 103,5	6,9
(en % du PIB)	24,8	24,4		
dont dépenses courantes	9 890,5	10 600,1	709,6	7,2
(en % du PIB)	15,4	15,2		
<i>masse salariale</i>	3 997,8	4 402,8	405,0	10,1
<i>transferts et subventions</i>	2 196,8	2 144,3	-52,5	-2,4
<i>intérêts sur la dette</i>	966,3	1 146,6	180,3	18,7
dépenses en capital	5 541,8	5 980,2	438,3	7,9
(en % du PIB)	8,6	8,6		
autres dépenses	474,5	437,6	-37,0	-7,8
prêts nets	-7,0	-14,5	-7,5	107,3
Solde global, base engagements, y compris dons	-2 761,2	-2 695,1	66,1	-2,4
(en % du PIB)	-4,3	-3,9		
Solde global, base caisse, y compris dons	-2 768,8	-2 843,4	-74,6	2,7
(en % du PIB)	-4,3	-4,1		

Sources : Services nationaux, BCEAO.

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources et situation de la dette extérieure

En 2018, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont levé des ressources sur les marchés internationaux par émission d'euro-obligations. Pour la Côte d'Ivoire, le montant global mobilisé se chiffre à 1,7 milliard d'euros, soit 1.115,0 milliards de francs CFA. Quant au

Sénégal, il s'agit d'une émission en deux tranches, dont la première en dollar des Etats-Unis d'un montant de 1,0 milliard, soit environ 531,2 milliards de francs CFA et la seconde en euro pour 1,0 milliard, soit l'équivalent de 656,0 milliards de francs CFA.

Sur la base des dernières données disponibles, l'encours global de la dette extérieure

des Etats membres de l'Union, à fin décembre 2017, est ressorti à 17.656,4 milliards de francs CFA contre 15.658,6 milliards de francs CFA à fin décembre 2016, soit une hausse de 12,8%. Le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB est ressorti à 27,5% en 2017 contre 26,1% un an plus tôt.

Par pays, ce ratio s'est établi à 22,1% contre 22,4% en 2016 au Bénin, 24,0% contre 27,4% au Burkina Faso, 24,5% contre 23,1% en Côte d'Ivoire, 47,4% contre 42,9% en Guinée-Bissau, 24,4% contre 25,0% au Mali, 29,7% contre 28,2% au Niger, 36,6% contre 32,1% au Sénégal et 19,2% contre 19,4% au Togo. Aucun pays de l'Union n'a accumulé d'arriérés de paiement sur sa dette extérieure, en 2017.

Ainsi, à la faveur de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PTE) et de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), l'analyse de la dette des pays de l'Union montre une amélioration du profil des indicateurs d'endettement. A l'exception du Togo, la mise à jour des analyses de viabilité de la dette effectuée dans les pays indique un risque de surendettement faible ou modéré.

En perspective, les Etats doivent poursuivre les réformes structurelles pour accroître leur potentiel de croissance et mettre en œuvre des stratégies d'endettement public compatibles avec la préservation de la soutenabilité à moyen et long terme de la dette publique.

1.2.4 - Evolution de la Balance des paiements

Les échanges extérieurs des pays de l'UEMOA se sont traduits en 2018 par un solde global excédentaire de 1.142,5 milliards, après un excédent de 304,1 milliards un an plus tôt. Cette consolidation des équilibres extérieurs est liée à l'amélioration des entrées nettes de ressources au titre des comptes de capital et financier, qui

ont plus que compensé les effets de la dégradation du compte courant.

Le déficit du compte courant s'est accru de 10,2%, pour ressortir à 4.470,2 milliards en 2018, en raison de la dégradation de 716,0 milliards du solde de la balance des biens. En pourcentage du PIB, ce déficit s'établirait à 6,4%, après 6,3% en 2017.

Pour le compte des biens, le déficit commercial s'est aggravé, en raison d'une progression des importations (+8,3%) plus forte que celle des exportations (+4,3%). La dynamique des importations est en lien notamment avec l'alourdissement de la facture pétrolière, consécutif à la remontée des cours des produits pétroliers, couplée à la hausse des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires. La hausse des dépenses d'investissement dans l'Union, notamment dans les travaux de construction, explique l'essentiel de la progression des achats des biens d'équipement et intermédiaires.

Quant aux exportations, leur progression est imputable à la hausse des ventes du coton (+32,2%), du pétrole (+26,1%) et de l'or (+9,2%). Pour le coton, le rebond observé est en lien avec l'impact des réformes dans les pays de l'Union notamment au Bénin où il est attendu une hausse en volume de 32,6% en 2018. S'agissant du pétrole, la progression des ventes à l'extérieur est imputable à l'évolution des cours. Pour l'or, il s'agit d'un effet volume dans un contexte de repli des cours. La progression des exportations dans l'Union en 2018 est atténuée par la baisse des recettes sur le cacao (-6,8%), l'uranium (-34,1%), le caoutchouc (-14,0%), le café (-10,7%) et la noix de cajou (-7,2%), subséquente au recul des cours internationaux dans une conjoncture de hausse des volumes pour le caoutchouc, le café et la noix de cajou. En ce qui concerne le cacao, l'évolution observée est imputable au repli du volume, après les niveaux records enregistrés en 2017.

Le déficit de la balance des services s'est dégradé de 2,1%, en liaison avec l'alourdissement de la facture du fret (+14,5%). Le solde déficitaire du revenu primaire, pour sa part, est en amélioration de 1,0%, en lien avec le repli des paiements de dividendes aux investisseurs étrangers. Cette évolution est toutefois atténuée par la hausse des paiements d'intérêts au titre de la dette publique. Quant aux revenus secondaires, ils se sont accrus de 13,9%, sous l'effet de la hausse attendue des transferts de fonds des migrants.

S'agissant du compte de capital, son excédent a progressé de 12,3% par rapport à l'année précédente, en relation notamment avec la consolidation des dons-projets dans la plupart des Etats membres de l'Union.

Le besoin de financement s'est établi à 3.109,8 milliards, en hausse de 9,4% par rapport à l'année précédente. Ce besoin est couvert à hauteur de 129,2%, contre 116,6% en 2017, par des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, qui sont en progression de 21,2% en un an.

La progression notable du compte financier en 2018 est imputable aux émissions d'euro-obligations par la Côte d'Ivoire et le Sénégal pour un montant net de 2.010,9 milliards de francs CFA. La consolidation du compte financier est également confortée par l'augmentation des tirages publics (+26,5%), notamment au Bénin. Au titre des flux de capitaux privés, les investissements directs étrangers notamment dans les secteurs minier et pétrolier ont connu également une augmentation (+13,8%).

II – MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

2.1 – OBJECTIF DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Depuis l'entrée en vigueur de la Réforme Institutionnelle, le 1^{er} avril 2010, l'objectif principal assigné à la politique monétaire de la Banque Centrale est la stabilité des prix. Dans ce cadre, l'objectif opérationnel de stabilité des prix a été défini comme un taux d'inflation annuel de l'Union, compris dans une marge de plus ou moins un point de pourcentage (1%), autour d'une valeur centrale de 2% à l'horizon de 24 mois. Les risques potentiels sur la stabilité des prix et sur la croissance sont appréhendés, lors de l'exercice de cadrage macroéconomique qui permet de fournir aux membres du Comité de Politique Monétaire des repères sur l'évolution future des économies de l'Union.

2.2 – ACTION MONÉTAIRE

L'action monétaire de la Banque Centrale au cours de l'année 2018 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité bancaire à travers notamment les taux directeurs, les opérations de refinancement de la BCEAO et le dispositif des réserves obligatoires.

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt

Dans un contexte général marqué par la faiblesse des pressions inflationnistes, le dynamisme de l'activité économique de l'Union et des perspectives d'inflation et de croissance globalement favorables, les instruments de politique monétaire ont été maintenus inchangés tout au long de l'année 2018. Ainsi, le taux minimum de soumission aux adjudications, le taux du guichet de prêt marginal et le coefficient des réserves obligatoires sont demeurés inchangés à 2,50%, 4,50% et 3,00%, respectivement.

2.2.2 - Opérations d'open market

En vue de fournir aux banques les ressources nécessaires au bon fonctionnement du marché monétaire et d'infléchir les taux d'intérêt, la BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités. Aussi, au cours de l'année 2018, les opérations d'injection de liquidité sur les guichets d'appels d'offres à une semaine et à un mois de la BCEAO ont-elles évolué au regard des besoins de liquidité estimés du système bancaire de l'Union.

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant mis en adjudication est passé de 3.125,0 milliards en janvier 2018 à 3.350,0 milliards en décembre 2018, soit une progression de 7,2%, contre 45,3% en 2017. Le montant moyen des injections hebdomadaires de liquidité en 2018 est ressorti à 3.044,9 milliards, quasi stable par rapport à son niveau de 3.013,2 milliards en 2017 et en hausse de 64,9% par rapport à celui de 2016. Le maintien de ce niveau relativement important d'avances à une semaine traduit la volonté des Autorités monétaires d'accompagner les établissements de crédit dans le financement de l'activité économique dans l'Union.

Le taux marginal moyen des adjudications hebdomadaires s'est situé à 3,5486% en 2018, en hausse de 21,7 points de base par rapport au niveau de 3,3319% atteint en 2017. Le taux d'intérêt moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est élevé à 3,8499%, en moyenne, en 2018, en hausse de 19,4 points de base par rapport à son niveau en 2017.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, la Banque Centrale a maintenu stable à 720,0 milliards le montant mis en adjudication en 2018. Un an auparavant, entre jan-

vier 2017 et décembre 2017, ce montant avait baissé de 15,3%. Sur ce compartiment, les demandes satisfaites en moyenne en 2018, se sont situées à 710,7 milliards contre 788,8 milliards en 2017.

Le taux d'intérêt marginal et le taux d'intérêt moyen pondéré se sont accrus en moyenne en 2018 par rapport à 2017, respectivement de 10,1 et de 5,3 points de base, en s'élevant à 3,6909% et à 3,9388%.

Au total, l'encours cumulé des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 4.070,0 milliards à fin décembre 2018 contre 3.845,0 milliards un an plus tôt, soit une progression de 225,0 milliards (+5,8%).

Les bons et les obligations émis par les Trésors des huit pays de l'Union ont représenté l'essentiel des titres présentés par les établissements de crédit comme supports aux opérations de refinancement.

2.2.3 - Actions sur les guichets permanents de refinancement

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO (CPM) a, lors de sa session du 6 décembre 2016, fixé l'encours des refinancements cumulés, accordés à une même contrepartie sur le guichet de prêt marginal et le guichet spécial de refinancement de la BCEAO, à deux fois maximum les fonds propres de base de la contrepartie concernée, à compter du 16 décembre 2016. Cette mesure a permis de rétablir la cohérence du dispositif de gestion de la liquidité en redonnant au guichet de prêt marginal son caractère de guichet d'appoint. Aussi, une baisse sensible des concours sur ce guichet a-t-elle été progressivement observée, avec un encours de 123,6 milliards (2,9% de l'encours total des refinancements) à fin décembre 2018 contre 251,5 milliards (6,1% de l'encours total) à fin décembre 2017 et 1.503,6 milliards (32,5% de l'encours total) à fin décembre 2016.

S'agissant du guichet spécial de refinancement², entré en vigueur depuis janvier 2014, aucun engagement des établissements de crédit vis-à-vis de la BCEAO n'y a été relevé à fin décembre 2018. L'encours en début d'année se situait à 10,3 milliards.

2.2.4 - Dispositif des réserves obligatoires

Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union, fixé à 5,00% depuis le 16 mars 2012, a été ramené à 3,00% à compter du 16 mars 2017. L'objectif visé par cette mesure est (i) *d'alléger les tensions de trésorerie des banques pour leur permettre de satisfaire aux exigences de constitution des réserves obligatoires et (ii) de donner aux banques une marge de liquidité qu'elles pourraient recycler, le cas échéant, sur le marché interbancaire, afin de contribuer à ramener le taux à une semaine du marché interbancaire (taux cible de référence) en dessous du taux d'intérêt du guichet de prêt marginal et proche du taux minimum de soumission aux appels d'offres.*

Sur la période allant du 16 novembre au 15 décembre 2018, les réserves constituées sont ressorties à 1.413,0 milliards en moyenne, pour un niveau requis de 646,9 milliards. Les réserves libres des banques se sont établies, en conséquence, à 766,1 milliards. Une année plus tôt, les réserves effectivement constituées s'élevaient à 1.312,6 milliards, pour un niveau requis de 591,4 milliards. Les réserves libres se situaient à 721,2 milliards.

2. Le guichet spécial de refinancement a été mis en place par la Décision n° 24/2013/CPM modifiant et complétant la Décision n° 397/12/2010 portant règles, instruments et procédures de mise en œuvre de la politique de la monnaie et du crédit de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. C'est le guichet sur lequel les établissements de crédit admissibles au refinancement peuvent solliciter des avances sur des maturités allant de trois à douze mois. Ces avances sont adossées à des titres publics ou privés ayant une durée de vie résiduelle comprise entre cinq et vingt ans maximum. Ce guichet est entré en vigueur en janvier 2014 et a enregistré ses premières opérations en juillet 2014.

Tableau 5 : coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques

	Jusqu'au 15 nov. 1998	16 nov. au 15 déc. 1998	16 déc. 1998 au 15 avril 2000	16 avr. au 15 août 2000	16 août au 15 sept. 2000	16 sept. 2000 au 15 avril 2002	16 avril 2002 au 15 mars 2004	16 mars 2004 au 15 juin 2005	16 juin 2005 au 15 juin 2009	16 juin 2009 au 15 mai 2010	16 mai au 15 déc. 2010	16 déc. 2010 au 15 mars 2012	16 mars 2012 au 15 mars 2017	depuis le 16 mars 2017
(en pourcentage)														
Bénin	9,0	9,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	13,0	15,0	9,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Burkina	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Côte d'Ivoire	9,0	1,5	1,5	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Guinée- Bissau	5,0	5,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Mali	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Niger	5,0	5,0	1,5	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Sénégal	5,0	1,5	1,5	3,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Togo	9,0	3,0	1,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0

Source : BCEAO.

2.3 - EVOLUTION DES AGREGATS MONÉTAIRES

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2018, comparée à celle à fin décembre 2017, a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression des créances intérieures et des actifs extérieurs nets.

2.3.1 - Actifs extérieurs nets

Les **actifs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont accrus de 1.202,7 milliards pour ressortir à 5.375,1 milliards, à fin décembre 2018. Cette évolution s'explique par la hausse de 1.279,9 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale, dont l'effet a été atténué par la baisse de 77,2 milliards de ceux des banques.

Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 1.376,8 milliards au cours de l'année, pour se situer à 8.561,0 milliards à fin décembre 2018 contre 7.184,2 milliards à fin décembre 2017. En conséquence, le taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale s'est amélioré en s'établissant à 77,1% contre 73,4% en décembre 2017. Pour leur part, les engagements extérieurs de l'Institut

d'émission se sont accrus de 97,0 milliards, ressortant à 1.981,2 milliards à fin décembre 2018 contre 1.884,2 milliards à fin décembre 2017.

2.3.2 - Créances intérieures

L'**encours des créances intérieures** a augmenté de 2.585,7 milliards ou 9,4%, par rapport à son niveau à fin décembre 2017, pour se situer à 30.023,8 milliards, à fin décembre 2018. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

2.3.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale

Les **créances nettes des institutions monétaires sur l'Administration Publique Centrale** se sont établies à 7.960,8 milliards à fin décembre 2018, en hausse de 684,0 milliards par rapport à leur niveau à fin décembre 2017. Cette évolution résulte notamment de l'accroissement des dettes des Etats à l'égard des banques (890,8 milliards). Sur la même période, un an plus tôt, les créances nettes des banques sur les Etats avaient augmenté de 949,1 milliards.

2.3.2.2 - Créances sur les autres secteurs

Les concours des institutions de dépôt à l'économie se sont accrus, au terme de l'année 2018, de 1.901,7 milliards ou 9,4%, pour s'établir à 22.063,0 milliards à fin décembre 2018, après 20.161,2 milliards à fin décembre 2017.

Au **Bénin**, l'encours des crédits à l'économie a enregistré une hausse de 253,0 milliards ou 19,0%, pour ressortir à 1.584,0 milliards.

Au **Burkina**, les concours à l'économie ont enregistré une hausse de 295,9 milliards ou 12,5%, pour ressortir à 2.666,1 milliards à fin décembre 2018 contre 2.370,2 milliards à fin décembre 2017.

En **Côte d'Ivoire**, le niveau des concours des institutions de dépôt à l'économie s'est renforcé de 708,7 milliards ou 11,2% en s'établissant à 7.018,3 milliards. A fin décembre 2017 il était de 6.309,6 milliards.

Les créances des institutions de dépôt de la **Guinée-Bissau** sur les autres secteurs résidents ont évolué à la hausse (+2,6%), ressortant à 103,0 milliards à fin décembre 2018.

Pour le **Mali**, les crédits à l'économie ont enregistré une baisse de 0,1% en passant de 2.560,0 milliards en décembre 2017 à 2.557,0 milliards en décembre 2018.

Au **Niger**, les créances sur l'économie se sont également contractées de 4,5%, ressortant à 851,0 milliards en décembre 2018.

Au **Sénégal**, l'encours des créances sur les secteurs résidents autres que l'Administration Centrale a augmenté de 66,0 milliards, en ressortant à 4.275,0 milliards à fin décembre 2018 après 4.209,1 milliards à fin décembre 2017.

Au **Togo**, les concours à l'économie ont augmenté de 48,8 milliards ou 4,1% pour ressortir à 1.225,7 milliards.

2.3.2.3 - Centralisation des risques bancaires

Au titre de la centralisation des risques bancaires, l'encours global des utilisations de crédits recensés à la Centrale des risques est estimé à 12.921,0 milliards à fin décembre 2018 contre 12.655,8 milliards au 31 décembre 2017, soit une hausse de 2,1%. Ils sont constitués à hauteur de 60,1% de crédits à court terme correspondant à un encours global de 7.767,9 milliards et de 39,9% de crédits à moyen et long terme soit un montant de 5.153,1 milliards.

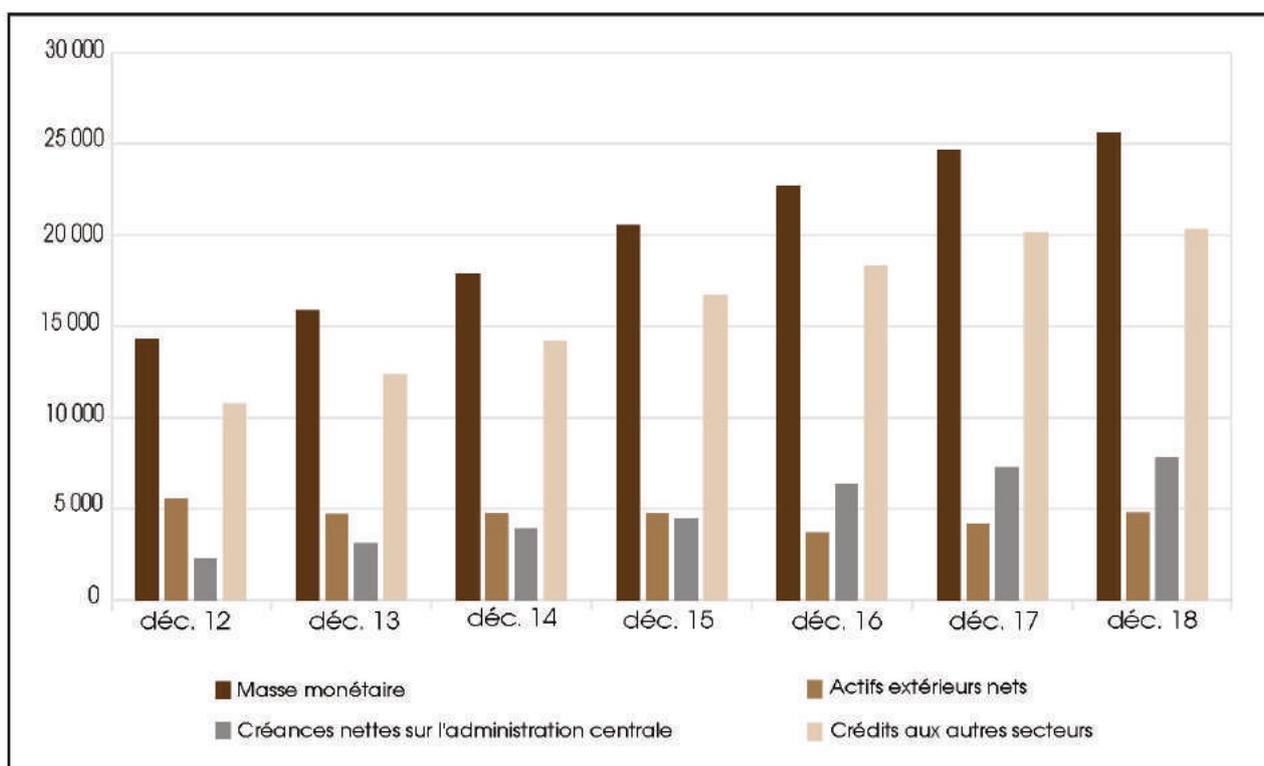
Ces risques sont essentiellement concentrés dans les secteurs « commerce de gros » (26,4%), « services fournis à la collectivité » (18,9%), « industries manufacturières » (15,0%), « transports et communications » (12,2%) ainsi que « bâtiments et travaux publics » (10,0%). Ces cinq (5) branches d'activité ont attiré à elles seules plus des 4/5 des crédits déclarés à la centrale des risques.

2.3.3 - Masse monétaire et base monétaire

En liaison avec la progression de ses contreparties, la **masse monétaire** s'est consolidée de 3.065,4 milliards ou 12,4%, pour ressortir à 27.715,1 milliards. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement des dépôts de 2.572,3 milliards ou 13,6% et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 493,1 milliards ou 8,5%.

Comparativement à son niveau à fin décembre 2017, la **base monétaire** s'est accrue de 953,4 milliards ou 11,9%, en se situant à 8.969,5 milliards à fin décembre 2018. Cette évolution est portée par la hausse de 1.279,9 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale, atténuée par la baisse de 207,9 milliards des créances nettes sur les administrations publiques centrales et de 15,3 milliards des concours aux établissements de crédit.

Graphique 6 : UMOA - agrégats de monnaie (en milliards de francs CFA)



Source : BCEAO.

Tableau 6 : UMOA - agrégats de monnaie (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
<i>Circulation fiduciaire</i>	5 509,2	5 778,2	6 271,2
M1	15 177,4	16 438,8	18 453,5
<i>Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)</i>	7 539,9	8 211,0	9 261,7
MASSE MONÉTAIRE (M2)	22 717,3	24 649,8	27 715,1
<i>Banque Centrale</i>	4 565,3	5 304,6	6 584,5
<i>Banques</i>	-868,5	-1 132,2	-1 209,4
Créances intérieures	23 114,5	27 438,0	30 023,8
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	6 387,2	7 276,8	7 960,8
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	16 727,2	20 161,2	22 063,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	5 628,5	6 290,4	7 177,3
Autres postes nets (3)	-1 534,5	670,3	506,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	22 717,3	24 649,8	27 715,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composé des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO.



III – EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER ET ACTIONS EN MATIERE DE STABILITE ET D'INCLUSION FINANCIERES

3.1 – SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

Au 30 septembre 2018, le système bancaire de l'Union comptait 144 établissements agréés, soit 126 banques et 18 établissements financiers à caractère bancaire.

Sur les trois premiers trimestres de l'année 2018, l'activité des établissements de crédit a poursuivi sa croissance, accompagnée d'une amélioration de la qualité du portefeuille des assujettis. En effet, de décembre 2017 à septembre 2018, les emplois se sont accrus de 165,5 milliards (+0,5%) pour s'établir à 30.729,7 milliards. Cette évolution résulte d'une hausse des crédits (+204,1 milliards ; +1,1%). A l'inverse, les autres emplois ont enregistré une diminution de 38,6 milliards, soit -0,3%, en liaison avec une réduction du volume des divers emplois (-315,0 milliards ; -22,6%) ainsi que des titres de placement (-214,1 milliards ; -2,8%).

Les ressources se sont également inscrites en hausse de 875,8 milliards (+3,2%) sur les neuf (9) premiers mois de l'année 2018, pour se situer à 28.059,3 milliards. Cet accroissement résulte d'une augmentation de 569,8 milliards (+2,5%) des dépôts et emprunts et de 360,5 milliards (+13,5%) des fonds propres nets, en dépit d'une baisse de 54,5 milliards (-2,9%) enregistrée au niveau des diverses ressources.

Le déficit de trésorerie des établissements de crédit est ressorti à -2.670,4 milliards au 30 septembre 2018 contre -3.380,7 milliards au 31 décembre 2017, soit une diminution des besoins en ressources de 710,3 milliards.

Le taux brut des créances en souffrance s'est amélioré de 1,7 point de pourcentage

pour ressortir à 13,4%. Le taux net, tenant compte des provisions, s'est également inscrit en baisse de 1,5 point pour s'établir à 4,7% au 30 septembre 2018.

L'analyse de la situation du système bancaire, au regard du nouveau dispositif prudentiel (Bâle II/III) au 30 juin 2018, porte sur 117 établissements de crédit en activité (106 banques et 11 établissements financiers à caractère bancaire). Les déclarations des assujettis font ressortir les constats ci-après :

- Ratio de fonds propres CET 1 (norme : $\geq 5,625\%$) : 81,2% de l'effectif des établissements de crédit respectent cette norme, soit 85 banques et 10 établissements financiers à caractère bancaire ;
- Ratio de fonds propres de base T1 (norme : $\geq 6,625\%$) : 77,8% de l'effectif des établissements de crédit respectent cette norme, soit 81 banques et 10 établissements financiers à caractère bancaire ;
- Ratio de solvabilité total (norme : $\geq 8,625\%$) : 76,1% de l'effectif des établissements de crédit respectent cette norme, soit 79 banques et 10 établissements financiers à caractère bancaire.

Les fonds propres effectifs cumulés de l'ensemble du système bancaire de l'UMOA se chiffrent à 2.275,7 milliards. Les risques pondérés sont évalués à 22.619,0 milliards. Il en ressort un ratio moyen de solvabilité total (fonds propres sur Actifs Pondérés en fonction du Risque) de 10,1% pour une norme minimale de 8,625%. Pour rappel, les ratios de solvabilité sur la base de l'ancien dispositif prudentiel se situaient respectivement à 10,8% à fin décembre 2017 et 9,1% en 2016.

Le ratio moyen de solvabilité total des établissements de crédit (norme minimale individuelle fixée à 8,625%) se présente comme suit par pays : Niger (13,3%), Burkina (11,8%), Sénégal (11,7%), Mali (10,6%), Côte d'Ivoire (9,2%), Bénin (7,6%), Togo (6,0%) et Guinée-Bissau (0,7%).

Au total, la situation du système bancaire de l'Union au regard de la norme de solvabilité totale à fin juin 2018 reste satisfaisante comparativement aux prescriptions réglementaires. En outre, il ressort des déclarations des assujettis que les autres normes sont globalement respectées. Les établissements en infraction par rapport au dispositif prudentiel de Bâle II/III sont rappelés à l'ordre par la Commission Bancaire, en vue de la prise urgente de mesures pour le redressement de leur situation.

Le secteur de la microfinance de l'UMOA a poursuivi son dynamisme, en termes d'intermédiation et d'accès des populations aux services financiers au cours de l'année 2018. En effet, sur la base des informations disponibles, avec un effectif de 593 Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), le nombre de points de services est passé de 4.177 à fin décembre 2017 à environ 5.028 à fin juin 2018. Le nombre de bénéficiaires des prestations des institutions de microfinance est ressorti à près de 15,0 millions à fin juin 2018 contre 12,5 millions à fin décembre 2017.

L'activité d'intermédiation financière des SFD s'est également renforcée. En effet, les dépôts collectés se sont établis à 1.307,0 milliards à fin juin 2018 contre 1.149,4 milliards à fin décembre 2017, soit un accroissement de 13,7%. Ils représentent environ 5,6% des dépôts collectés par les établissements de crédit de l'Union au cours de la période sous revue. S'agissant de l'encours des crédits octroyés par les institutions de microfinance, il a augmenté de 6,4%, passant de 1.197,3 milliards à fin décembre 2017 à 1.274,1 mil-

liards à fin juin 2018, représentant environ 6,7% des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union.

En revanche, la qualité du portefeuille des crédits des SFD s'est relativement détériorée durant la période sous revue. En effet, les créances en souffrance sont ressorties à 113,4 milliards à fin juin 2018 contre 72,9 milliards au 31 décembre 2017. Ainsi, le taux brut de dégradation du portefeuille des SFD de l'UMOA, mesuré par le ratio des créances en souffrance rapporté à l'encours des crédits, s'est établi à 8,9% à fin juin 2018 contre 6,1% à fin décembre 2017, soit une hausse de 2,8 points de pourcentage. Il se situe au-dessus de la norme de 3% généralement admise dans le secteur.

Au cours de l'année 2018, la Banque Centrale a poursuivi les actions visant l'assainissement du secteur de la microfinance, la modernisation des activités des institutions de microfinance et la maîtrise des vulnérabilités identifiées auxquelles sont confrontées les SFD. Il s'agit notamment :

- de la délivrance de l'avis conforme favorable sur le retrait des agréments de dix-huit SFD ;
- des initiatives visant à résorber la problématique des structures exerçant l'activité de microfinance en marge de la réglementation. Dans certains pays, celles présentant des signes de viabilité ont été identifiées. Elles soumettent des demandes d'agrément conformément à la réglementation en vigueur, qui font l'objet d'analyse par les Services de la BCEAO ;
- de la poursuite de l'opérationnalisation de la nouvelle version de l'application « *Solution Informatique Centralisée de Suivi des SFD (SICS/SFD)* », afin de faciliter une plus grande célérité dans la production et le traitement des données financières ;

- de la consolidation de la professionnalisation du secteur, à travers les travaux d'aménagements en cours du cadre juridique en vigueur. A cet égard, un Comité Technique pour la révision de la Loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés a été mis en place ;
- de l'augmentation du nombre de contrôles sur place effectués par le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (11 missions d'inspection réalisées au cours de l'année 2018 contre 9 en 2017).

3.2 – MARCHÉ INTERBANCAIRE

L'évolution du marché interbancaire de l'UMOA a été marquée par un recul du volume moyen des échanges de liquidités et une hausse du taux d'intérêt des opérations à une semaine.

Le volume moyen des transactions s'est élevé à 276 milliards de francs CFA en 2018 contre 296 milliards de francs CFA en 2017 (-7%). Les opérations ont couvert des matu-

rités allant d'un (1) jour à douze (12) mois. Les compartiments à une et deux semaines ont été les plus actifs, représentant respectivement 68% et 14% du volume moyen des transactions contre 69% et 16% en 2017. Ces guichets ont cumulé en moyenne des prêts de montants respectifs de 188 milliards et 40 milliards de francs CFA en 2018 contre 208 milliards et 46 milliards en 2017.

Rapporté au montant des injections de liquidités, le volume des opérations interbancaires est ressorti en retrait à 7,4% en 2018 contre 7,8% en 2017.

S'agissant des taux d'intérêt, le compartiment à une semaine a enregistré une progression du taux d'intérêt moyen pondéré de 4,90% en 2017 à 5,20% en 2018. Toutes les places de l'Union ont participé à l'animation du marché interbancaire. La place d'Abidjan a été la plus active en terme d'offres de ressources (24%), suivie de celle de Ouagadougou (20%), de Lomé (17%) et de Dakar (16%). Les principales places bénéficiaires ont été celles de Dakar (25%), Abidjan (19%), Bamako (16%) et Lomé (15%).

Tableau 7 : évolution des taux interbancaires en 2018 (moyenne pondérée en pourcentage)

	1 jour	1 semaine	2 semaines	1 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Janvier	5,39	5,70	5,53	5,23	5,50			
Février	5,21	5,76	5,68	5,50	7,35	3,91		5,58
Mars	5,44	5,73	5,46	5,49	6,00			5,00
Avril	5,26	5,57	5,51	5,36		5,52		
Mai	5,18	5,37	5,45	5,42	5,08	5,14		
Juin	5,50	4,62	5,38	4,06	4,44	4,66		5,75
Juillet	5,12	4,36	5,05	3,84		5,40		
Août	4,63	4,48	5,40	4,08		5,48		
Septembre	4,68	4,41	5,10	3,59	5,27			
Octobre	4,58	4,94	5,16	4,55	5,83			
Novembre	4,94	5,14	5,60	4,46	6,00	5,17	5,50	
Décembre	5,18	5,25	5,57	4,87	4,38	4,48		4,50
Moyenne	5,05	5,20	5,39	4,59	5,13	4,77	5,50	5,54

Source : BCEAO.

Tableau 8 : évolution des prêts interbancaires dans l'UMOA en 2018 (en millions FCFA)

	Montants moyens		Encours moyen des prêts	Fourchettes des taux (en %)	Durées des Prêts
	Total	dont UMOA			
Janvier	307 826	130 200	518 444	5,23 à 5,70	1 jour à 3 mois
Février	325 763	228 239	552 860	3,91 à 7,35	1 jour à 12 mois
Mars	295 290	120 380	593 175	5,44 à 6,00	1 jour à 12 mois
Avril	227 789	109 464	532 567	5,26 à 5,57	1 jour à 6 mois
Mai	177 577	151 340	448 173	5,08 à 5,45	1 jour à 6 mois
Juin	193 258	164 660	453 607	4,06 à 5,75	1 jour à 12 mois
Juillet	239 734	198 279	588 668	3,84 à 5,40	1 jour à 6 mois
Août	181 880	142 610	475 505	4,08 à 5,48	1 jour à 6 mois
Septembre	266 733	208 945	520 241	3,59 à 5,27	1 jour à 3 mois
Octobre	338 124	243 938	615 694	4,55 à 5,83	1 jour à 3 mois
Novembre	298 656	214 666	510 579	4,46 à 6,00	1 jour à 9 mois
Décembre	463 998	323 570	579 953	4,38 à 5,57	1 jour à 12 mois
Moyenne	276 386	186 357	532 450		

Source : BCEAO.

3.3 – MARCHÉ FINANCIER

3.3.1 - Mobilisation des ressources par les États

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional

Au cours de l'année 2018, le montant global des émissions brutes sur le marché régional de la dette publique est ressorti à 3.277,6 milliards, contre 3.700,1 milliards en 2017. Cette situation s'explique par la baisse des émissions de la Côte d'Ivoire et le non-recours du Sénégal au marché financier régional au cours de l'année 2018.

Les émissions nettes se sont établies à 342,9 milliards, contre 1.008,4 milliards un an plus tôt. Cette évolution à la baisse des émissions nettes, en rythme annuel, est liée au niveau élevé des tombées au cours de la période sous revue qui s'élèvent à 2.934,7 milliards.

La part des obligations du Trésor dans les mobilisations de ressources sur le marché est ressortie à 54,6% en 2018 contre 57,3% en 2017 et 65,1% en 2016. Cette baisse des emprunts obligataires est le reflet de difficultés des États à mobiliser sur des maturités longues, en liaison avec les pressions sur la liquidité bancaire notées au cours de ces dernières années.

Tableau 9 : émissions sur le marché des titres publics (en milliards FCFA)

	2016	2017				Total 2017	2018				Total 2018
		T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
Bons	1 541,0	618,6	434,4	253,9	271,3	1 578,2	380,2	308,9	471,3	329,0	1 489,4
Obligations	2 871,0	191,4	486,6	767,5	676,4	2 121,9	224,8	374,4	558,6	630,4	1 788,2
adjudication	1 969,7	54,3	215,2	645,5	250,2	1 165,2	112,9	218,1	394,0	218,9	943,9
syndication	901,3	137,1	271,5	122,0	426,2	956,8	111,9	156,3	164,6	411,5	844,3
Total	4 412,0	810,0	921,0	1 021,4	947,7	3 700,1	605,0	683,3	1 029,9	959,4	3 277,6

Source : BCEAO.

Sur le compartiment des bons du Trésor, soixante-onze émissions ont été réalisées pour un montant total de 1.489,4 milliards. La maturité de 12 mois a été la plus sollicitée avec quarante-six émissions d'une

valeur globale de 937,4 milliards, soit 62,9% de la valeur totale des bons émis sur l'année 2018. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur les bons du Trésor est ressorti à 5,90% en 2018 contre 5,71% un an auparavant.

Tableau 10 : taux d'intérêt moyen des bons du Trésor (en pourcentage)

Durées	Total 2017	2017				Total 2017	2018				Total 2018
		T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
1 mois	3,52	4,94	4,86	-	-	4,91	-	-	-	3,90	3,90
3 mois	3,75	5,5	5,37	5,64	5,62	5,53	6,38	5,81	4,85	6,02	5,46
6 mois	4,75	5,37	5,87	5,38	5,86	5,77	6,09	6,17	5,86	5,99	6,06
12 mois	4,9	5,99	6,12	5,68	5,99	5,99	6,25	6,22	6,11	6,08	6,16
24 mois	5,3	-	-	-	5,78	5,78	-	5,80	-	-	5,80
Taux moyen	4,72	5,68	5,74	5,58	5,85	5,71	6,22	6,00	5,61	5,78	5,90

Source : BCEAO, Agence UMOA-Titres.

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional

L'encours global des titres publics est ressor-

ti à 9.972,7 milliards à fin décembre 2018. La structure de cet encours est dominée par les obligations qui représentent 89,0% du total.

Tableau 11 : encours des titres publics à fin décembre 2018 (en milliards de FCFA)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Bons	160,1	282,7	113,8	20,6	185,8	202,5	0,0	126,6	1 092,1
Obligations	1 267,0	966,4	3 345,6	39,3	1 022,9	476,8	825,0	937,6	8 880,6
Total	1 427,1	1 249,1	3 459,4	59,9	1 208,7	679,3	825,0	1 064,2	9 972,7

Source : BCEAO, Agence UMOA-Titres.

Tableau 12 : évolution de l'encours des titres publics (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Encours	3 023,9	3 743,9	5 043,2	6 388,5	8 621,4	9 629,8	9 972,7
(en % du PIB)	7,3	8,4	10,5	12,2	14,6	14,5	14,4
Part relative (en %)							
- bons	39,0	36,3	30,5	20,3	17,5	12,7	11,0
- obligations	61,0	63,7	69,5	79,7	82,5	87,3	89,0

Sources : BCEAO, Agence UMOA-Titres.

3.3.2 - Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)

L'évolution de l'activité boursière régionale au 31 décembre 2018, par rapport au 29 décembre 2017, a été caractérisée par une baisse des principaux indicateurs. La capitalisation boursière s'est élevée à 8.274,05 mil-

liards au 31 décembre 2018 contre 9.805,8 milliards au 29 décembre 2017, soit une baisse de 15,6%, imputable au recul du compartiment des actions. En effet, la capitalisation du marché des actions est passée de 6.836,2 milliards à fin décembre 2017 pour se situer à 4.844,5 milliards au 31 décembre 2018, en recul de 29,13%, tandis que celle

du marché des obligations a progressé au cours de la même période de 460,0 milliards, en ressortant à 3.429,5 milliards au 31 décembre 2018. Le volume des transactions a également enregistré un repli au cours de la période sous revue, en passant de 362.640 titres échangés au 29 décembre 2017 à 295.584 titres échangés à fin décembre 2018.

Les indices BRVM se sont également orientés à la baisse en 2018. Le BRVM₁₀, principal indice boursier, et l'indice composite, se sont établis respectivement à 154,36 points et 172,24 points au 31 décembre 2018, fléchissant respectivement de 29,72% et de 29,14% par rapport à fin décembre 2017.

3.4 – ACTIONS EN MATIERE DE STABILITE ET D'INCLUSION FINANCIERES

3.4.1- Actions en matière de stabilité financière

Les actions menées en 2018 par la BCEAO en matière de stabilité financière ont visé les principaux objectifs ci-après :

- la préservation de la stabilité financière ;
- le renforcement de la supervision bancaire et financière.

3.4.1.1- Préservation de la stabilité financière

3.4.1.1.1 - Renforcement du dispositif de surveillance du risque systémique dans l'Union

Les principales diligences accomplies en 2018 en vue de la consolidation de la stabilité financière se rapportent essentiellement au renforcement du dispositif de surveillance du risque systémique dans l'Union. Elles concernent notamment les points ci-après.

- *Création au sein de la BCEAO d'un Comité de Politique Macroprudentielle*

Les travaux relatifs à la mise en place d'un cadre institutionnel de politique macroprudentielle dans l'UMOA ont abouti à la création d'un Comité au sein de la BCEAO en charge de la définition et de la mise en œuvre opérationnelle de la politique macroprudentielle, à travers la détection, l'évaluation, la gestion et la maîtrise du risque systémique.

Ce Comité, composé des premiers Responsables de la Banque et du Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, devra prendre des mesures applicables aux établissements assujettis à la BCEAO lorsqu'il estime que l'évolution des risques au sein du système financier peut affecter la stabilité de l'Union. La mise en place de ce cadre institutionnel marque le début de la conduite d'une politique macroprudentielle par la BCEAO conforme à la mission de préservation de la stabilité du système bancaire et financier qui lui est conférée par l'article 9 de ses Statuts annexés au Traité de l'UMOA.

Le Comité entamera ses travaux au cours de l'année 2019 avec notamment la validation du cadre d'analyse du risque systémique ainsi que la définition et le calibrage des instruments macroprudentiels susceptibles de les atténuer.

- Production des Indicateurs de Solidité Financière (ISF) de l'UMOA

Les travaux relatifs à la production des Indicateurs de Solidité Financière (ISF) de l'UMOA, conformément au guide du Fonds Monétaire International (FMI), menés dans le cadre du projet dénommé « *Projet JSA-ISF 2013-2016* » ont été finalisés au cours du premier trimestre de l'année 2018. Le « *Projet JSA-ISF 2013-2016* » est un programme triennal d'assistance technique du FMI, financé par le Gouvernement du Japon, qui a pour but le développement et la diffusion des indicateurs de solidité financière dans les pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique.

Ces indicateurs portent sur l'adéquation des fonds propres, la qualité des actifs, la rentabilité, la liquidité et la sensibilité au risque de marché.

La finalisation de ce projet permet à la BCEAO de produire des données comparables entre pays et conformes au Guide d'établissement du FMI. Ces indicateurs seront intégrés aux outils de surveillance des risques du système financier dans l'Union.

3.4.1.1.2 - Autres actions contribuant à la stabilité financière

La BCEAO a continué en 2018 le suivi de la mise en œuvre de la réforme prudentielle. A cet égard, les diligences accomplies ont porté sur l'accompagnement des établissements assujettis, en vue du renseignement du Formulaire de Déclaration Prudentielle (FODEP) au titre des deux premiers reportings réglementaires effectués en avril et octobre 2018. Les actions menées ont essentiellement porté sur la mise en place d'un dispositif d'accompagnement axé sur des échanges téléphoniques et à travers la messagerie dédiée à la réforme prudentielle entre les équipes de la BCEAO et celles des établissements, en vue de répondre à toutes leurs préoccupations et relever les incohérences décelées dans les remises. Cet accompagnement a permis d'amener les établissements à satisfaire aux exigences réglementaires de reporting.

Par ailleurs, les échanges réalisés à travers la messagerie dédiée ont permis d'assister les établissements pour une application uniforme des nouvelles Circulaires de la Commission Bancaire de l'UMOA entrées en vigueur le 2 juillet 2018.

S'agissant de la réforme comptable, le mécanisme d'accompagnement mis en place par la BCEAO au profit du secteur bancaire a contribué à faciliter le suivi de la mise en œuvre de la réforme comptable. A cet égard, l'année 2018, période de transi-

tion vers le Plan Comptable Bancaire révisé, a été couronnée de succès, les premières remises ayant été correctement réalisées par les banques et les établissements financiers à caractère bancaire, respectivement pour les périodes de janvier et mars 2018.

La BCEAO a également participé aux travaux du Comité Ouest Africain de Normalisation Bancaire et Financière au cours de l'année 2018. A ce titre, des réponses ont été apportées aux préoccupations soulevées ou recueillies auprès des établissements de crédit par les membres du Comité de Normalisation Comptable Bancaire de l'UMOA, à travers les représentants de la profession comptable et des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) des différents pays de l'UMOA.

3.4.1.2 - Renforcement de la supervision bancaire et financière

3.4.1.2.1 - Réforme prudentielle

Les actions menées dans le cadre de la réglementation portent sur deux notes circulaires à l'attention des établissements de crédit. Elles ont trait au dispositif transitoire de mise en œuvre des nouvelles normes de liquidité transposées dans le dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA ainsi qu'aux principales dispositions requises dans le cadre du premier reporting du Formulaire de Déclaration Prudentielle (FODEP).

La note présentant le dispositif transitoire de mise en œuvre des nouvelles normes de liquidité transposées dans le dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA vise à assurer la continuité de la supervision du risque de liquidité des établissements de l'UMOA, dans l'attente de la finalisation des textes relatifs aux nouvelles normes. Ainsi, il a été requis de ces derniers, à compter d'avril 2018, de transmettre à la

BCEAO les informations relatives aux ratios de liquidité de l'ancien dispositif prudentiel, à savoir le coefficient de liquidité et le ratio de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables, sur la base du nouveau Plan Comptable Bancaire (PCB). Une table de correspondance entre les postes de l'ancien et du nouveau PCB a été élaborée à cet effet.

Quant à la note sur les principales dispositions requises dans le cadre du premier reporting du Formulaire de Déclaration Prudentielle (FODEP), dont le délai était fixé au 30 avril 2018, elle a permis de préciser aux établissements notamment :

- les règles de contrôle de cohérence et de vraisemblance qu'ils doivent respecter dans leurs déclarations ;
- les modalités d'application du critère de consentement du client pour la transmission de ses informations aux Bureaux d'Information sur le Crédit dans le calcul des exigences minimales de fonds propres au titre du risque de crédit,
- les modalités de transmission du FODEP sur la plate-forme informatique de la BCEAO ainsi que celles des attestations qui doivent accompagner le FODEP.

Par ailleurs, le renforcement de la supervision bancaire a été marqué par l'entrée en vigueur effective, le 2 juillet 2018, des cinq (5) circulaires adoptées par la Commission Bancaire lors de sa session ordinaire du 27

septembre 2017, portant sur la gouvernance, les conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants, le contrôle interne, la gestion des risques ainsi que la gestion de la conformité aux normes en vigueur par les établissements de crédit et les compagnies financières de l'UMOA.

3.4.1.2.2 - Exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit de l'UMOA

A la suite de l'entrée en vigueur des réformes comptable et prudentielle le 1^{er} janvier 2018, il est apparu nécessaire de procéder à une mise à jour de la Circulaire fixant les diligences attendues des Commissaires aux comptes des établissements assujettis dans l'UMOA, dans le cadre de leur mission d'audit légal.

En outre, dans un souci de convergence avec les normes internationales en matière d'audit, de nouvelles dispositions ont été introduites, en particulier en terme de renouvellement du mandat des Commissaires aux comptes. De même, une meilleure convergence avec les dispositions de l'OHADA a été prise en compte au titre de la révision de ladite Circulaire.

Par ailleurs, des exigences accrues à l'endroit des Commissaires aux comptes, portant notamment sur la communication d'information à la Commission Bancaire, ont été instituées, en vue d'optimiser la supervision des assujettis et le contrôle de l'information produite par ces derniers.

ENCADRE 1 : Aperçu de la nouvelle Circulaire relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA

Les principales innovations de la Circulaire n° 02-2018/CB/C relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA, adoptée à la session de la Commission Bancaire du 18 septembre 2018, ont porté principalement sur les aspects ci-après :

- **l'intégration des compagnies financières dans le champ d'application de la Circulaire** : la mise en œuvre de la supervision sur base consolidée a induit la prise en compte de ces nouveaux acteurs dans le domaine du contrôle de la Commission Bancaire, d'où des obligations nouvelles dans l'exercice du commissariat aux comptes de ces structures ;
- **l'examen limité des états financiers de fin de premier semestre** : cette diligence est une innovation qui concer-

ne aussi bien les établissements de crédit que les compagnies financières. Il est, en effet, requis une attestation des Commissaires aux comptes sur les états financiers de fin de premier semestre, préalablement à leur publication au journal officiel ;

- **la formalisation de la vérification par les Commissaires aux comptes de la prise en compte des ajustements demandés par la Commission Bancaire** : il s'agit de s'assurer que les retraitements demandés par l'Autorité de supervision lors de ses vérifications sur place ont bien été mis en œuvre par les assujettis ;
- **l'introduction de dispositions relatives à la rotation des Commissaires aux comptes** : elle vise à renforcer l'indépendance des auditeurs dans le cadre de l'exercice de leur mission et à limiter les risques liés aux conflits d'intérêt pouvant naître de l'existence de relations de longue date entretenues entre les parties ;
- **la communication de la lettre de mission des Commissaires aux comptes à la Commission Bancaire** : elle vise à informer l'Autorité de supervision des conditions d'exercice de la mission du Commissaire aux comptes, aux fins de prise de mesures nécessaires pour limiter les risques d'audit en cas de nécessité ;
- **l'obligation de communication de tout projet d'opinion défavorable ou assortie de réserves à la Commission Bancaire** : elle vise à alerter le Superviseur sur des corrections nécessaires pour renforcer la qualité des états financiers, base du suivi prudentiel des établissements assujettis ;
- **l'institution d'un devoir d'information par les Commissaires aux comptes** : le devoir d'information porte sur la communication à la Commission Bancaire de faits délictueux ou de nature à compromettre la continuité d'un établissement, conformément au principe 27 des BCP³.

3.4.1.2.3 - Lois bancaire et de la microfinance dans l'UMOA

Dans le cadre de la révision des textes de base régissant l'activité bancaire et financière dans l'UMOA, deux Comités Techniques ont été institués en août 2018 par Décision du Gouverneur de la BCEAO. Ils avaient en charge la révision de la loi portant réglementation bancaire et de celle régissant les systèmes financiers décentralisés dans l'UMOA.

Ces Comités ont eu comme base les travaux préliminaires effectués par la Direction de la Stabilité Financière avec l'appui des Directions des Services Centraux concernées. Ceux-ci portaient essentiellement sur la synthèse des préoccupations des acteurs sur les deux lois, recueillies via les Directions Nationales et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire.

Les rapports des Comités ont été soumis aux Autorités de la Banque Centrale le 30 novembre 2018.

3.4.1.2.4 - Sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire

Conformément à l'article 31 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission

Bancaire de l'UMOA (CB-UMOA), la BCEAO a édicté deux Instructions fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées à l'encontre respectivement des établissements de crédit de l'UMOA⁴ et des systèmes financiers décentralisés⁵. Chacune de ces Instructions répartit les infractions commises par les établissements concernés en trois catégories en fonction de leur nature et de leur degré de gravité. Chaque Instruction précise également le quantum des sanctions pécuniaires par catégorie d'infractions.

3.4.1.2.5 - Règlements relatifs aux relations financières extérieures et aux systèmes de paiement

Un Comité technique a été mis en place par Décision n° 289-08-2018 du 20 août 2018 du Gouverneur de la BCEAO, en vue de formuler des propositions d'amendements au cadre juridique des relations financières extérieures.

3. *Basel Core Principles ou Principes Fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace.*

4. *Instruction n° 006-05-2018 du 16 mai 2018.*

5. *Instruction n°007-05-2018 du 16 mai 2018.*

Dans le cadre de l'actualisation des textes juridiques applicables aux systèmes et moyens de paiement et en vue de concilier les exigences d'inclusion financière, une révision du Règlement N° 15/2002/CM/UEMOA, relatif aux systèmes de paiement dans les Etats membres de l'UEMOA, a été initiée. Ces travaux de révision se poursuivront au cours de l'année 2019.

3.4.1.2.6 - Identification des établissements bancaires d'importance systémique

La BCEAO a poursuivi les travaux relatifs au cadre méthodologique d'identification des établissements bancaires d'importance systémique (EBIS). Ce dispositif est un outil destiné aux autorités de régulation et de supervision du secteur bancaire, en vue de sélectionner les établissements assujettis, dont la défaillance pourrait avoir un impact négatif significatif sur le système financier et l'économie des Etats membres de l'UEMOA et qui, de ce fait, seront soumis à une supervision spécifique. Des simulations seront effectuées en 2019, en vue de la mise en place d'un cadre méthodologique pour l'identification des EBIS nationaux et régionaux ainsi que le calcul des surcharges additionnelles en fonds propres qui leur seront applicables.

3.4.2 - Actions en faveur de l'inclusion financière dans l'UEMOA

A la faveur de la réorganisation des structures de la BCEAO intervenue en avril 2018, les Autorités de la Banque Centrale ont créé la Direction de l'Inclusion Financière, réaffirmant leur volonté d'adapter l'organisation de l'Institut d'émission aux nouveaux enjeux de l'environnement économique et financier de l'Union. La Direction de l'Inclusion Financière a pour objectifs de mettre en œuvre, de rendre visibles et compréhensibles les politiques de la BCEAO en matière de promotion de l'inclusion financière, en vue de garantir, aux parties prenantes intéressées, une information régulière, pertinente

et accessible sur les progrès réalisés dans ce domaine.

Sous l'impulsion de la Banque Centrale, le dispositif institutionnel de mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA a été mis en place en 2018. Ainsi, au niveau régional, l'Unité de Gestion et de Coordination de la stratégie (UGC-SRIF) et le Comité Technique de Suivi (CTS) ont été rendus fonctionnels. Un Comité Consultatif des Partenaires Techniques et Financiers (CC-PTF) a été également créé. Il constitue un cadre d'échange et de concertation pour tous les partenaires intervenant dans la mise en œuvre de la stratégie.

La BCEAO a, en outre, organisé la première réunion du Comité Régional de Pilotage (CRP) en novembre 2018, en marge de l'édition 2018 de la Semaine de l'Inclusion Financière dans l'UEMOA. Cette rencontre a permis de passer en revue les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie régionale et de donner les orientations stratégiques nécessaires pour la poursuite des actions envisagées.

Dans l'ensemble des pays de l'Union, les Comités Nationaux de Suivi de la Mise en Œuvre (CNSMO) de la stratégie ont démarré leurs activités et ont tenu leurs premières réunions entre décembre 2017 et octobre 2018.

Par ailleurs, l'Institut d'émission a accompagné les Etats pour une mise en œuvre harmonieuse et efficace de la stratégie régionale d'inclusion financière. A ce titre, elle a organisé, en octobre 2018, un atelier de renforcement des capacités en faveur des membres des CNSMO et un séjour d'information auprès de la Banque Centrale du Nigeria, en septembre 2018, en vue d'un partage d'expériences en matière de mise en œuvre d'une stratégie d'inclusion financière.

La Banque a également tenu, le 28 mai 2018, à Dakar, au Sénégal, en collaboration avec la Banque Mondiale, dans le cadre de son assistance technique à la mise en œuvre de la stratégie, un atelier régional de concertation sur les activités des Intermédiaires en Opérations de Banque (IOB). L'objectif de cette rencontre était de comprendre les causes profondes du développement peu significatif des activités des IOB dans l'UEMOA, malgré les conditions d'exercice fixées dans l'Instruction n° 015-12/2010/RB de la BCEAO du 13 décembre 2010 et d'identifier les pistes de solutions pour y remédier. L'opportunité a été également saisie pour discuter des conditions d'implémentation des intermédiaires en opérations de microfinance dans l'UEMOA. Les principales recommandations issues de cet atelier concernent, notamment, l'élargissement de l'accessibilité physique des populations aux services financiers, à travers l'adaptation de la réglementation, la sensibilisation des banques sur l'intérêt de recourir aux IOB, l'implémentation des correspondants bancaires et de microfinance ainsi que le renforcement de l'utilisation effective des services financiers offerts via la téléphonie mobile.

S'agissant du financement des actions de la stratégie régionale d'inclusion financière, le budget de 20,00 milliards de francs CFA, retenu dans le document-cadre, a été réévalué à 29,88 milliards de francs CFA, en tenant compte des 9,88 milliards de francs CFA mobilisés auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), dans le cadre des projets d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA et d'appui à la promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés au système de paiement de l'Union.

Au 31 décembre 2018, les engagements fermes de financement, conclus avec les partenaires techniques et financiers, s'élèvent à 14,68 milliards de francs CFA, dont 10,21 milliards mobilisés auprès de la BAD, 2,50 mil-

liards auprès de la Coopération Suisse et 1,97 milliard auprès de l'Agence Française de Développement (AFD).

Le gap de financement à rechercher ressort ainsi à 15,20 milliards de francs CFA. Les discussions sont en cours avec les autres bailleurs pour la mobilisation des ressources additionnelles.

Au titre des actions en faveur de l'inclusion financière, figure la participation de la BCEAO aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI). Cette participation s'est concrétisée par son implication active aux travaux des sept groupes de travail mis en place sur les thématiques ci-après : (1) les services financiers numériques, (2) les politiques d'inclusion financière de l'initiative Africaine sur les Politiques d'inclusion financière (AfPI), (3) l'autonomisation des consommateurs et la conduite des marchés, (4) les stratégies nationales d'inclusion financière, (5) l'application proportionnelle des normes internationales, (6) le financement des PME et (7) les données d'inclusion financière.

La participation de la BCEAO aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière répond aux besoins de renforcement des capacités et de veille induits par les projets menés par la Banque Centrale, notamment (i) le renforcement de la surveillance et l'adaptation périodique de la réglementation des services financiers numériques, des FinTech et des institutions de microfinance, (ii) la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA et (iii) le financement des petites et moyennes entreprises.

L'Institut d'émission a aussi participé à la sixième Table ronde des Leaders de l'Initiative Africaine sur les politiques d'inclusion financière (AfPI), tenue les 10 et 11 mai 2018 à Conakry, en Guinée, autour du thème « Favoriser l'inclusion financière dans un écosystème financier numérique en perpétuelle évolution ».

Il a, en outre, bénéficié de programmes d'apprentissage mixte sur la mesure de l'inclusion financière et les perspectives d'avenir à l'ère du numérique, du 4 au 8 juin 2018, à Accra, au Ghana et sur les stratégies et données d'inclusion financière, du 30 juillet au 3 août 2018, à Kuala Lumpur, en Malaisie.

La Banque Centrale a également participé à un atelier sur le thème « *Innovation dans l'inclusion financière numérique* » du 29 octobre au 2 novembre 2018 à Rabat, au Maroc ainsi qu'au séminaire de formation sur le thème « *Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme* », du 12 au 16 novembre 2018, à Kuala Lumpur, en Malaisie.

3.4.3 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC)

La Société CREDITINFO-VOLO, agréée en qualité de Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'UMOA est opérationnelle depuis le 1^{er} février 2016, sur l'ensemble de l'espace UMOA.

Le nombre d'établissements assujettis jugés aptes à la suite des tests de qualification pour participer au système de partage d'informations sur le crédit, est passé de 57 à fin février 2016, période de démarrage des activités de CREDITINFO-VOLO, à 119 à fin février 2017 et a atteint 169 à fin décembre 2018 sur les 199 assujettis concernés, soit 84,9%. Les établissements pour lesquels les tests ne sont pas encore achevés sont, pour l'essentiel, confrontés à des difficultés d'extraction de données à partir de leurs systèmes d'information selon le canevas de données à transmettre au BIC. Un dispositif permanent d'assistance rapprochée à l'endroit des établissements concernés a été mis en place par CREDITINFO-VOLO pour l'achèvement des tests.

Le nombre de clients sur lesquels des informations sont disponibles dans la base de

données du BIC est passé de 30.694 à fin février 2016, période de démarrage des activités de CREDITINFO-VOLO, à 752.134 à fin février 2017, pour atteindre 1.898.697 à fin février 2018 et 4.071.052 à fin décembre 2018, à raison de 39.126 personnes morales et 4.031.926 personnes physiques. La situation positive relevée s'explique par l'adoption de textes législatifs par la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo, qui dispensent les établissements assujettis de ces Etats de l'obligation de recueil préalable de consentement pour le partage des données des clients ayant bénéficié de prêts avant la date d'entrée en vigueur de la loi uniforme. Pour le même motif que les pays susmentionnés, le Burkina et le Mali ont également entamé une procédure de modification de la loi uniforme sur les BIC.

La forte accélération enregistrée au cours de l'année 2018 traduit principalement l'impact de l'adoption des textes complémentaires par la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo à l'effet d'autoriser la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel pour l'intégration des grands facturiers à la plate-forme électronique de partage d'informations sur le crédit. Cette disposition a permis l'arrimage à cette plate-forme de grands facturiers comme la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE), la Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire (SODECI), ORANGE COTE D'IVOIRE, MOOV COTE D'IVOIRE, la Société Nigérienne d'Electricité (NIGELEC), la Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN), AIRTEL NIGER, ORANGE NIGER, NIGERTELECOMS, la Compagnie Energie Electrique du Togo, la Société Togolaise des Eaux (TdE), MOOV TOGO ainsi que TOGOCOM. Les diligences sont également en cours pour l'arrimage des sociétés de télécommunications telles que MOOV NIGER et MTN COTE D'IVOIRE.

Les évolutions favorables susmentionnées ont été prises en compte dans l'édition 2019 du rapport Doing Business sur le climat des

affaires au titre du critère « obtention de prêts ». Ce critère comporte, comme indicateur clé, « l'étendue de l'information sur le crédit » qui mesure le pourcentage de la population adulte d'un pays couvert par un BIC.

La Côte d'Ivoire a obtenu la note de 8 sur 8, en raison du respect par cet Etat de la norme de cet indicateur fixée à un seuil minimum de 5%. Les autres Etats, pour lesquels ce seuil n'a pas été atteint, ont obtenu la note zéro (0). Toutefois, en raison des efforts déployés, ils ont bénéficié de bonus. Ainsi, le Sénégal a obtenu un bonus de 2,7 points contre 2,4 points l'année précédente, suivi du Mali (1,6 point contre 0,8 point), du Burkina (1,1 point contre 0,3 point), de la Guinée-Bissau (0,5 point contre 0,3 point), du Niger (0,5 point contre 0,2 point) et du Togo (0,4 point contre 0,0 point).

En dépit des progrès susvisés, le système de partage de données sur le crédit demeure confronté à quelques contraintes notamment, la faiblesse du recueil des consentements par les établissements assujettis, la faible qualité des données à transmettre au BIC, l'inexistence ou l'inadéquation des outils d'extraction et d'envoi de données ainsi que l'insuffisance du nombre de prêts dans la base du BIC et des consultations des rapports de crédit par les établissements assujettis.

Pour remédier à ces insuffisances, la BCEAO a déployé un programme de vérification de la qualité de la participation des établissements de crédit à l'industrie de partage d'informations sur le crédit. Pour les assujettis bancaires, les premières missions se sont déroulées en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal.

Par ailleurs, sur proposition de CREDITINFO-VOLO, la Banque Centrale a homologué la nouvelle grille tarifaire au titre de 2019, qui assouplit les conditions tarifaires applicables aux Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et aux institutions financières de cautionnement. Elle devrait contribuer à une meilleure inclusion des fournisseurs et utilisateurs de données dans le système d'échange d'informations sur le crédit de l'UMOA.

De son côté, le BIC a mis au point et déployé, à titre gracieux, une solution dénommée « *Batch Transformation Module (BTM)* » qui permet aux établissements assujettis qui en expriment le besoin de s'en servir pour l'extraction des données de leurs clients. En sus, pour faciliter l'exploitation des rapports de crédit par les établissements assujettis, le BIC a procédé à la mise en production d'une méthodologie statistique d'évaluation de la solvabilité des emprunteurs (scoring). Ce produit a été déployé au niveau de tous les Etats membres de l'Union.

IV – GESTION DES SIGNES MONÉTAIRES, DES SYSTÈMES ET MOYENS DE PAIEMENT ET DES RESERVES DE CHANGE

4.1 – GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Au cours de l'année 2018⁶, les opérations effectuées aux guichets de la Banque Centrale ont été marquées par des prélèvements de signes monétaires qui ont atteint 17.150,5 milliards de francs CFA (2.514,0 millions de vignettes) supérieurs aux versements reçus qui se sont situés à 16.860,3 milliards (2.337,4 millions de vignettes). La circulation fiduciaire, résultant de ces évolutions, a progressé de 1,9%.

4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO

Les mouvements aux guichets de la Banque Centrale se sont situés à 4.851,4 millions de billets et pièces de monnaie en 2018 contre 4.830,5 millions d'unités l'année précédente.

Les **prélèvements** de billets au cours de la période sous revue se sont élevés à 17.144,8 milliards de francs CFA (2.417,8 millions de vignettes) contre 17.064,6 milliards (2.372,8 millions de vignettes) en 2017, soit une hausse annuelle de 45,0 millions de vignettes. Les prélèvements les plus importants ont été enregistrés en Côte d'Ivoire (28,72%), au Sénégal (16,1%) et au Burkina Faso (16,0%).

Les prélèvements de pièces de monnaie ont accusé une hausse de 0,7%, passant de 95,6 millions d'unités en 2017 à 96,3 millions en 2018. En valeur, les prélèvements se sont élevés à 5,7 milliards en 2018 contre 5,3 milliards en 2017.

Les **versements** de billets aux guichets de la Banque Centrale sont ressortis à 16.858,5 milliards de francs CFA (2.329,9 millions d'unités) en 2018 contre 16.794,5 milliards (2.351,0 millions d'unités) en 2017, soit une baisse

annuelle de 21,1 millions de vignettes. Les entrées les plus importantes en valeur ont été observées en Côte d'Ivoire (26,8%), au Burkina Faso (16,1%) et au Sénégal (15,4%).

Au cours de l'année 2018, les entrées de pièces de monnaie aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 1,8 milliard de francs CFA (7,5 millions d'unités) contre 3,0 milliards (11,0 millions d'unités) en 2017, soit un recul en volume de 31,8%.

4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire

A fin décembre 2018, la circulation fiduciaire s'établissait à 6.529,7 milliards contre 6.407,6 milliards un an auparavant, soit une hausse de 122,1 milliards. Les grosses coupures ont constitué 91,3% de la valeur des billets en circulation contre 91,4% en 2017. Comparée à 2017, la part des billets dans la circulation fiduciaire est restée quasiment stable à 97,3%.

4.1.3 - Mouvements de billets externes aux guichets des Agences de la BCEAO

A fin décembre 2018, les mouvements de billets externes⁷ résultant des opérations de tri se sont chiffrés à 2.491,7 milliards de francs CFA contre 2.083,1 milliards l'exercice précédent, soit une hausse de 19,6%.

Les billets déplacés ont principalement été émis par les Agences de la Côte d'Ivoire (29,2%), du Burkina (14,9%), du Sénégal (12,4%) et du Bénin (11,3%). Les Agences du Togo, du Bénin, du Burkina, du Mali et de la Côte d'Ivoire ont enregistré à leurs guichets les montants les plus importants de billets externes avec des parts respectives de 27,5%, 18,7%, 14,8%, 10,8% et 9,7%.

⁷ Il s'agit de billets résultant des opérations de tri dans les Agences d'un Etat donné et qui ne sont pas de son émission.

⁶ Estimations

Tableau 13 : mouvements de billets externes aux guichets des Agences de la BCEAO (en milliards FCFA)

	Exercice 2017			Exercice 2018			Variation		
	(1)			(2)			(3)=(2)-(1)		
	Entrées	Sorties	Soldes	Entrées	Sorties	Soldes	Entrées	Sorties	Soldes
BENIN	574,5	276,8	297,7	466,1	281,5	184,6	-108,4	4,8	-86,7
BURKINA	231,2	311,3	-80,1	369,4	371,7	-2,3	138,2	60,4	-58,7
COTE D'IVOIRE	136,0	620,9	-485,0	241,5	726,6	-485,0	105,6	105,6	-386,1
GUINNE-BISSAU	23,2	105,1	-81,9	92,2	137,5	-45,3	69,0	32,4	-51,9
MALI	254,1	213,1	41,0	269,4	247,3	22,1	15,3	34,2	132,3
NIGER	97,1	125,5	-28,5	149,2	212,4	-63,2	52,1	86,8	51,6
SENEGAL	188,3	169,1	19,2	219,2	308,7	-89,5	30,8	139,6	66,1
TOGO	578,8	261,2	317,5	684,7	206,1	478,7	106,0	-55,2	333,3
UMOA	2 083,1	2 083,1	0,0	2 491,7	2 491,7	0,0	408,6	408,6	0,0

Source : BCEAO.

4.2 – SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT

Au 31 décembre 2018, le fonctionnement des systèmes de paiement de l'UEMOA est satisfaisant avec une orientation à la hausse de certains indicateurs d'activité.

4.2.1 – Systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA

Le **Système de Transfert Automatisé et de Règlement de l'UEMOA (STAR-UEMOA)** compte 132 participants, à fin décembre 2018, contre 127 l'année précédente. En 2018, le nombre d'opérations réglées dans STAR-UEMOA est ressorti à 924.404 pour une valeur de 511.588 milliards, soit une hausse de 11,48% en volume et une baisse de 5,35% en valeur par rapport à l'année 2017.

Les échanges inter-pays au sein de l'UEMOA ont été portés à 354.120 opérations pour une valeur de 35.120 milliards en 2018, s'établissant ainsi à 38,38% du volume global des opérations traitées dans STAR-UEMOA. Comparée à 2017, une évolution favorable de 2,62% en volume et une baisse de 1,08% en valeur des opérations inter-pays sont notées.

Le **Système Interbancaire de Compensation Automatisé de l'UEMOA (SICA-UEMOA)**

compte 140 participants, à fin décembre 2018, contre 137 en 2017 parmi lesquels les banques, la BCEAO ainsi que les Trésors Publics du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger et du Sénégal. Au cours de la période sous revue, le volume des échanges s'est établi à 14.536.605 opérations pour un montant de 56.394 milliards.

L'activité de SICA-UEMOA a été marquée par des augmentations respectives de 6,68% du volume des paiements compensés et de 16,04% de leur valeur par rapport à 2017.

La croissance de la valeur des opérations compensées a été particulièrement dynamique en Côte d'Ivoire (+35,06%), en Guinée-Bissau (+20,19%), au Burkina (+15,01%) et au niveau sous-régional (+19,31%). Les échanges inter-pays constituent 1,46% de la valeur globale des transactions de l'Union en 2018 contre 3,46 % en 2017.

En ce qui concerne la répartition des supports des paiements traités dans le système de télé-compensation, la part relative en volume des virements est ressortie en hausse de 3,17% à la différence des chèques qui ont enregistré une régression de 3,23%, confirmant une tendance observée depuis deux ans. En effet, en 2018, les virements ont représenté 42,51% des échanges

contre 56,15% pour les chèques. Pour rappel, en 2017, la part respective de ces instruments était de 38,24% et 60,53%. En valeur, 76,17% des échanges ont été effectués par chèque en 2018.

Conformément à sa vision qui consiste à « doter l'UEMOA de systèmes de paiement sûrs, efficaces et accessibles sur la base de critères transparents et mettre à la disposition des agents économiques des moyens de paiement modernes et de faibles coûts », la BCEAO a mené au cours de l'année 2018, des actions en vue de renforcer la sécurisation, la modernisation et l'impact inclusif des systèmes et moyens de paiement.

4.2.2 - Sécurisation et modernisation des systèmes et services de paiement

Les actions de sécurisation et de modernisation menées en 2018 ont permis d'accroître l'efficacité des systèmes de paiement SICA-UEMOA et STAR-UEMOA. Il s'agit de :

- la notification de mesures de renforcement de la sécurité des plates-formes de raccordement des participants aux systèmes de paiement en vue de garantir leur fiabilité, leur intégrité et de réduire les risques liés aux menaces internes et externes. Les recommandations formulées visent à renforcer les contrôles d'accès aux ressources clés des systèmes d'information et à exiger la mise en œuvre d'un interfaçage automatisé avec les systèmes de paiement gérés par la BCEAO ;
- l'élaboration d'un état des lieux des plates-formes de raccordement des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement a été réalisé afin d'identifier les risques y afférents. Des mesures spécifiques de maîtrise de ces risques seront mises en œuvre au cours de l'année 2019 ;
- la signature par les participants de

l'avenant n°1 à la Convention relative à la création du Fonds de garantie du règlement des soldes de compensation de SICA-UEMOA. L'élaboration de cet avenant répond à la nécessité d'instaurer une plus grande équité dans le calcul des contributions des adhérents en faisant supporter aux participants fréquemment défaillants une contribution au Fonds proportionnelle au niveau de risque qu'ils font peser sur le système de télécompensation.

- la révision des conventions SICA-UEMOA et STAR-UEMOA : les travaux de relecture menés en concertation avec les participants ont permis de mettre à jour les dispositions conventionnelles en vue d'une conformité aux évolutions fonctionnelles des systèmes de paiement et aux standards internationaux ;
- la poursuite des actions visant la participation directe des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement et la sécurisation de leurs opérations. A cet égard, sur les huit (8) TPN de l'Union, six (6) sont connectés directement à STAR-UEMOA et à SICA-UEMOA, avec un compte de règlement propre, au même titre que les banques commerciales, en vue de la centralisation de leurs liquidités. Il s'agit du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Les TPN du Burkina et de la Guinée-Bissau sont en phase de préparation pour leur raccordement.

En 2018, le Fonds Régional de Garantie du règlement des soldes de compensation de SICA-UEMOA a enregistré quatre-vingt (80) interventions au titre des avances de trésorerie contre soixante-deux (62) en 2017, soit une hausse de 29% en volume par rapport à l'année précédente, mettant en évidence une accentuation des tensions de trésorerie au niveau des participants.

A fin décembre 2018, la moyenne des avances est ressortie à environ 509 millions contre 710 millions en 2017. Au total, les inter-

ventions du Fonds Régional de Garantie ont permis de régler en 2018 près de 40,79 milliards de soldes débiteurs à la compensation, en baisse de 28% par rapport à 2017.

Dans le cadre de la sécurisation des services de paiement, le dispositif de surveillance a été renforcé par :

- la mise en œuvre du cadre de surveillance des services de paiement adossés à la monnaie électronique élaboré en 2017 ;
- l'élaboration d'un cadre de surveillance des services de transfert rapide d'argent.

Le cadre de surveillance des services de paiement adossés à la monnaie électronique vise à permettre à la Banque Centrale de disposer d'outils d'analyse de la maîtrise des risques inhérents auxdits services ainsi qu'aux innovations en la matière. Il met l'accent sur l'efficacité et la sécurisation des services de paiement adossés à la monnaie électronique.

Dans cette perspective, la BCEAO analyse l'évolution de l'utilisation des services liés à la monnaie électronique sur la base des données en volume et en valeur des transactions. En outre, elle veille à la conformité réglementaire des dispositifs d'émission et analyse les conditions effectives de fonctionnement à travers le suivi des incidents et des fraudes.

En ce qui concerne la surveillance des services de transfert rapide d'argent, les principales préoccupations prises en charge portent sur :

- la fiabilité et la sécurisation des plateformes de transfert rapide d'argent en termes de disponibilité, d'intégrité, de confidentialité et de traçabilité des données relatives aux transactions ;
- la maîtrise des risques financiers inhérents à la compensation et au règlement des

opérations liées au transfert rapide d'argent ;

- la protection des fonds des utilisateurs de services de transfert rapide d'argent ;
- l'efficacité de la tarification des services offerts à la clientèle.

4.2.3 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue

Les actions majeures réalisées en 2018 pour renforcer la contribution du système de paiement régional à une inclusion financière accrue s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui à la promotion de l'accès des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) au système de paiement régional. A cet égard, il convient de relever :

- le renforcement des capacités du personnel des SFD et des Structures Ministérielles de Suivi (SMS) en Côte d'Ivoire et au Burkina. Ces sessions visent à renforcer les capacités des SFD en matière de gestion des nouveaux instruments de paiement, de la compensation et du règlement des opérations ainsi que de la maîtrise des risques associés ;
- la sélection d'un cabinet chargé d'assister la BCEAO dans la mise en place de deux (2) Centres de Traitement Informatique (CTI) pour les SFD du Niger et de la Côte d'Ivoire. Cette action vise le renforcement des Systèmes Intégrés de Gestion (SIG) des SFD et une meilleure répartition des Centres de Traitement Informatique au sein de l'Union, afin d'améliorer la qualité des services et de l'activité des Institutions de Microfinance ;
- la définition des modalités pour l'accès indirect des SFD au système de paiement régional de l'UEMOA ainsi que l'organisation d'échanges sur le sujet avec lesdites structures.

4.3 – GESTION DES RESERVES DE CHANGE

Au cours de l'exercice 2018, la BCEAO a poursuivi sa politique de diversification des avoirs en devises, dans le strict respect des principes et pratiques communément admis pour la gestion des réserves officielles de change, en particulier les Directives du FMI en la matière.

Les avoirs en devises se sont établis à 10,4 milliards d'euros au 31 décembre 2018 contre 8,7 milliards d'euros à fin décembre 2017, soit une hausse de 1,7 milliard d'euros sur la période. Au 31 décembre 2018, la part des avoirs en devises de la BCEAO déposée au Compte d'opérations est ressortie à 67,4% contre 58,1% à la fin de l'année 2017.

V – CADRE INSTITUTIONNEL, ADMINISTRATION DE LA BCEAO ET COOPERATION INTERNATIONALE

5.1 – ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES

Au cours de l'exercice 2018, les Organes de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité du 20 janvier 2007 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et les Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a tenu, au cours de l'année 2018, une session ordinaire le 30 juillet 2018 à Lomé, en République Togolaise, sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, son Président statutaire.

Au cours de cette session ordinaire, la Conférence a, sur le plan politique, apprécié la bonne tenue de l'élection présidentielle au Mali et souhaité qu'elle connaisse une issue heureuse. Elle a, en outre, salué l'évolution favorable enregistrée en Guinée-Bissau, avec la nomination d'un nouveau Gouvernement consensuel. A cet égard, elle a appelé le Gouvernement bissau-guinéen et tous les acteurs à redoubler d'effort pour la préservation des acquis et la tenue des élections législatives en novembre 2018. S'agissant du Togo, la Conférence a apprécié l'esprit d'ouverture de la classe politique et a invité l'ensemble des acteurs politiques ainsi que la société civile à poursuivre leur engagement pour assurer la stabilité et l'apaisement du climat social.

Examinant la situation sécuritaire, au sein de la sous-région, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont condamné vigoureusement les attaques terroristes perpétrées au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Ils ont

réitéré leur solidarité envers ces pays frères ainsi qu'à l'endroit de tous les pays touchés par les actes terroristes à travers le monde.

Au titre du renforcement du processus d'intégration, la Conférence a noté les avancées des chantiers conduits par les Comités de Haut niveau concernant l'énergie, la paix et la sécurité, la sécurité alimentaire et le financement des économies.

La Conférence a salué les efforts déployés par les Etats dans le cadre de l'exécution de la politique commune de l'UEMOA en matière de paix et de sécurité. Elle a encouragé la poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions et a appelé à l'opérationnalisation sans délai du mécanisme de veille et d'alerte précoce (MEVAP), en vue d'une meilleure prise en charge en amont des enjeux sécuritaires.

Au titre de la surveillance multilatérale, la Conférence s'est félicitée des efforts consentis par les Etats membres pour le respect des critères de convergence. Elle les a exhortés à accélérer les efforts en cours, pour rendre effective la consolidation budgétaire en 2019.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris acte des actions engagées pour la promotion des Partenariats Public-Privé (PPP). Ils ont invité les Organes et Institutions de l'Union à accélérer la mise en place du cadre réglementaire y relatif, en vue d'accroître la participation du secteur privé au financement du développement.

S'agissant de la revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires au sein de l'Union, la Conférence s'est félicitée des avancées notables enregistrées en matière de transposition et d'application des textes communautaires.

La Conférence a apprécié les résultats obtenus par la Banque Centrale dans la mise en œuvre du plan d'actions pour la consolidation de la viabilité du secteur de la microfinance, qui ont permis d'enregistrer des avancées dans l'assainissement du secteur. Elle a également salué l'amendement de la Loi portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés, en vue de l'exercice des opérations de finance islamique par les institutions de microfinance. Elle a invité les Etats membres de l'Union à diligenter la transposition de ce nouveau texte dans leur ordre juridique interne.

La Conférence s'est félicitée de la décision du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO d'admettre au refinancement de la Banque Centrale, les créances détenues par les établissements de crédit sur les entreprises éligibles au dispositif de financement des PME/PMI dans l'Union. Elle a exhorté l'ensemble des acteurs concernés à procéder à la mise en œuvre des actions qui leur incombent, en vue d'une opérationnalisation rapide du dispositif.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué les actions réalisées en matière de stabilité financière dans l'espace communautaire, en particulier, l'adoption d'une nouvelle Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA, qui fait de cet Organe, l'Autorité supranationale de supervision et de résolution des crises bancaires dans l'Union.

Ils ont également pris connaissance du dispositif déployé par la BCEAO pour accompagner les établissements de crédit dans la mise en œuvre des réformes comptable et prudentielle dans l'UEMOA. Ils ont encouragé la Banque Centrale à poursuivre ses actions en faveur de la consolidation de la stabilité financière dans l'espace communautaire.

La Conférence a apprécié les avancées réalisées avec l'appui de l'Agence UMOA-

Titres, pour améliorer le taux de couverture des opérations des Etats membres sur le marché financier régional, à travers la mise en place des émissions simultanées et des obligations synthétiques offrant l'opportunité à un Etat d'émettre le même jour plusieurs titres de maturités différentes pour mieux répondre aux attentes des investisseurs.

La Conférence a pris acte de la consolidation progressive des activités du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'UEMOA. Elle a exhorté la Banque Centrale à poursuivre ses actions afin d'accroître significativement le volume de données disponibles dans la base du BIC, pour une meilleure couverture de la population de l'Union.

Enfin, la Conférence a félicité le Président de la Commission de l'UEMOA, le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement, le Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers, ainsi que le personnel de tous les Organes et Institutions de l'UEMOA, pour les résultats obtenus dans la mise en œuvre des programmes et projets communautaires.

5.1.2 - Conseil des Ministres

Au cours de l'exercice 2018, la composition du Conseil des Ministres de l'Union a connu les changements ci-après.

- Au titre du Burkina Faso, Monsieur Paul Robert TIENDREBEOGO, Ministre de l'Intégration Africaine et des Burkinabé de l'Extérieur, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 1^{er} juin 2018, en remplacement de Monsieur Eric W. BOUGOUMA.
- Au titre de la République de Guinée-Bissau, Monsieur Aristide GOMES, Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Finances, a été désigné membre du

Conseil, pour compter du 25 avril 2018, en remplacement de Monsieur Joao Alage Mamadu FADIA.

- Monsieur Suleimane SEIDI, Secrétaire d'Etat au Trésor, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 16 mai 2018, en remplacement de Monsieur José BIAI.
- Au titre de la République du Mali, Monsieur Sambou WAGUE, Ministre de l'Energie et de l'Eau, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 17 septembre 2018, en remplacement de Monsieur Abdel Karim KONATE.

Au cours de l'année 2018, le Conseil des Ministres a tenu quatre (4) sessions ordinaires, dont celle du 23 mars 2018 à Dakar, sous la présidence de Monsieur Amadou BA, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan de la République du Sénégal, son Président statutaire sortant. Le Conseil s'est ensuite réuni le 29 juin 2018 au Siège de la BCEAO à Dakar, le 21 septembre 2018 à l'Agence Principale de la BCEAO à Abidjan et le 21 décembre 2018 au Siège de la BCEAO à Dakar, sous la présidence de Monsieur Romuald WADAGNI, Ministre de l'Economie et des Finances de la République du Bénin, son nouveau Président statutaire.

Le Conseil des Ministres a également tenu le 29 juin 2018 au Siège de la BCEAO à Dakar, une session extraordinaire en vue de préparer la 20^e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 30 juillet 2018.

Lors des sessions ordinaires, les Ministres ont examiné la conjoncture internationale ainsi que l'activité économique dans les Etats membres de l'UEMOA.

Au cours de sa session ordinaire du 23 mars 2018, le Conseil des Ministres a noté la bonne dynamique de l'activité économique au quatrième trimestre 2017. En

effet, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est établi à 6,5%, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2017 après 6,7% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2017, le PIB de l'Union a progressé de 6,7%, contre 6,6% en 2016. En perspective, le taux de croissance économique ressortirait à 6,8% en 2018.

Le Conseil a relevé la baisse du taux d'inflation, ressorti à 0,9% au quatrième trimestre 2017, après +1,2% un trimestre plus tôt.

Les Ministres ont également noté une accentuation des déficits budgétaire et extérieur des pays de l'Union. En effet, l'exécution des budgets des Etats dégagerait un solde négatif de 4,6% du PIB en 2017, après 4,4% en 2016. Quant aux transactions courantes avec l'extérieur, elles ont conduit à un déficit de 7,2% du PIB après 5,3% en 2016. Pour faire évoluer le déficit budgétaire vers la norme communautaire de 3,0% du PIB en 2019 et renforcer la viabilité extérieure des économies de l'Union, le Conseil des Ministres a notamment recommandé la rationalisation des dépenses publiques et le renforcement de la mobilisation des recettes fiscales. Pour soutenir le financement du déficit extérieur, le Conseil a également recommandé le rapatriement effectif des recettes d'exportation.

Les Ministres ont, en outre, approuvé les comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2017 et procédé à l'affectation de ses résultats.

Le Conseil a, par ailleurs, approuvé le projet de révision de la politique de sélection des Contrôleurs externes de la BCEAO. Il a également procédé à la mise en place des Collèges de Supervision et de Résolution institués par l'Annexe révisée à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA.

Le Conseil des Ministres a été informé des conclusions de la réunion du Comité de

Politique Monétaire de la BCEAO du 7 mars 2018, des perspectives révisées d'évolution des économies de l'Union en 2018 et 2019, des conclusions des consultations régionales au titre de l'article IV des Statuts du FMI, tenues à Dakar du 18 au 24 janvier 2018 et de l'état d'avancement du projet de promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC). Il a également pris connaissance des conclusions de l'examen, par le Conseil d'Administration du FMI, du rapport des Services du Fonds sur la conception des programmes dans les unions monétaires et de la situation du rapatriement des recettes d'exportation dans les pays membres de l'UEMOA au titre de l'année 2017.

Au cours de sa session ordinaire du 29 juin 2018, le Conseil des Ministres a noté la poursuite de la bonne tendance de l'activité économique. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est établi à 6,5%, en glissement annuel, au premier trimestre 2018 après 6,4% le trimestre précédent. Pour l'année 2017, le PIB de l'Union a progressé de 6,6%, après 6,5% en 2016. Au titre de l'année 2018, le taux de croissance économique est attendu à 6,8%.

Le Conseil a relevé la hausse modérée du niveau général des prix à 0,9% au premier trimestre 2018.

Les Ministres ont également noté que l'exécution des budgets des pays de l'UEMOA dégagerait un solde déficitaire de 3,8% du PIB en 2018, après 4,2% en 2017. Quant aux transactions courantes avec l'extérieur, elles se solderaient par un déficit de 7,0% du PIB en 2018 après celui de 6,7% observé en 2017. Pour conforter l'effort de consolidation budgétaire vers la norme communautaire de 3,0% du PIB en 2019, le Conseil des Ministres a notamment recommandé un renforcement de la capacité de mobilisation des recettes fiscales et une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques au sein de l'Union.

Les Ministres ont approuvé la désignation des Représentants des Etats membres au Conseil d'Administration du Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA.

En outre, le Conseil des Ministres a été informé des conclusions de la réunion du Comité de Politique Monétaire (CPM) du 6 juin 2018, de l'état d'avancement du projet de promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) et de l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale régionale au titre de l'année 2016. Les Ministres ont également pris connaissance des activités des Cellules Nationales de Traitement des Informations Financières (CENTIF) au titre de l'année 2017.

Au cours de sa session ordinaire du 21 septembre 2018, le Conseil des Ministres a relevé une dynamique favorable de la conjoncture économique, monétaire et financière. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est maintenu à 6,5%, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2018. Le PIB de l'Union est attendu en hausse de 6,8% en 2018, après une progression de 6,7% en 2017.

Le Conseil a noté la décélération de l'inflation. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 0,7% au deuxième trimestre 2018, après 0,9% le trimestre précédent.

Les Ministres ont également relevé que l'exécution des budgets des Etats s'est soldée par une atténuation du déficit budgétaire, le ratio base engagements, dons compris, se situant à 2,2% du PIB au premier semestre 2018 contre 2,6% à la même période de l'année passée. Quant aux transactions courantes avec l'extérieur, elles se solderaient par un déficit de 7,0% du PIB en 2018 après celui de 7,2% observé en 2017.

Pour conforter les performances économiques de l'Union, dans un contexte d'aggravation des tensions commerciales,

les Etats de l'UEMOA devront poursuivre les mesures visant l'amélioration de l'espace budgétaire, le renforcement du capital humain et le maintien d'un climat sociopolitique apaisé.

En application de l'article 56 des Statuts de la BCEAO, le Conseil des Ministres a procédé à la nomination de Messieurs Norbert TOE et Abdoulaye DIOP, en qualité de Vice-Gouverneurs de la Banque Centrale, pour des mandats prenant effet le 1^{er} octobre 2018.

Les Ministres ont approuvé la liste des contrôleurs externes de la BCEAO au titre des exercices 2018 à 2023.

En outre, le Conseil des Ministres a été informé des conclusions de la réunion du Comité de Politique Monétaire du 12 septembre 2018, de l'état d'avancement du projet de promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), de la situation du système bancaire de l'UMOA au titre de l'année 2017 et des efforts de rapatriement des recettes d'exportation dans les pays membres de l'UEMOA au cours de la période récente.

Au cours de sa session ordinaire du 21 décembre 2018, le Conseil des Ministres a relevé la poursuite de la dynamique favorable de la conjoncture économique, monétaire et financière au troisième trimestre 2018. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est élevé à 6,7%, en glissement annuel, après 6,5% un trimestre plus tôt. Le PIB de l'Union est attendu en hausse de 6,6% en 2018, comme en 2017.

Le Conseil a noté une légère hausse des prix. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 0,9% au troisième trimestre 2018 après 0,7% le trimestre précédent.

Les Ministres ont également relevé que l'exécution des budgets des Etats se solde-

rait par une atténuation du déficit global, base engagements, dons compris, qui se situerait à 3,8% du PIB en 2018 après 4,3% en 2017. Quant au déficit du solde des transactions courantes, il baisserait de 0,2 point de pourcentage, en passant de 6,6% du PIB en 2017 à 6,4% en 2018. En outre, en raison de la consolidation des entrées nettes de capitaux, les échanges extérieurs des pays de l'UEMOA se solderaient par un excédent global de 909,5 milliards après 304,1 milliards en 2017.

Pour conforter les performances économiques de l'Union, dans un contexte mondial d'aggravation des tensions commerciales, les Etats devront poursuivre les mesures visant le renforcement durable des bases de la production et des moteurs de la croissance économique, la consolidation de l'espace budgétaire ainsi que le maintien d'un climat sociopolitique et sécuritaire apaisé.

Par ailleurs, les Ministres ont approuvé la nomination du représentant de la République du Sénégal au sein du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA.

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO

Au cours de l'exercice 2018, la composition du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a connu les changements ci-après :

- Au titre de la BCEAO, Monsieur Norbert TOE, nouveau Vice-Gouverneur de l'Institution, est de fait, membre du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, pour compter du 1^{er} octobre 2018, en remplacement de Monsieur Jean-Baptiste COMPAORE, Vice-Gouverneur sortant ;
- Monsieur Abdoulaye DIOP, nouveau Vice-Gouverneur de la BCEAO, est de fait, membre du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, pour compter du 1^{er} octobre 2018, en remplacement

de Monsieur Mamadou DIOP, Vice-Gouverneur sortant.

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu au 31 décembre 2018, quatre (4) réunions ordinaires, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire, respectivement les 7 mars 2018, 5 juin 2018, 12 septembre 2018 et 5 décembre 2018 au Siège de la BCEAO à Dakar.

Au cours de sa session du 7 mars 2018, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente ainsi que les facteurs de risque pouvant peser sur les perspectives à moyen terme de stabilité des prix et de croissance économique de l'Union.

Sur le plan international, le Comité a relevé la poursuite de la consolidation de l'activité économique à l'échelle mondiale au quatrième trimestre 2017. Selon les perspectives économiques du Fonds Monétaire International publiées en janvier 2018, la production mondiale devrait s'inscrire en hausse de 3,9% en 2018 après 3,6% en 2017. Les prix internationaux des principales matières premières exportées par les pays de l'Union ont cependant connu des évolutions contrastées au quatrième trimestre 2017. Les cours de l'huile de palmiste, du cacao, du coton et de l'huile de palme ont progressé, tandis que ceux du café, du caoutchouc, de la noix de cajou et de l'or se sont repliés.

Le Comité a constaté que l'activité économique dans l'Union est demeurée bien orientée au quatrième trimestre 2017. Le taux de croissance du produit intérieur brut, en glissement annuel, est ressorti à 6,5%, après 6,7% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2017, la croissance économique est estimée à 6,7%, après 6,6% en 2016.

Le Comité a noté que sur l'ensemble de l'année 2017, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, est ressorti à 4,6% du PIB contre 4,4% en 2016, pour un objectif communautaire de 3,0% à l'horizon 2019. Dans ces conditions, les efforts de mobilisation des recettes fiscales et de rationalisation des dépenses publiques doivent être poursuivis.

Le Comité a observé que la masse monétaire dans l'Union s'est accrue de 7,5% en glissement annuel au quatrième trimestre 2017, traduisant une consolidation des créances intérieures (9,9%) et une progression des actifs extérieurs nets (9,0%). Le taux d'intérêt moyen trimestriel du marché monétaire est ressorti à 4,12% après 3,20% le trimestre précédent et 3,59% un an plus tôt.

Le Comité a relevé que le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 0,9% au quatrième trimestre 2017 après 1,2% le trimestre précédent. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,5%.

Au regard de ces évolutions, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

Au cours de sa session du 5 juin 2018, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente ainsi que les facteurs de risque pouvant peser sur les perspectives d'inflation et de croissance économique de l'Union.

Sur le plan international, le Comité a relevé que l'activité économique est restée dynamique à l'échelle mondiale au premier trimestre 2018. Sur l'ensemble de l'année,

celle-ci devrait progresser de 3,9% après une hausse de 3,8% en 2017, selon les projections du Fonds Monétaire International, publiées en avril 2018. Les prix internationaux des principales matières premières exportées par les pays de l'Union ont connu des évolutions contrastées durant le premier trimestre 2018. Les cours du pétrole, de la noix de cajou, du coton, du cacao et de l'or ont progressé, tandis que ceux de l'huile de palmiste, de l'huile de palme, du café et du caoutchouc se sont repliés.

Le Comité a noté que l'activité économique dans l'Union est demeurée vigoureuse au premier trimestre 2018. La progression du produit intérieur brut réel, soutenue principalement par la demande intérieure, est ressortie à 6,5%, en glissement annuel, après 6,4% le trimestre précédent.

Le Comité a observé que le taux d'accroissement de la masse monétaire dans l'Union s'est élevé à 8,8%, en glissement annuel, au premier trimestre 2018, reflétant une consolidation des actifs extérieurs nets (+66,1%) et une progression des créances intérieures (+3,8%). Le taux d'intérêt moyen trimestriel du marché monétaire est ressorti à 4,50% contre 4,10% le trimestre précédent. Le Comité a, toutefois, noté une tendance à la décreue des taux du marché monétaire sur les deux premiers mois du deuxième trimestre 2018.

Le Comité a relevé que le taux d'inflation, en glissement annuel, ressorti à 0,9% au premier trimestre 2018, est resté stable par rapport au trimestre précédent. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,5%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

Le Comité a constaté que le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, prévu par les Etats pour l'ensemble de l'année 2018 est attendu à 3,8% du PIB contre 4,2% en 2017, pour un objectif com-

munautaire de 3,0% à l'horizon 2019. Dans ces conditions, les efforts de mobilisation des recettes et de rationalisation des dépenses publiques doivent être poursuivis.

Au regard de ces évolutions, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

Au cours de sa session ordinaire du 12 septembre 2018, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente ainsi que les facteurs de risque pouvant peser sur les perspectives d'inflation à moyen terme et de croissance économique de l'Union.

Sur le plan international, le Comité a relevé que l'activité économique mondiale a été dans l'ensemble bien orientée au deuxième trimestre 2018. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International, la croissance de l'économie mondiale devrait se situer à 3,9% en 2018 après 3,8% en 2017. Les prix internationaux des principales matières premières exportées par les pays de l'Union ont connu des évolutions contrastées durant le deuxième trimestre 2018. Les cours du pétrole, du cacao et du coton ont augmenté tandis que ceux de l'huile de palmiste, de la noix de cajou, de l'huile de palme, de l'or, du café et du caoutchouc se sont repliés.

Au sein de l'Union, le Comité a noté que l'activité économique est demeurée vigoureuse au deuxième trimestre 2018. La progression du produit intérieur brut réel, soutenue principalement par la demande intérieure, est ressortie à 6,5%, en glissement annuel, au même niveau que le trimestre précédent.

Le Comité a constaté que le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, est attendu en 2018 à 3,8% du PIB, selon les données des services officiels, contre 4,2% en 2017, pour un objectif communautaire de 3,0% à l'horizon 2019. Dans ces conditions, le Comité de Politique Monétaire recommande aux Etats d'accélérer la mise en œuvre des mesures visant le respect de la norme communautaire.

Examinant la situation monétaire de l'Union, le Comité a observé une croissance de 9,2% de la masse monétaire, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2018, reflétant une consolidation des actifs extérieurs nets (+23,9%) et une progression des créances intérieures (+7,4%). Il a globalement noté une détente des taux du marché monétaire durant le deuxième trimestre 2018. Le taux d'intérêt moyen trimestriel du marché monétaire est ressorti à 3,77% contre 4,50% le trimestre précédent.

Le Comité a relevé que le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti à 0,7% au deuxième trimestre 2018, après 0,9% au trimestre précédent. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,4%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

Au regard de ces évolutions, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

Au cours de sa session ordinaire du 5 décembre 2018, le Comité a passé en revue les principales évolutions qui ont marqué la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente ainsi que les facteurs de risque

pouvant peser sur les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique de l'Union.

Sur le plan international, le Comité a relevé que le rythme de progression de l'activité économique mondiale a été dans l'ensemble modéré au troisième trimestre 2018 dans un contexte marqué par la hausse des tensions dans les relations commerciales et sur les marchés financiers. Selon les dernières données publiées, en octobre 2018, par le Fonds Monétaire International, la croissance de l'économie mondiale se situerait à 3,7% en 2018 et en 2019. Sur les marchés internationaux des principales matières premières, les cours des produits exportés par les pays de l'Union se sont repliés durant le troisième trimestre 2018, à l'exception de ceux du pétrole. Les baisses les plus importantes ont concerné la noix de cajou, l'huile de palme, le cacao, le café, l'or et l'huile de palmiste.

Au niveau interne, la croissance de l'activité économique est demeurée robuste au troisième trimestre 2018, en se situant à 6,7%, en glissement annuel, après 6,5% un trimestre plus tôt. Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance économique est attendue à 6,6% comme en 2017.

Au titre des finances publiques, le Comité a relevé une atténuation du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, attendu en 2018 à 3,9% du PIB, selon les données des Services officiels, contre 4,3% en 2017. Dans ces conditions, le Comité a recommandé aux Etats de poursuivre les efforts dans la mise en œuvre des mesures visant le respect de la norme communautaire de 3,0% à l'horizon 2019.

La situation monétaire de l'Union au troisième trimestre 2018 a été marquée par une hausse de la masse monétaire de 9,8%, en glissement annuel, soutenue par la progression des créances intérieures (+8,0%), les actifs extérieurs nets s'étant repliés. Sur le

marché monétaire, la détente des taux s'est poursuivie pour le second trimestre consécutif. Le taux d'intérêt moyen trimestriel du marché monétaire s'est situé à 2,50% contre 3,77% le trimestre précédent.

Le Comité a noté une légère hausse des prix en rythme annuel au troisième trimestre 2018. Le taux d'inflation s'est situé à 0,9%, après 0,7% un trimestre plus tôt. A l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,4%, en ligne avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,50%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure fixé à 3,0%.

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO

En 2018, la composition du Conseil d'Administration de la BCEAO a connu les changements ci-après :

- Au titre du Burkina Faso, Monsieur Célestin Santéré SANON, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, a été nommé représentant du Burkina au sein du Conseil d'Administration de la Banque Centrale, pour compter du 5 novembre 2018, en remplacement de Monsieur Naby Abraham OUATTARA.
- Au titre de la République du Mali, Madame Aoua SYLLA BARRY, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, a été nommée représentante du Mali au sein du Conseil d'Administration de la BCEAO, pour compter du 21 novembre 2018, en remplacement de Madame Zamilatou Cisse SIDIBE.

- Au titre de la République du Niger, Monsieur Habou HAMIDINE, Secrétaire Général du Ministère des Finances, a été nommé représentant du Niger au sein du Conseil d'Administration de la BCEAO, pour compter du 5 janvier 2018, en remplacement de Monsieur Taher HASSANE.

- Au titre de la République Française, Monsieur Yves CHARPENTIER, Conseiller financier pour l'Afrique de l'Ouest à la Direction Générale du Trésor, a été nommé représentant de la France au sein du Conseil d'Administration de la BCEAO, pour compter du 12 décembre 2018, en remplacement de Monsieur Cyril ROUSSEAU.

Au 31 décembre 2018, le Conseil a tenu deux (2) sessions ordinaires, le 22 mars et le 20 décembre 2018 au Siège de la BCEAO à Dakar, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 22 mars 2018, le Conseil a notamment examiné les comptes et les états financiers de la BCEAO établis au 31 décembre 2017, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et aux règles comptables spécifiques de la BCEAO. Il a pris connaissance des rapports du Commissaire Contrôleur de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2017.

Le Conseil a été également informé des conclusions des travaux du Comité d'Audit de la BCEAO, qui s'est réuni le 20 mars 2017, dans les locaux du Siège, à l'effet notamment d'examiner les états financiers et d'apprécier la qualité du dispositif de contrôle interne.

Le Conseil a, par ailleurs, émis un avis favorable sur la révision de la Politique de sélection des Contrôleurs externes de la Banque Centrale. Enfin, le Conseil a été informé du Rapport annuel 2017 de la BCEAO.

Au terme de ses travaux, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de la BCEAO au 31 décembre 2017. A cet égard, il a félicité la Banque Centrale pour les résultats obtenus et a décidé de soumettre les états financiers ainsi arrêtés à l'approbation du Conseil des Ministres de l'Union.

Au cours de sa session ordinaire du 20 décembre 2018, le Conseil a examiné et approuvé le budget de l'Institut d'émission pour l'exercice 2019.

Il a, en outre, approuvé la proposition de recours à un expert en audit et en information financière pour appuyer le Comité d'Audit.

Le Conseil a également pris connaissance de la suspension du rachat, par la Banque Centrale, des parts de la Société Africaine de Raffinage de l'immeuble détenu en copropriété à Dakar, au Sénégal.

Par ailleurs, à la suite des travaux du Comité d'Audit de la BCEAO qui s'est réuni le 18 décembre 2018 à Dakar, le Conseil a pris acte de son programme de travail au titre de l'année 2019.

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO

Au cours de l'exercice sous revue, la composition du Comité a connu les changements ci-après :

- Monsieur Naby Abraham OUATTARA, Administrateur du Burkina Faso, a été nommé membre du Comité d'Audit de la BCEAO, pour compter du 1^{er} avril 2018, en remplacement de Monsieur Habou HAMIDINE, membre sortant de la République du Niger.
- Monsieur Célestin Santéré SANON, Administrateur du Burkina Faso, a été nommé membre du Comité d'Audit de la BCEAO, pour compter du 5 novembre 2018, en remplacement de Monsieur Naby Abraham OUATTARA.

Le Comité d'Audit de la BCEAO a tenu au 31 décembre 2018, deux (2) réunions ordinaires dans les locaux du Siège de la BCEAO à Dakar, respectivement le 20 mars 2018, sous la présidence de Monsieur Adama Racine SOW, son Président statutaire sortant et le 18 décembre 2018, sous la présidence de Monsieur Oumara KARIMOU ASSOUMA, son nouveau Président statutaire. Les membres du Comité, ont par ailleurs, tenu une réunion extraordinaire le 29 août 2018 par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Oumara KARIMOU ASSOUMA. Cette session était consacrée à l'examen du dossier portant sur la désignation des Contrôleurs externes de la BCEAO.

Au cours de sa session du 20 mars 2018, le Comité a noté avec satisfaction, à l'issue de la présentation des états financiers par les Services de la Banque et des rapports d'audit par le Commissaire Contrôleur, la forte augmentation du résultat net de la Banque en 2017 (+22%), pour la deuxième année consécutive. Cette performance résulte de la progression des produits nets d'intérêts (+15%), imputable essentiellement aux concours aux établissements de crédit.

Le Comité a relevé l'opinion positive du Commissaire Contrôleur sur la régularité et la sincérité des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017, la qualité du dispositif de contrôle interne de la Banque et le respect des dispositions de la Convention de Compte d'Opérations.

Au terme de l'examen des états financiers, le Comité d'Audit a adressé ses vives félicitations au Gouverneur et au personnel de la Banque Centrale pour les résultats obtenus et a recommandé au Conseil d'Administration d'arrêter les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017, tels qu'ils lui ont été soumis.

Le Comité a pris acte des résultats de l'évaluation des prestations du Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux au

terme de leurs mandats couvrant les exercices 2015, 2016 et 2017.

Il a émis un avis favorable sur le projet de révision de la politique de sélection des contrôleurs externes de la BCEAO, qui prend en compte l'évolution de l'environnement interne de la Banque et les meilleures pratiques internationales en la matière.

Il a approuvé la Charte d'audit interne révisée qui intègre les évolutions récentes des normes internationales régissant la profession d'audit interne.

Par ailleurs, le Comité a pris connaissance des résultats satisfaisants de l'auto-évaluation de l'audit interne et de l'enquête sur la qualité des prestations des missions de contrôle, réalisées en 2017 dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'assurance et d'amélioration de la qualité de l'audit interne de la Banque Centrale.

Il a examiné le rapport sur les activités de contrôle au titre de l'exercice 2017 ainsi que le rapport annuel sur les risques de l'exercice précédent. Il a pris bonne note du dispositif de contrôle des opérations de la Direction des Opérations de Marché. Au total, il a relevé avec satisfaction les actions mises en œuvre par la Banque pour la maîtrise des risques inhérents à ses activités.

Le Comité a noté la prise en charge diligente de ses précédentes recommandations ainsi que la mise en œuvre satisfaisante de celles issues des audits interne et externe.

Enfin, le Comité a félicité les Services de la Banque Centrale, le Commissaire Contrôleur et les Contrôleurs Nationaux pour la qualité des documents produits et la clarté des présentations.

Au cours de sa session du 18 décembre 2018, le Comité a salué les performances de la Banque dans la réalisation de son plan d'audit de l'année 2018. Il a également approuvé le programme annuel des

audits de 2019, qui couvre les principaux domaines d'activités sensibles de la Banque et les risques émergents, notamment ceux liés à la cybersécurité. Il a encouragé la Banque à prendre les dispositions nécessaires pour maintenir le rythme d'exécution des missions d'audit interne.

Le Comité d'Audit a, en outre, adopté son programme de travail au titre de l'année 2019. Celui-ci comporte deux sessions ordinaires en mars et décembre, dédiées notamment à l'examen des états financiers de la BCEAO au titre de l'exercice 2018 et du programme des missions d'audit interne en 2020.

Il a pris acte de l'état de mise en œuvre de ses recommandations ainsi que celles formulées par les missions d'audit interne et externe.

Le Comité a pris connaissance de la lettre de mission du Commissaire Contrôleur au titre de l'exercice 2018 et des conclusions de ses travaux au 31 octobre 2018. Il a noté que le programme d'intervention et l'organisation des travaux proposés pour le contrôle des comptes sont conformes aux dispositions contractuelles. Il s'est félicité des moyens déployés par le Commissaire Contrôleur pour l'exécution de sa mission.

Le Comité s'est doté d'un cadre d'auto-évaluation de son fonctionnement, inspiré des meilleures pratiques internationales.

Par ailleurs, le Comité a examiné la proposition de recourir à un expert en audit et en information financière pour l'appuyer dans l'accomplissement de sa mission. Il a émis un avis favorable sur cette proposition et a recommandé au Conseil d'Administration de la Banque d'autoriser sa mise en œuvre.

Enfin, le Comité d'Audit a pris connaissance du rapport annuel sur les risques opérationnels au titre de l'année 2017. Il a apprécié la pertinence du rapport qui donne une assurance raisonnable sur la qualité de la gestion des risques à la BCEAO.

5.2 – ADMINISTRATION DE LA BCEAO

5.2.1 - Gestion des ressources humaines

5.2.1.1 - Effectif

Au 31 décembre 2018, l'effectif global du personnel de la Banque Centrale, tous corps confondus, s'est établi à 3.615 agents, en baisse de 18 personnes par rapport à son niveau du 31 décembre 2017 ressorti à 3.633 agents, soit une diminution de 0,5%. Il comprend 3.558 agents en activité sur les sites de la BCEAO et 57 agents en position de détachement ou de disponibilité.

L'effectif global est réparti comme suit :

- membres du Haut Management et Directeurs : 100, soit 2,8% ;
- agents d'encadrement : 1.045, soit 28,9% ;
- membres du Personnel Administratif et

Technique (PAT) : 2.470, soit 68,3%;

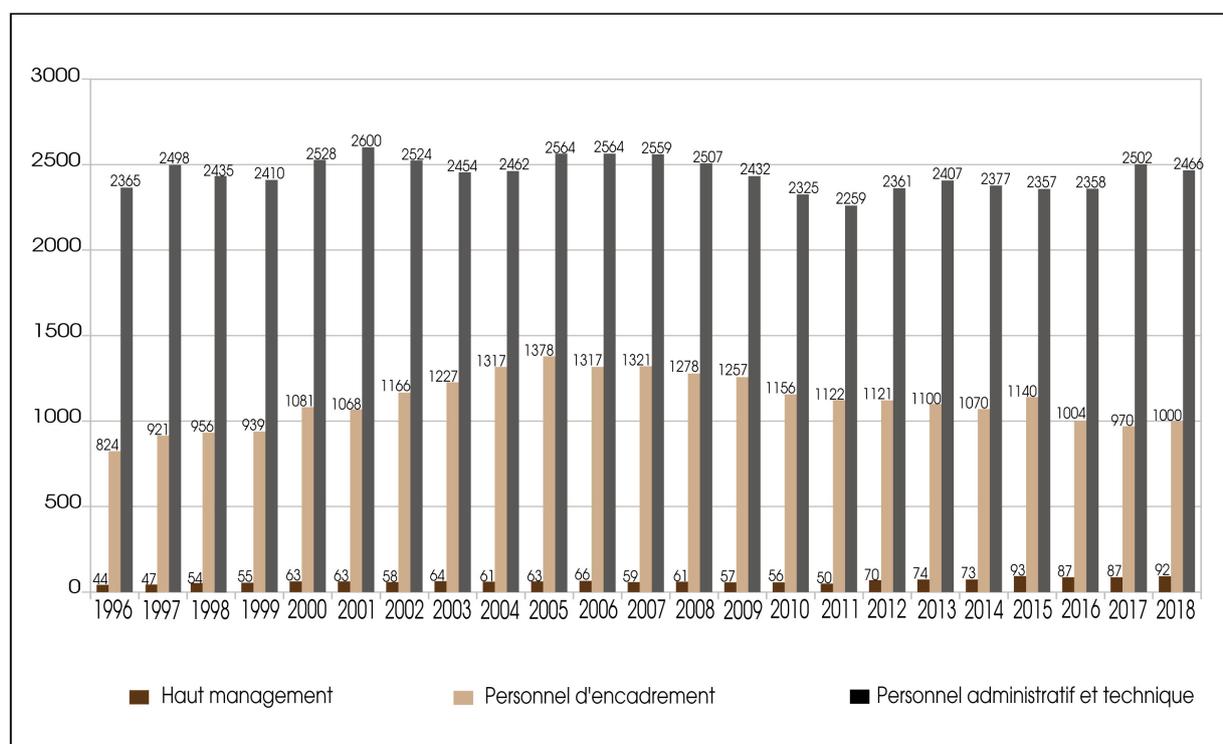
- personnel féminin : 1.451 agents, soit 40,1% ;

- personnel masculin : 2.164 agents représentant 59,9%.

L'effectif en activité (3.558), en baisse de 22 personnes (0,6%) par rapport à son niveau du 31 décembre 2017, est réparti comme suit :

- Siège : 712 agents ;
- Directions Nationales (Agences Principales et Auxiliaires) : 2.706 agents ;
- Représentation de la Banque Centrale auprès des Institutions Européennes de Coopération : 4 agents, dont un membre du PAT ;
- Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA : 136 agents.

Graphique 7 : évolution des effectifs de la BCEAO de 1996 à 2018



(*) : Effectifs ne tenant pas compte des agents en position de détachement et de disponibilité.

Source : BCEAO.

5.2.1.2 - Formation

5.2.1.2.1 - Renforcement des capacités et actions de formation

Au cours de l'exercice 2018, le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) de la BCEAO a, conformément à la mission qui lui a été assignée, mis en œuvre les différents programmes de formation en faveur du personnel de la BCEAO ainsi que des agents issus des administrations économiques et financières, des établissements de crédit de l'UEMOA et des banques centrales partenaires.

En ce qui concerne la **formation du personnel de la BCEAO**, les activités se sont traduites par la mise en œuvre du plan annuel de formation, de la formation qualifiante, d'une formation d'intégration ainsi que d'autres actions de renforcement de capacités non inscrites au plan de formation.

Au titre de la **Formation permanente du personnel**, cent trente (130) sessions de formation ont été réalisées au cours de la période sous revue, dont cinquante-neuf (59) formations à l'extérieur, soixante-trois (63) séminaires dont trente-sept (37) en présentiel, seize (16) par visioconférence et huit (8) en formation décentralisée.

Les thématiques abordées ont principalement porté sur les opérations financières, la capacité rédactionnelle, la pratique des IFRS (International Financial Reporting Standards), le référentiel comptable des systèmes financiers décentralisés, les exigences de la nouvelle version de la norme ISO 9001 : 2015, les fondamentaux des messages SWIFT, la gestion des contrefaçons et des billets maculés, le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu, les systèmes d'information, la stratégie et les données d'inclusion financière, les diagnostics macroéconomiques, les aspects pratiques de l'établissement des statistiques d'investissements directs, la surveillance du

secteur financier, la croissance inclusive, l'analyse de données de l'inclusion financière, les techniques de lutte contre la malveillance, la passation des marchés, la programmation et les politiques financières, la gestion des réserves de change, les problèmes économiques de l'intégration régionale et la gestion de portefeuilles obligataires.

Ces formations se sont déroulées en partenariat avec plusieurs institutions, notamment la Banque du Portugal, la Banque d'Angleterre, l'Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) du Fonds Monétaire International (FMI), l'Institut Bancaire et Financier International (IBFI) de la Banque de France, la Banque Mondiale (BM), la Banque des Règlements Internationaux (BRI), la Federal Reserve Bank of New York (FED), l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), le Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA (GIM-UEMOA), AFRITAC de l'Ouest, ainsi que d'autres structures de formation privées tels que la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC) de France, l'Institut DEMOS, le groupe Schneider Electric, le Cabinet UNIDDEV, le Service d'Accompagnement de l'Humanité dans les Actions de Recherche Appliquée (SAHARA) ainsi que le Centre National de Prévention et de Protection (CNPP).

La Formation d'intégration des agents nouvellement recrutés par la BCEAO a enregistré la participation de soixante-deux (62) agents recrutés par la Banque au titre des exercices 2016, 2017 et 2018. Elle s'est déroulée en deux (2) phases, à savoir une première session par visioconférence, du 4 au 13 juin 2018, et une seconde, en présentiel du 18 au 22 juin 2018. L'objectif visé était de permettre aux nouvelles recrues de s'imprégner de la culture d'entreprise de la Banque Centrale.

Quant au Programme de Formation Professionnelle Qualifiante, il a démarré le 30 mars 2017 et s'est achevé le 15 mars 2018 pour les quatre-vingt (80) lauréats retenus à

l'issue du test. Cette formation vise à renforcer sensiblement le niveau de qualification des agents et à leur donner les aptitudes nécessaires en vue de favoriser leur accès à des postes d'encadrement, sur la base d'une réforme de la politique d'emploi privilégiant désormais le recours au recrutement interne pour combler les besoins en personnel d'encadrement.

Au plan de la **Formation diplômante**, le COFEB a procédé à l'administration de la 40^e promotion, dont la formation théorique s'est déroulée, du 6 novembre 2017 au 27 juillet 2018, conformément aux normes du système académique international « Licence-Master-Doctorat » (LMD).

Cette formation a enregistré la participation de trente (30) auditeurs, dont vingt-cinq (25) ressortissants des Etats membres de l'Union, trois (3) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) et deux (2) de la Banque Centrale du Congo (BCC).

S'agissant de la 41^e promotion du cycle diplômant du COFEB, cent sept (107) candidats sur les cent seize (116) prévus ont effectivement pris part au test de pré-requis tenu le 12 juin 2018, soit un taux de participation de 92,24%.

Les enseignements relatifs à la pré-session ont démarré le 5 novembre 2018 au profit des trente-deux (32) auditeurs retenus, dont trente et un (31) proviennent des Etats membres de l'Union et un (1) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG).

5.2.1.2.2 - Conférences-actualité

Dans le cadre de la sensibilisation du public sur l'actualité économique, monétaire et financière, le COFEB a organisé quatre (4) conférences-actualité sur les thèmes suivants :

- « *La mobilisation des ressources fiscales et la lutte contre la pauvreté et les inégalités*

dans les pays en développement » animée par le Professeur Anne Sophie ROBILLARD, Chargée de Recherche à l'UMR DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation), à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et à l'Université Paris-Dauphine, le 14 juin 2018 ;

- « *Modélisation et simulation des effets du capital humain et de la fiscalité sur la croissance économique et le bien-être* » animée par Monsieur Mbaye DIENE, Professeur Titulaire en sciences économiques à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta DIOP (UCAD) de Dakar, Professeur de rang associé au COFEB, le 13 juillet 2018 ;
- « *L'Afrique sub-saharienne et la gestion de ses intégrations régionales* », animée par le Professeur Patrick PLANE, Maître de Conférences du Centre d'Etudes et de Recherche en Développement International (CERDI) de Clermont-Ferrand, le 25 juillet 2018 ;
- « *Activités bancaires transfrontalières et innovation financière : nouvelles tendances et implications pour l'inclusion financière dans l'UEMOA* », présentée par le Professeur Issouf SOUMARE, Professeur Titulaire à la Faculté des Sciences de l'Administration de l'Université Laval (Canada), le 22 novembre 2018.

5.2.1.2.3 - Formation des agents des administrations économiques et financières, des établissements de crédit, des systèmes financiers décentralisés et institutions partenaires

Des formations qualifiantes de courte durée ont été organisées conformément aux besoins recueillis auprès des établissements de crédit. Elles ont été réalisées dans un contexte de large ouverture, en relation avec l'Agence de Transfert de Technologie Financière (ATTF) du Luxembourg, l'Université Paris-Dauphine et

l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris (HEC-Paris).

Ainsi, un Parcours de formation et de coaching, visant l'accompagnement des établissements de crédit dans la transposition des accords de Bâle II et Bâle III dans la Zone UEMOA, a été conjointement organisé avec ATTF. Ce Parcours, composé de quatre (4) sessions, a regroupé des cadres en provenance de trente-quatre (34) établissements de crédit issus des huit (8) Etats membres de l'Union.

Une conférence dédiée aux membres des structures de gouvernance s'est tenue le 28 mai 2018, en présence de quarante-six (46) Directeurs Généraux et membres de Conseils d'Administration des Banques. Ce Parcours s'est achevé par la restitution des travaux de groupe au cours d'une session plénière qui s'est déroulée du 3 au 5 décembre 2018 à Dakar (Sénégal), en présence des Directeurs Généraux et membres de Conseils d'Administration des Banques.

En plus de ce Parcours, un séminaire sur le contrôle et l'audit internes a été organisé du 25 au 29 juin 2018 à Dakar (Sénégal), à l'intention des établissements de crédit de l'Union. La session regroupant trente (30) participants a été animée par un Consultant de l'ATTF du Luxembourg. Il a été également organisé un séminaire sur l'introduction à la cybersécurité, du 3 au 5 décembre 2018, dans les locaux de la Banque Centrale à Dakar.

Au titre du Programme BCEAO/HEC-Paris de renforcement des capacités managériales du secteur bancaire de l'Union, il a été mis en oeuvre un Parcours de Management Général (PMG) de type « *Certificat Executive Management Général des Activités Bancaires (CEMGAB)* » à Dakar et un Parcours de type « *Certificat Executive de Management des Ressources Humaines (CEMRH)* », à Abidjan.

Dans le cadre de la mise en oeuvre des actions du Programme BCEAO/BEAC/BCC

de renforcement des capacités des agents issus des administrations économiques et financières et des banques centrales des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique Centrale et des Comores, deux (2) séminaires régionaux ont été organisés sur les thèmes suivants :

- « *Evaluation économique des projets : une analyse coût-bénéfice (ACB)* » en collaboration avec l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) de Montréal (Canada), à Dakar, du 9 au 13 avril 2018 ;
- « *Analyse de la viabilité de la dette (AVD)* », à Douala, du 30 juillet au 3 août 2018.

En plus de ces séminaires régionaux du Programme, un séminaire sous régional sur le thème « *Marchés financiers et financement du développement dans les Etats membres de l'UEMOA* » a été organisé à Dakar, du 17 au 21 décembre 2018. Il a regroupé vingt-six (26) participants issus des administrations économiques et financières des Etats membres de l'UEMOA et un agent de la BCEAO.

En sus des actions de ce Programme, deux (2) séminaires ayant respectivement pour thème « *Supervision du risque de crédit selon l'approche par les risques* » et « *Programmation et Politiques financières* » ont été organisés conjointement avec AFRITAC de l'Ouest.

A l'intention des Magistrats des Etats Membres de l'Union, le COFEB a organisé avec la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) de la Banque, une session de formation des formateurs sur la vulgarisation des textes de base de l'UEMOA et de la BCEAO, du 17 au 19 octobre 2018 dans les locaux du Siège.

En outre, à la demande de la Direction de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires, le COFEB a mis en oeuvre une formation conjointe avec l'Université Paris-

Dauphine sur la gestion de la trésorerie dans les banques et le marché monétaire de l'UEMOA, du 4 au 8 décembre 2018 dans les locaux de la Banque Centrale. Cette session a regroupé quarante (40) Trésoriers issus des établissements de crédit et deux (2) agents de la BCEAO.

5.2.1.2.4 - Coopération avec les instituts partenaires

Au titre de la coopération avec les instituts partenaires, le COFEB a pris part à la réunion annuelle du Comité Exécutif du Programme de Formation en Microfinance du Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB), qui s'est tenue le 5 avril 2018 à Paris (France), à la rencontre annuelle des Directeurs de formation des Banques Centrales francophones en août à Nouakchott ainsi qu'au Forum des pays partenaires de l'Agence de Transfert de Technologie Financière (ATTF) du 1^{er} au 3 octobre 2018 au Luxembourg. Une délégation de cette Agence a effectué une visite de travail au Siège de la BCEAO du 4 au 6 décembre 2018.

Par ailleurs, une délégation de la Banque Centrale du Congo, en visite au Siège de la BCEAO, a effectué plusieurs séances de travail, notamment avec le COFEB, sur les modalités de la coopération entre les deux institutions et avec la Direction de la Gestion des Carrières et des Compétences (DGCC) sur les actions de formation en management à réaliser en 2019.

Concernant le suivi des activités du Centre Africain d'Etudes Supérieures et de Gestion (CESAG), la 5^e réunion extraordinaire et la 36^e session ordinaire de son Conseil d'Administration se sont tenues sous la présidence du Gouverneur de la BCEAO, Président du Conseil d'Administration du CESAG.

5.2.2 - Patrimoine immobilier

La Banque Centrale a poursuivi en 2018 son programme de consolidation et d'extension

des infrastructures du réseau d'Agences Auxiliaires et de réalisation de son Centre de Traitement Fiduciaire.

Au titre de l'extension du réseau d'Agences Auxiliaires, les entreprises en charge des travaux de construction des Agences de Kayes au Mali, Tahoua au Niger et Saint-Louis au Sénégal ont été sélectionnées à la suite des appels d'offres organisés. Les travaux de construction ont démarré à Kayes et Tahoua. Quant à l'Agence Auxiliaire de Saint-Louis, les démarches sont en cours avec les services concernés de la République du Sénégal pour la disponibilité de la parcelle attribuée à la Banque Centrale.

Dans le cadre de la consolidation du patrimoine immobilier, les travaux d'extension et de réhabilitation des immeubles de l'Agence Auxiliaire de Bobo-Dioulasso ont démarré au cours du deuxième trimestre 2018 après le choix des entreprises par appel à concurrence. S'agissant de la réhabilitation et de l'extension des immeubles des Agences Auxiliaires de Maradi et Zinder, les appels d'offres organisés ont permis de sélectionner les entreprises qui démarreront les travaux au cours du premier trimestre 2019. Par ailleurs, des études techniques sont entamées pour mettre aux normes de fonctionnalité et de sécurité les immeubles des Agences Auxiliaires d'Abengourou et de Kaolack, dans la perspective de sélectionner les entreprises devant réaliser les travaux au cours de l'année 2019.

En ce qui concerne le Centre de Traitement Fiduciaire de Yamoussoukro, les travaux ont démarré le 26 mars 2018 et devront être achevés au cours du dernier trimestre 2019.

5.2.3 - Système d'information et de communication

En 2018, la BCEAO a poursuivi la mise en œuvre des projets visant à consolider son portefeuille d'applications informatiques et à

renforcer la sécurité de ses systèmes et réseaux. A cet égard, une nouvelle application de gestion des achats a été mise en production, en remplacement d'une partie des modules du progiciel Oracle Applications. En outre, les outils de collecte de données auprès des Assujettis ont été mis à niveau, en lien avec les évolutions induites par la révision du Plan Comptable Bancaire (PCB) et par l'adoption des normes Bâle II et III. Par ailleurs, plusieurs projets en cours, parmi lesquels, la refonte du système d'information comptable, la modernisation de la Centrale des Bilans, l'automatisation des opérations de marché et celle de la supervision des émetteurs de monnaie électronique, ont enregistré des avancées notables.

S'agissant du renforcement de la sécurité du Système d'Information, les travaux menés dans le cadre de la consolidation de la protection des données bancaires ont été couronnés de succès avec l'obtention en avril 2018 de la certification à la norme internationale PCI-DSS de sécurité des cartes de paiement. En outre, la résilience de la Banque face aux sinistres majeurs a été renforcée avec l'interconnexion par fibre optique des centres de traitement de production à Dakar et celui de secours à Abidjan. Cette nouvelle infrastructure a apporté une amélioration sensible aux tests annuels du Plan de Continuité Informatique et Télécommunications (PCIT).

5.2.4 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle

Les actions menées au cours de l'année 2018 au titre du dispositif de gestion des risques et des activités de contrôle s'inscrivent dans le prolongement de leur alignement sur les standards internationaux. Ces actions ont en particulier porté sur la mise à jour de la **cartographie des risques** et des outils de management de la continuité d'activité, la mise en place de la base d'incidents ainsi que sur le renforcement de la sécurité des systèmes d'information. Les différentes activités de contrôle (contrôle

des opérations, audit interne et contrôle externe) ont été régulièrement conduites au niveau des structures opérationnelles de la Banque.

Les travaux relatifs à la mise à jour annuelle de la cartographie des risques opérationnels ont été réalisés en 2018. Des séances d'accompagnement des structures du Siège et des sites distants ainsi que des Groupes d'Amélioration Processus (GAP) ont été organisées à cet effet. Par ailleurs, le rapport annuel sur les risques pour l'exercice 2017 a été examiné par le Comité des Risques Opérationnels (CRO) et présenté au Comité d'Audit de la Banque. En outre, le dispositif de collecte et de suivi des incidents opérationnels est fonctionnel.

Au titre du **management de la continuité d'activité**, les diligences mises en œuvre dans le cadre du maintien en condition opérationnelle du Plan de Continuité d'Activité (PCA) ont permis d'actualiser les outils de gestion de crise et de continuité d'activité de chaque structure de la Banque. Des tests des dispositifs de secours techniques et utilisateurs ont également été réalisés, afin d'évaluer l'alignement des outils disponibles sur ses besoins en résilience et le niveau de préparation des Services de la Banque. De même, le programme de sensibilisation destiné aux différentes cellules de crise a été poursuivi.

Au niveau de la **sécurité des systèmes d'information**, l'animation du dispositif de lutte contre la cybercriminalité a permis d'enregistrer des avancées notables dans le renforcement et l'amélioration continue de la sécurité des opérations de la Banque Centrale.

L'animation du dispositif de gestion des risques de sécurité de l'information a été assurée par la coordination des actions des différentes entités impliquées dans l'identification et l'évaluation des risques ainsi que par l'accompagnement des

structures opérationnelles dans le choix des options de traitement des risques et dans la sélection des mesures de mitigation appropriées. La cartographie des risques liés à la sécurité de l'information ainsi que le plan de traitement associé font l'objet d'une communication régulière au Comité de Stratégie Informatique (CSI).

Des travaux importants ont également été menés dans le cadre du Customer Security Programme (CSP) de SWIFT, de la certification à la norme PCI DSS, du renforcement de la sécurité des systèmes de paiement opérés par la BCEAO et de la refonte de l'application de traitement des opérations de transferts Hors-UMOA (TRANSFERTS). Ils ont permis d'apporter des améliorations significatives au dispositif de revue des habilitations, à la veille sur les vulnérabilités et les menaces ainsi qu'à l'administration des plate-formes de messagerie financière.

Par ailleurs, plusieurs actions de formation et de sensibilisation à la sécurité de l'information ont été organisées au Siège et au niveau des sites distants, au bénéfice des utilisateurs des systèmes d'information de la BCEAO.

D'autres actions de sensibilisation plus spécifiques ont été menées au profit des utilisateurs des plate-formes de messagerie financière et de tous les agents impliqués dans la monétique. En outre, des sessions de formation, par visioconférence, sur le contrôle interne des structures en charge des systèmes d'information ont été animées, à l'intention des responsables desdites structures, des Contrôleurs des Opérations des Agences Principales et des Chefs d'Agence Auxiliaire.

Les diligences relatives aux activités de **contrôle des opérations** ont porté sur la vérification de la conformité des opérations sur la base d'un plan de contrôle annuel et le suivi de la mise en œuvre des recomman-

dations formulées par les différents corps de contrôle. Ces travaux ont été réalisés par un effectif de Contrôleurs des Opérations de soixante (60) agents au 31 décembre 2018, ainsi que par les Chefs d'Agence Auxiliaire et leurs Assistants.

Dans le cadre du contrôle de la gestion des réserves de change de la BCEAO, les revues trimestrielles du respect des règles édictées en matière d'investissement des réserves de change ont été régulièrement effectuées à l'attention du Comité d'Orientation et de Supervision de la Gestion des Réserves de Change (COSGRC).

Au titre de **l'audit interne**, les activités menées en 2018 ont concerné l'exécution du programme annuel des contrôles et le renforcement de l'efficacité de l'audit interne de la Banque.

Les contrôles réalisés ont visé à donner une assurance sur le respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles, l'efficacité et l'efficience des opérations, la sauvegarde du patrimoine de la Banque, la fiabilité des informations ainsi que la sécurité des systèmes d'information et de paiement.

Au total, l'exécution du programme annuel 2018 s'est traduite par la réalisation de quarante-huit (48) missions dont dix-sept (17) audits de structure, vingt et un (21) audits des activités fiduciaires, un (1) audit de processus (en cours), un (1) audit thématique, quatre (4) audits des systèmes d'information, deux (2) audits des transferts émis à la Direction des Opérations de Marché et deux (2) enquêtes.

Les audits de structure ont concerné quinze (15) Agences des Directions Nationales de la BCEAO pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal, la Direction des Services Généraux (DSG) ainsi que le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA. Ces audits ont notamment porté sur

les aspects liés à la gouvernance, en particulier, le pilotage des activités, le contrôle des opérations et la gestion des risques.

Les vingt et un (21) audits des activités fiduciaires se sont déroulés dans les Agences de toutes les Directions Nationales, à l'exception de celle pour le Bénin, et ont concerné l'évaluation de la conduite des activités et les conditions de traitement des opérations de Caisse. Ces missions ont également procédé à la vérification des encaisses et à la destruction des billets annulés.

L'audit en cours concerne le processus R1-Politique monétaire. Il vise à donner une assurance sur le degré de maîtrise des risques inhérents aux activités dudit processus. L'audit thématique, déjà réalisé, a porté sur la gestion des contrats d'assurance de la Banque.

S'agissant des systèmes d'information, il a été réalisé un audit du projet de refonte de l'application TRANSFERTS, une évaluation de la sécurité des systèmes et des réseaux de la Banque ainsi qu'un audit de la sécurité de la plate-forme locale des transactions financières SWIFT. Un audit de la conformité à la norme PCI-DSS de sécurité des cartes bancaires a également été effectué chez un prestataire de la Banque.

Au titre des missions spécifiques, deux (2) audits semestriels de conformité des transferts émis à la Direction des Opérations de Marché (DOM) ont été effectués et deux enquêtes ont été réalisées à l'Agence Principale d'Abidjan et à l'Agence Auxiliaire de Parakou à la demande des Autorités de la Banque.

Au cours de la période sous revue, le renforcement des capacités de l'audit interne s'est poursuivi, à travers diverses actions de formation réalisées au profit des Auditeurs internes. Ainsi, plusieurs Auditeurs internes

ont participé à des séminaires organisés par le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB). Ces formations ont porté sur des thèmes tels que le management des risques, la politique monétaire, la gestion des billets maculés et les systèmes de paiement dans l'UMOA. De même, des stages individuels de formation ont été organisés à l'intention des Auditeurs internes du pôle « *Audit des systèmes d'information* » auprès d'Instituts de formation à l'étranger.

Le suivi des travaux du contrôle externe a porté sur l'audit des comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2018 par le Commissaire Contrôleur et les Contrôleurs Nationaux ainsi que sur la revue annuelle de la gestion des réserves de change par le Commissaire au Compte d'opérations.

5.2.5 - Dispositif du contrôle de gestion

Les principales actions menées au cours de l'année 2018 ont porté sur le suivi de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2016-2018 de la BCEAO et du dispositif de pilotage de structure ainsi que sur la poursuite de l'implémentation de la comptabilité analytique à la Banque. En outre, un nouveau Plan Stratégique, couvrant l'horizon 2019-2021, a été élaboré.

Au titre du Plan Stratégique 2016-2018, le suivi de l'exécution des projets prévus, au cours de l'année 2018, a été réalisé périodiquement à travers la revue trimestrielle de l'état d'avancement desdits projets, effectuée par le Comité de pilotage du Plan Stratégique. Globalement, les projets stratégiques inscrits par les structures de la Banque sont correctement pris en charge.

Au cours de l'exercice sous revue, la Banque a également entrepris l'élaboration de son nouveau Plan Stratégique 2019-2021 afin de continuer à faire face efficacement aux incertitudes et aux mutations rapides de son

environnement. Ce Plan a été conçu en s'appuyant sur des diagnostics stratégiques de l'ensemble des processus de la Banque, fondés sur l'analyse des forces et faiblesses ainsi que des menaces et opportunités desdits processus. Ces diagnostics, conduits à travers une forte implication des pilotes des processus, des responsables de structures et du haut management, ont permis d'actualiser les enjeux identifiés lors du précédent Plan. L'innovation majeure, en 2018, a été d'orienter la réflexion prospective sur des thématiques d'actualité, qui pourraient constituer des défis importants pour la Banque au cours des années à venir.

A l'issue des travaux, menés de mars à novembre 2018, les principaux enjeux auxquels la Banque devra faire face pour les années à venir ont été identifiés. Ces enjeux sont regroupés autour de quatre axes stratégiques :

- L'axe 1 est relatif à la « *Gouvernance des processus et des risques* » ;
- L'axe 2 concerne la « *Stabilité monétaire* » ;
- L'axe 3 est centré sur la « *Stabilité et inclusion financières, financement des économies* » ;
- L'axe 4 se focalise sur la problématique de « *L'Efficiences des ressources* »

Pour prendre en charge l'ensemble des enjeux au titre du Plan Stratégique 2019-2021, treize (13) objectifs stratégiques déclinés en trente neuf (39) objectifs opérationnels ont été identifiés. Les indicateurs d'atteinte de ces objectifs, au travers des projets à mener, ont été également définis. Pour chaque projet, la structure en charge a élaboré un plan d'action détaillé identifiant clairement la répartition de sa mise en œuvre dans le temps pour chaque année du Plan Stratégique.

Les moyens additionnels requis pour la réalisation des objectifs du prochain Plan Stratégique ont été estimés par chaque structure. La soutenabilité financière du Plan a été prise en compte sur la base d'un cadrage budgétaire pluriannuel couvrant la période 2019-2021.

Concernant le dispositif de pilotage de structure destiné aux responsables des structures de la Banque et visant la recherche de la performance, la plupart des actions d'amélioration identifiées à la suite du bilan en 2017 des quatre (4) années de fonctionnement dudit dispositif, ont été mises en œuvre. Le suivi se poursuit en vue d'assurer une meilleure appropriation de la méthodologie par les acteurs concernés.

Sur le volet de la comptabilité analytique, les travaux d'accompagnement des processus se poursuivent.

5.2.6 – Système de Management de la Qualité de la BCEAO

Dans le cadre du suivi de la certification de son Système de Management de la Qualité (SMQ) à la version 2015 de la norme ISO 9001, la Banque Centrale a soumis ledit Système à un audit de surveillance annuel. Cette évaluation externe, conduite du 17 au 21 septembre 2018 par le Cabinet Bureau Veritas, a couvert l'ensemble des processus au Siège et un échantillon de processus au Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, à l'Agence Principale de Lomé ainsi que dans les Agences Auxiliaires de Kaolack, San Pedro, et Kara.

L'audit a conclu que le SMQ de la Banque Centrale continue de répondre de manière satisfaisante aux exigences du référentiel et dispose des moyens et des aptitudes nécessaires lui permettant d'atteindre ses objectifs.

5.3 – COOPERATION INTERNATIONALE

5.3.1 – Coopération monétaire et financière

5.3.1.1 - Relations avec le Fonds Monétaire International (FMI)

Au cours de l'année 2018, l'ensemble des Etats membres de l'UEMOA ont mis en œuvre des programmes soutenus par le Fonds Monétaire International (FMI).

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées au cours de l'année 2018, par des entrées nettes de ressources de 206,01 millions de DTS contre 143,25 millions de DTS un an plus tôt. Cette situation résulte du fort accroissement des tirages sur les ressources du FMI, atténué quelque peu par la hausse des remboursements. En effet, les tirages se sont chiffrés à 419,98 millions de DTS contre 320,96 millions de DTS l'année précédente, soit une hausse de 99,02 millions de DTS. S'agissant des remboursements, ils sont en hausse de 34,48 millions de DTS, passant de 176,16 millions de DTS à 210,64 millions de DTS. Par ailleurs, aucune remise de dettes n'a été accordée aux Etats membres de l'Union au titre de l'année 2018, à l'instar de l'année précédente.

Les charges supportées par la BCEAO et les Etats membres en 2018 se sont chiffrées à 10,81 millions de DTS (8.560,63 millions de francs CFA) contre 4,62 millions de DTS (3.697,53 millions de francs CFA) l'année précédente. Elles concernent les commissions versées par la BCEAO et les charges d'intérêt au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC).

Au titre de la rémunération de leurs positions créditrices en 2018, le montant versé par le FMI aux Etats membres de l'UEMOA a augmenté de 4,42 millions de DTS, en res-

tant à 7,48 millions de DTS (5.868,87 millions de francs CFA), contre 3,06 millions de DTS (2.456,61 millions de francs CFA) l'année précédente.

Au 31 décembre 2018, le stock des acquisitions de DTS se chiffre à 752,79 millions de DTS (602,53 milliards de FCFA) en hausse de 40,45% par rapport à fin décembre 2017.

5.3.1.2 - Relations avec les autres institutions

La BCEAO a participé aux deux réunions habituelles des Ministres des Finances des pays de la Zone franc au titre de l'année 2018, tenues respectivement en avril à Brazzaville, au Congo, et en octobre 2018 à Paris, en France. En plus de l'examen des perspectives économiques et de l'état de la convergence dans la Zone, les travaux de ces rencontres ont notamment porté sur les enjeux liés à la mobilisation des ressources intérieures et des réflexions sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Globalement, la situation de la convergence en Zone franc s'est légèrement améliorée, trois (3) pays membres, tous de l'UEMOA (Guinée-Bissau, Mali et Sénégal) ayant respecté l'ensemble des critères de premier rang.

Concernant les enjeux liés à la mobilisation des ressources intérieures, les principales recommandations, ci-après, ont été formulées : (i) l'amélioration de la performance des administrations fiscales et douanières, (ii) la rationalisation des dépenses fiscales, (iii) une meilleure prise en charge de la problématique de la lutte contre la fraude fiscale et (iv) une véritable modernisation des systèmes d'imposition et de paiements des impôts et taxes. S'agissant des réflexions sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, il a été relevé que la Zone franc demeure confrontée

à une double menace que représentent le développement des flux financiers illicites et la recrudescence du financement du terrorisme. Pour faire face à ces menaces, cinq (5) axes d'actions ont été identifiés, à savoir : (i) la coordination entre les acteurs nationaux et régionaux dans la prise en charge des recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI), (ii) l'amélioration des cadres juridique et institutionnel, en y intégrant la notion de risque, (iii) le renforcement de la coordination de l'action des Autorités de supervision et des Cellules de renseignements financiers, (iv) la consolidation des initiatives en cours entre les Etats et (v) l'élaboration de politiques pénales et douanières.

5.3.2 - Intégration économique et monétaire

L'Institut d'émission a pris une part active dans la mise en œuvre des projets intégrateurs de l'Union. A cet égard, elle a participé à trois réunions de l'Agenda Coton Textile de l'UEMOA, consacrées à la relance de la compétitivité de la filière et la transformation locale du coton. Elle a également pris part aux travaux préparatoires de l'élaboration de la troisième phase du Programme Economique Régional (PER).

Par ailleurs, la Banque Centrale a poursuivi, en collaboration avec la Commission de l'UEMOA et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la mise en œuvre de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IREDD) ainsi que le suivi de l'exécution des projets financés dans le cadre de cette Initiative. Elle a également pris part à la relecture des textes portant création du Fonds de Développement Energie (FDE), afin de le doter d'une personnalité juridique.

Au plan de l'intégration monétaire au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la BCEAO a pris part, en février 2017 à Banjul, en Gambie et en septembre 2018 à Abuja,

au Nigeria, aux réunions statutaires de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO). Les principaux points examinés lors de ces rencontres ont porté sur la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC) et les questions administratives.

Concernant la mise en œuvre du PCMC, il est ressorti que la situation macroéconomique au sein de la Communauté s'est améliorée, avec un taux de croissance qui s'est situé à 2,3% (6,6% pour l'UEMOA) en 2017, contre 0,2% (6,4% pour l'UEMOA) un an plus tôt. Le taux d'inflation moyen annuel de la CEDEAO a atteint 13,8% (0,3% pour l'Union) en 2017, contre 13,2% (0,8% pour l'Union) un an plus tôt, essentiellement dû à l'insuffisance des réserves extérieures et des gains de devises étrangères. Dans ce contexte, quatre (4) pays, à savoir la Guinée-Bissau, le Mali, le Sénégal et le Togo ont respecté l'ensemble des critères de premier rang, contre un (1) pays (Liberia) en 2016. Les normes relatives au déficit budgétaire et au taux d'inflation se sont avérées les plus difficiles à observer. Sept (7) et onze (11) pays respectivement s'y sont conformés en 2017, contre trois (3) et douze (12) pays en 2016. Des risques potentiels pèseraient sur les perspectives économiques à moyen terme de la région, à savoir :

- (i) le caractère non inclusif de la croissance et la dépendance des économies à l'égard de produits d'exportation ;
- (ii) la faiblesse des capacités de production et la lenteur des réformes structurelles nécessaires pour l'amélioration de l'environnement des affaires ;
- (iii) la persistance des difficultés relatives à la maîtrise du déficit budgétaire, du fait d'une mobilisation insuffisante des recettes et de l'importance des dépenses de fonctionnement, dont celles destinées aux subventions et aux paiements d'intérêts.

Dans le domaine de l'harmonisation des politiques économiques et financières en vue de la création de la monnaie unique de la CEDEAO en 2020, des actions ont été engagées pour l'adoption d'un cadre de politique monétaire et d'un régime de change communs. A cet égard, la BCEAO a pris part aux réunions techniques organisées sur ces dossiers.

Les questions administratives ont principalement porté sur le projet de transformation de l'AMAO en Institut Monétaire de la CEDEAO (IMC). Cette transformation vise à renforcer l'AMAO pour lui permettre de jouer un rôle plus efficace dans le processus d'intégration régionale, y compris la réalisation de tous les travaux préparatoires nécessaires à la création de la future Banque Centrale de la CEDEAO et à la mise en place de la monnaie unique ouest africaine.

En outre, dans le cadre du financement des activités de la feuille de route révisée pour la

mise en place de la monnaie unique de la CEDEAO, un Fonds Spécial a été mis en place par la Décision n°A/DEC.3/07/18 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en date du 31 juillet 2018, qui s'est tenue à Lomé, au Togo. Ce Fonds est doté d'un montant de six millions (6.000.000) de dollars US, réparti entre la Banque Centrale du Nigeria, la BCEAO et la Banque du Ghana. A cet égard, la BCEAO a commencé le paiement de sa quote-part au financement de ce Fonds. Ce dernier est administré par un Conseil de gestion composé de sept (7) membres désignés par le Comité Ministériel de la Task Force Présidentielle, dont un (1) représentant du Président de la Commission de la CEDEAO qui en assure la Présidence, trois (3) représentants des banques centrales, deux (2) représentants des Ministres des Finances des Etats membres et un (1) représentant de la Commission de la CEDEAO chargé du Secrétariat. Le Comité de gestion dudit Fonds a tenu sa première réunion, le 16 novembre 2018 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

ANNEXES

SOMMAIRE

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A2
Position nette des Etats vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A3 à A5
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A6 à A10
Production des principales cultures d'exportation	A11
Production des principales cultures vivrières	A12
Elevage et pêche	A13
Mines et pétrole	A14
Prix à la production des cultures d'exportation	A15
Indice harmonisé des prix à la consommation	A16
Tableaux des opérations financières des Etats	A17 à A25
Balance des paiements	A26 à A30
Agrégats de monnaie	A31 à A35
Situation de la Banque Centrale	A36 à A40
Situation des banques	A41 à A45
Créances nettes sur l'administration centrale	A46 à A50
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A51 à A59
Mouvements de billets entre Agences	A60
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A61
Liste des principales publications de la BCEAO	A62 à A63

UMOA - COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

	2014	2015	2016	2017	2018	2017				2018			
						1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Prix moyen de la période en FCFA / kg</i>													
CACAO	1 513,1	1 853,3	1 711,7	1 212,3	1 274,1	1 292,1	1 181,6	1 112,9	1 140,8	1 169,4	1 410,2	1 266,8	1 250,0
<i>Prix indicatif O.I.C.C.</i>													
CAFE	1 084,1	1 130,5	1 144,0	1 317,6	1 028,4	1 447,7	1 326,5	1 261,8	1 124,2	1 032,8	1 055,3	993,4	1 032,2
<i>Prix indicatif robusta O.I.C.</i>													
COTON	811,6	830,1	860,3	942,8	1 007,6	1 037,0	990,2	852,9	874,2	950,7	1 042,8	1 042,4	994,7
<i>Indice A Liverpool</i>													
HUILE DE PALME	401,8	364,9	416,8	427,2	339,5	469,8	419,7	386,1	393,5	360,9	358,2	320,5	318,5

INDICES DES COURS MONDIAUX EN FCFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTES PAR L'UMOA

	2014	2015	2016	2017	2018	2017				2018			
						1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Indices moyens – Base 100 janvier 2000</i>													
CACAO	155,3	190,2	175,7	124,4	130,8	132,6	121,3	114,2	117,1	120,0	144,7	130,0	128,3
CAFE	130,6	136,1	137,8	158,7	123,8	174,3	159,7	152,0	135,4	124,4	127,1	119,6	124,3
COTON	103,6	106,0	109,8	120,3	128,6	132,4	126,4	108,9	111,6	121,3	133,1	133,1	127,0
HUILE DE PALME	163,9	148,9	170,1	174,3	138,5	191,7	171,3	157,6	160,6	147,3	146,2	130,8	130,0

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I. (en millions de DTS)

		2016	2017	2018
U.M.O.A. - Position globale				
Département des D.T.S	-Allocations	818,7	818,7	818,7
	-Disponibilités	357,9	536,0	752,8
Département général	-Quote-part	1711,6	1711,6	1711,6
	-Positions de réserve	246,8	247,1	247,6
	-Encours des tirages	0,0	0,0	0,0
	dont : .Tranches de crédits	0,0	0,0	0,0
	. AUPC ¹	0,0	0,0	0,0
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	1198,3	1279,8	1402,8
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	68,0	43,7	19,4
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	106,8	90,6	72,1
Mécanisme Elargi de Crédit	-Encours des prêts	46,5	175,5	129,0
Bénin				
Département des D.T.S	-Allocations	59,2	59,2	59,2
	-Disponibilités	21,4	41,2	58,1
Département général	-Quote-part	123,8	123,8	123,8
	-Positions de réserve	17,9	18,0	18,0
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	79,9	99,8	116,7
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Burkina				
Département des D.T.S	-Allocations	57,6	57,6	57,6
	-Disponibilités	12,0	9,6	3,3
Département général	-Quote-part	120,4	120,4	120,4
	-Positions de réserve	22,8	22,9	23,0
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	155,2	141,9	135,8
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour 0,0 la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

¹ AUPC = Aide d'Urgence Post-Conflic

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I. (en millions de DTS)

		2016	2017	2018
Côte d'Ivoire				
Département des D.T.S	-Allocations	310,9	310,9	310,9
	-Disponibilités	175,7	281,9	362,1
Département général	-Quote-part	650,4	650,4	650,4
	-Positions de réserve	82,4	82,6	82,8
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	673,3	668,9	640,1
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	81,3	65,0	48,8
Mécanisme Elargi de Crédit	-Encours des prêts	46,5	175,5	129,0
Guinée-Bissau				
Département des D.T.S	-Allocations	13,6	13,6	13,6
	-Disponibilités	13,2	17,8	19,5
Département général	-Quote-part	28,4	28,4	28,4
	-Positions de réserve	4,0	4,0	4,0
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	14,5	19,1	20,7
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	3,6	3,6	3,6
Mali				
Département des D.T.S	-Allocations	89,4	89,4	89,4
	-Disponibilités	56,0	76,1	158,7
Département général	-Quote-part	186,6	186,6	186,6
	-Positions de réserve	33,3	33,3	33,3
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	103,2	123,2	207,7
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	22,0	22,0	19,8

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour 0,0 la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC). 0,0

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I. (en millions de DTS)

		2016	2017	2018
Niger				
Département des D.T.S	-Allocations	62,9	62,9	62,9
	-Disponibilités	26,0	49,4	71,9
Département général	-Quote-part	131,6	131,6	131,6
	-Positions de réserve	25,1	25,1	25,1
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	115,1	138,5	160,9
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Sénégal				
Département des D.T.S	-Allocations	154,8	154,8	154,8
	-Disponibilités	41,6	16,9	3,7
Département général	-Quote-part	323,6	323,6	323,6
	-Position de réserve	42,3	42,3	42,3
	-Recours au crédit du Fonds dont : Tranches de crédits			
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	68,0	43,7	19,4
Togo				
Département des D.T.S	-Allocations	70,3	70,3	70,3
	-Disponibilités	12,0	43,1	75,5
Département général	-Quote-part	146,8	146,8	146,8
	-Positions de réserve	18,9	19,0	19,1
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	57,1	88,4	121,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour 0,0 la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

UEMOA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2016	2017 (*)	2018 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	59 913,7	64 201,6	69 567,2
PIB marchand	53 561,5	57 082,4	61 940,2
Secteur primaire	15 418,8	16 391,7	17 386,0
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	15 418,8	16 391,7	17 386,0
Secteur secondaire	12 738,7	13 642,2	15 146,2
Industries extractives	3 105,2	3 258,6	3 672,0
Industries manufacturières	6 366,0	6 816,3	7 434,7
Electricité, Gaz, Eau	828,0	868,7	937,4
Bâtiment, Travaux Publics	2 439,5	2 698,7	3 102,0
Secteur tertiaire	25 404,1	27 048,6	29 408,0
Commerce de gros et de détail	6 291,1	6 701,4	7 401,4
Transports, Entrepôts et Communications	4 402,4	4 524,7	4 728,7
Autres services marchands	8 695,1	9 371,7	10 268,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	6 015,4	6 450,8	7 009,2
Services non marchands	6 352,2	7 119,2	7 627,0
Importation de biens et services	20 759,7	22 724,6	24 067,1
Ressources = Emplois	80 673,4	86 926,2	93 634,3
Consommation publique	9 270,9	10 415,1	10 837,4
Consommation privée	41 314,9	44 009,6	47 415,2
Formation brute du capital fixe	13 315,8	14 461,2	16 311,5
Variation des stocks	347,5	333,6	519,9
Exportation de biens et services	16 424,4	17 706,6	18 550,3
Variation du déflateur du PIB (%)	0,0%	0,5%	1,7%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,4%	7,2%	8,4%
Taux de croissance réel (%)	6,4%	6,6%	6,6%
Population (millions)	120,4	124,4	129,4
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	497,8	516,2	537,4

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.
(*) Estimation.

BENIN - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2016	2017 (*)	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	5 084,0	5 382,5	5 778,3
PIB marchand	4 612,9	4 904,8	5 276,3
Secteur primaire	1 181,5	1 238,9	1 328,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 181,5	1 238,9	1 328,8
Secteur secondaire	1 023,5	1 159,4	1 245,7
Industries extractives	29,1	33,6	35,5
Industries manufacturières	603,7	662,0	704,4
Electricité, Gaz, Eau	43,6	45,2	47,1
Bâtiment, Travaux Publics	347,1	418,6	458,7
Secteur tertiaire	2 407,9	2 506,5	2 701,9
Commerce de gros et de détail	599,5	646,9	698,2
Transports, Entrepôts et Communications	552,0	510,0	564,1
Autres services marchands	717,7	762,7	815,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	538,7	586,8	623,8
Services non marchands	471,1	477,6	502,0
Importation de biens et services	1 843,6	2 162,3	2 340,0
Ressources = Emplois	6 927,6	7 544,7	8 118,3
Consommation publique	726,8	702,7	739,8
Consommation privée	3 688,6	3 997,5	4 053,6
Formation brute du capital fixe	1 250,0	1 375,0	1 643,6
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	1 262,2	1 469,6	1 681,3
Variation du déflateur du PIB (%)	-0,3%	0,0%	0,5%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	3,7%	5,9%	7,4%
Taux de croissance réel (%)	4,0%	5,8%	6,8%
Population (millions)	11,0	11,3	11,7
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	462,8	474,6	493,4

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Estimation.

BURKINA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2016	2017 (*)	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	6 455,7	7 178,4	8 025,5
PIB marchand	5 060,4	5 576,3	6 250,3
Secteur primaire	1 985,6	2 056,1	2 295,4
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 985,6	2 056,1	2 295,4
Secteur secondaire	1 126,1	1 322,7	1 577,2
Industries extractives	513,5	615,8	854,3
Industries manufacturières	345,9	393,6	414,9
Electricité, Gaz, Eau	68,4	74,9	78,4
Bâtiment, Travaux Publics	198,3	238,3	229,6
Secteur tertiaire	1 948,7	2 197,5	2 377,6
Commerce de gros et de détail	721,6	731,7	778,9
Transports, Entrepôts et Communications	285,1	314,5	342,4
Autres services marchands	308,5	389,7	429,4
Droits et taxes à l'importation et TVA	633,4	761,6	827,0
Services non marchands	1 395,3	1 602,1	1 775,2
Importation de biens et services	2 411,0	2 554,1	2 799,0
Ressources = Emplois	8 866,7	9 732,4	10 824,5
Consommation publique	1 613,9	1 865,1	2 009,0
Consommation privée	3 761,7	3 950,9	4 723,3
Formation brute du capital fixe	1 611,0	1 775,8	1 831,0
Variation des stocks	-59,2	-37,2	-41,9
Exportation de biens et services	1 939,2	2 177,9	2 303,2
Variation du déflateur du PIB (%)	-1,1%	4,6%	4,9%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	4,8%	11,2%	11,8%
Taux de croissance réel (%)	5,9%	6,3%	6,6%
Population (millions)	19,0	19,6	20,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	339,2	365,6	396,4

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Estimation.

CÔTE D'IVOIRE - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2016	2017 (*)	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	20 931,4	22 150,8	23 953,4
PIB marchand	18 910,4	19 809,5	21 477,3
Secteur primaire	4 694,1	4 779,2	4 669,4
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	4 694,1	4 779,2	4 669,4
Secteur secondaire	5 280,1	5 468,5	6 088,4
Industries extractives	1 325,5	1 333,6	1 330,6
Industries manufacturières	2 588,8	2 726,1	3 071,4
Electricité, Gaz, Eau	364,2	375,9	401,1
Bâtiment, Travaux Publics	1 001,6	1 032,8	1 285,3
Secteur tertiaire	8 936,2	9 561,9	10 719,5
Commerce de gros et de détail	1 777,4	1 933,7	2 148,1
Transports, Entrepôts et Communications	1 371,7	1 358,5	1 512,1
Autres services marchands	3 443,7	3 759,9	4 288,1
Droits et taxes à l'importation et TVA	2 343,3	2 509,8	2 771,2
Services non marchands	2 020,9	2 341,3	2 476,1
Importation de biens et services	6 352,6	6 880,2	6 899,3
Ressources = Emplois	27 283,9	29 031,0	30 852,7
Consommation publique	2 752,0	3 271,7	3 309,8
Consommation privée	13 838,5	14 386,2	15 470,7
Formation brute du capital fixe	3 826,3	4 312,8	4 976,8
Variation des stocks	-123,7	-404,5	-322,1
Exportation de biens et services	6 990,9	7 464,8	7 417,5
Variation du déflateur du PIB (%)	-1,1%	-1,7%	0,5%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,8%	5,8%	8,1%
Taux de croissance réel (%)	8,0%	7,7%	7,7%
Population (millions)	27,0	27,8	28,6
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	774,8	797,6	839,0

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.
(*) Estimation.

GUINEE-BISSAU - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2016	2017 (*)	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	698,7	784,0	769,0
PIB marchand	642,7	718,2	694,0
Secteur primaire	323,8	383,9	350,2
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	323,8	383,9	350,2
Secteur secondaire	87,7	98,4	114,4
Industries extractives	0,1	0,3	0,4
Industries manufacturières	79,1	82,6	94,6
Electricité, Gaz, Eau	3,7	4,8	5,1
Bâtiment, Travaux Publics	4,8	10,7	14,3
Secteur tertiaire	231,2	236,0	229,3
Commerce de gros et de détail	132,7	125,0	114,1
Transports, Entrepôts et Communications	30,5	32,5	38,4
Autres services marchands	24,8	24,8	25,3
Droits et taxes à l'importation et TVA	43,2	53,6	51,6
Services non marchands	56,0	65,8	75,0
Importation de biens et services	199,8	218,7	250,9
Ressources = Emplois	898,5	1 002,7	1 019,9
Consommation publique	67,5	98,8	96,3
Consommation privée	621,4	681,7	675,5
Formation brute du capital fixe	33,7	48,1	65,2
Variation des stocks	0,5	0,5	0,5
Exportation de biens et services	194,3	205,7	211,1
Variation du déflateur du PIB (%)	6,1%	5,9%	-5,5%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	12,8%	12,2%	-1,9%
Taux de croissance réel (%)	6,3%	5,9%	3,8%
Population (millions)	1,7	1,7	2,7
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	419,8	460,0	284,3

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.
(*) Estimation.

MALI - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2016	2017 (*)	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	8 308,5	8 929,1	9 561,0
PIB marchand	7 444,5	7 988,2	8 578,6
Secteur primaire	3 146,4	3 377,6	3 723,6
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 146,4	3 377,6	3 723,6
Secteur secondaire	1 468,0	1 662,7	1 829,6
Industries extractives	573,6	635,3	772,2
Industries manufacturières	485,1	557,2	565,4
Electricité, Gaz, Eau	27,6	29,6	32,5
Bâtiment, Travaux Publics	381,7	440,6	459,5
Secteur tertiaire	2 830,1	2 948,0	3 025,4
Commerce de gros et de détail	996,8	1 061,1	1 094,1
Transports, Entrepôts et Communications	478,1	491,9	498,4
Autres services marchands	801,6	861,1	914,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	553,6	533,8	518,3
Services non marchands	864,0	940,9	982,4
Importation de biens et services	3 351,5	3 439,7	3 635,0
Ressources = Emplois	11 660,0	12 368,8	13 196,0
Consommation publique	1 386,0	1 508,9	1 565,8
Consommation privée	6 432,7	6 840,7	7 255,3
Formation brute du capital fixe	1 606,2	1 782,7	1 769,3
Variation des stocks	286,7	262,5	410,0
Exportation de biens et services	1 948,4	1 974,1	2 195,6
Variation du déflateur du PIB (%)	1,4%	1,9%	2,1%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	7,2%	7,5%	7,1%
Taux de croissance réel (%)	5,8%	5,4%	4,9%
Population (millions)	20,2	21,2	22,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	410,8	420,7	430,2

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Estimation.

NIGER - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2016	2017 (*)	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	4 510,9	4 726,4	5 135,1
PIB marchand	3 916,3	4 050,2	4 417,2
Secteur primaire	1 760,2	1 874,1	2 028,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 760,2	1 874,1	2 028,8
Secteur secondaire	751,5	749,7	811,4
Industries extractives	318,4	293,0	288,5
Industries manufacturières	253,3	269,9	310,4
Electricité, Gaz, Eau	56,4	54,5	60,7
Bâtiment, Travaux Publics	123,4	132,3	151,8
Secteur tertiaire	1 404,5	1 426,3	1 577,0
Commerce de gros et de détail	532,7	564,7	621,1
Transports, Entrepôts et Communications	274,3	292,1	313,0
Autres services marchands	309,6	277,6	282,4
Droits et taxes à l'importation et TVA	287,9	291,9	360,4
Services non marchands	594,6	676,3	717,9
Importation de biens et services	1 497,8	1 705,8	1 835,1
Ressources = Emplois	6 008,6	6 432,3	6 970,2
Consommation publique	700,9	707,2	741,9
Consommation privée	3 050,9	3 279,5	3 449,0
Formation brute du capital fixe	1 513,5	1 612,4	1 919,8
Variation des stocks	14,0	1,4	0,0
Exportation de biens et services	729,3	831,8	859,5
Variation du déflateur du PIB (%)	0,2%	-0,1%	3,2%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	5,2%	4,8%	8,6%
Taux de croissance réel (%)	4,9%	4,9%	5,2%
Population (millions)	20,0	20,8	21,6
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	225,9	227,8	238,2

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Estimation.

SENEGAL - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2016	2017 (*)	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	11 251,7	12 271,5	13 409,2
PIB marchand	10 670,2	11 641,7	12 722,7
Secteur primaire	1 657,1	1 968,1	2 220,9
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 657,1	1 968,1	2 220,9
Secteur secondaire	2 615,7	2 773,0	3 047,9
Industries extractives	283,0	285,9	329,0
Industries manufacturières	1 842,1	1 949,7	2 092,5
Electricité, Gaz, Eau	200,7	216,8	242,3
Bâtiment, Travaux Publics	289,9	320,6	384,1
Secteur tertiaire	6 397,4	6 900,6	7 453,8
Commerce de gros et de détail	1 328,7	1 416,2	1 696,9
Transports, Entrepôts et Communications	1 127,5	1 215,5	1 128,6
Autres services marchands (**)	2 778,3	2 993,2	3 242,3
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 162,9	1 275,7	1 386,0
Services non marchands	581,5	629,8	686,6
Importation de biens et services	3 662,2	4 330,9	4 823,5
Ressources = Emplois	14 913,9	16 602,4	18 232,7
Consommation publique	1 592,6	1 724,1	1 823,2
Consommation privée	8 066,2	8 840,6	9 671,0
Formation brute du capital fixe	2 612,5	2 882,6	3 345,9
Variation des stocks	217,9	499,1	473,9
Exportation de biens et services	2 424,7	2 656,0	2 918,6
Variation du déflateur du PIB (%)	0,8%	1,7%	2,4%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	7,1%	9,1%	9,3%
Taux de croissance réel (%)	6,2%	7,2%	6,8%
Population (millions)	14,0	14,3	14,6
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	802,6	856,9	916,6

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Estimation.

(**) Y compris services publics d'éducation.

TOGO - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2016	2017 (*)	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	2 672,9	2 779,0	2 935,7
PIB marchand	2 304,2	2 393,4	2 523,8
Secteur primaire	670,0	713,7	768,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	670,0	713,7	768,8
Secteur secondaire	386,0	407,9	431,5
Industries extractives	61,9	61,1	61,4
Industries manufacturières	168,1	175,2	181,1
Electricité, Gaz, Eau	63,3	66,8	70,3
Bâtiment, Travaux Publics	92,7	104,7	118,7
Secteur tertiaire	1 248,2	1 271,9	1 323,5
Commerce de gros et de détail	201,8	222,1	250,0
Transports, Entrepôts et Communications	283,1	309,7	331,7
Autres services marchands	310,8	302,6	270,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	452,5	437,5	471,0
Services non marchands	368,7	385,5	411,9
Importation de biens et services	1 422,3	1 400,7	1 455,6
Ressources = Emplois	4 095,2	4 179,7	4 391,3
Consommation publique	431,1	536,7	551,7
Consommation privée	1 854,9	2 032,6	2 116,8
Formation brute du capital fixe	862,5	671,8	759,9
Variation des stocks	11,3	11,8	-0,5
Exportation de biens et services	935,4	926,8	963,4
Variation du déflateur du PIB (%)	2,9%	-0,4%	0,8%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,1%	4,0%	5,6%
Taux de croissance réel (%)	5,1%	4,4%	4,8%
Population (millions)	7,1	7,3	7,4
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	376,9	382,5	394,6

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

(*) Estimation.

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES D'EXPORTATION

	2016	2017	2018 (*)
BENIN			
Arachides	137 214	156 901	213 284
Coton graine	451 121	597 986	700 000
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	18 412	9 059	9 593
Noix de cajou	125 728	110 117	116 284
Ananas	303 887	316 276	333 987
Burkina			
Arachides	519 345	334 328	302 232
Coton graine	681 280	611 993	543 046
Karité	510 000	520 200	530 604
Sésame	163 920	163 787	243 552
Noix de cajou	94 035	100 147	107 017
COTE D'IVOIRE			
Café	105 601	33 590	118 000
Cacao	1 634 424	2 033 525	1 957 000
Coton graine	332 422	352 712	412 600
Régimes de palme			
Palmistes			
Caoutchouc	453 040	580 000	613 900
Canne à sucre	187 986	191 561	250 993
Tabac			
Bananes(2)	426 975	438 107	450 000
Ananas(2)	38 889	48 888	46 200
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Noix de cajou	649 587	711 236	750 000
Arachides	190 079	202 103	209 516
GUINEE-BISSAU			
Arachides	94 700	108 900	118 048
Noix de cajou	223 600	219 456	213 531
Palmistes	2 211	2 313	2 431
Coton graine	3 737	3 908	3 100
MALI			
Arachides	453 102	472 585	497 159
Coton graine	645 000	728 606	700 000
Karité			
Tabac			
NIGER			
Arachides	453 200	461 800	484 890
Coton graine			
Haricot et niébé	1 982 301	1 953 707	2 072 883
SENEGAL			
Arachides	991 427	1 405 223	1 432 086
Coton graine	15 160	20 000	19 224
Tomate industrielle			
TOGO			
Café	17 010	17 933	19 726
Cacao	10 377	11 587	12 746
Coton graine	110 000	120 000	132 000
Arachides	42 788	43 493	45 233
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	58 323	61 847	65 584
U.M.O.A.			
Cacao	1 644 801	2 045 112	1 969 746
Café	122 611	51 523	137 726
Coton graine	2 238 719	2 435 206	2 509 970
Régimes de palme	0	0	0
Palmistes	78 946	73 219	77 608
Karité	510 000	520 200	530 604
Sésame	163 920	163 787	243 552
Arachides	2 881 855	3 185 333	3 302 448
Caoutchouc	453 040	580 000	613 900
Tabac	0	0	0
Bananes(2)	426 975	438 107	450 000
Ananas	342 776	365 164	380 187
Bois en grume(1)	0	0	0
Bois débité(1)	0	0	0
Canne à sucre	187 986	191 561	250 993
Tomate industrielle	0	0	0
Noix de cajou	1 092 950	1 140 956	1 186 832
Haricot et niébé	1 982 301	1 953 707	2 072 883

(1) : Milliers de m³.

(2) : Exportations.

Sources : Organismes nationaux de commercialisation.

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES

	2016	2017	2018 (*)
BENIN			
Maïs	1 376,7	1 514,9	1 540,9
Mil et sorgho	154,8	180,3	348,8
Riz paddy	281,4	361,3	458,2
Igname	3 041,2	3 132,5	3 001,1
Manioc	3 892,3	4 295,4	4 056,5
Haricot et niébé	101,8	124,7	151,4
Autres	981,7	982,6	1 536,9
	9 830,0	10 591,6	11 093,8
BURKINA			
Maïs	1 602,5	1 533,4	1 784,8
Mil et sorgho	2 568,9	2 194,1	2 821,6
Riz paddy	384,7	325,6	340,7
Fonio	10,9	10,1	12,2
Autres	738,3	732,4	947,2
	5 305,4	4 795,6	5 906,6
COTE D'IVOIRE			
Maïs	967,2	1 025,2	1 055,0
Riz paddy	2 054,5	2 119,6	2 268,0
Mil et sorgho	117,4	124,9	129,5
Igname	6 894,5	7 148,1	7 391,1
Manioc	4 547,9	5 366,5	5 608,0
Banane plantain	1 809,3	1 882,3	1 955,7
Autres	479,9	495,0	486,7
	16 870,7	18 161,7	18 894,1
GUINEE-BISSAU			
Riz paddy	186,3	165,1	175,8
Maïs	5,9	6,6	7,3
Mil et sorgho	31,2	36,4	39,1
Patate douce	28,2	33,4	36,0
Manioc	43,7	48,1	50,5
Autres	3,3	2,9	2,9
	298,8	292,4	311,6
MALI			
Maïs	2 811,4	3 598,2	3 994,5
Mil et sorgho	3 200,4	2 916,0	3 216,5
Riz paddy	2 780,9	2 707,6	3 184,7
Autres	62,9	65,7	69,1
	8 855,6	9 287,4	10 464,7
NIGER			
Maïs	7,2	6,4	6,7
Mil et sorgho	5 694,4	5 734,3	6 021,0
Riz paddy	11,3	13,2	13,9
Haricot et niébé	1 982,3	1 953,7	2 051,4
Autres	389,3	373,0	391,7
	8 084,5	8 080,6	8 484,6
SENEGAL			
Maïs	346,0	410,4	476,6
Mil et sorgho	829,3	1 091,0	1 118,8
Riz paddy	945,6	221,3	247,7
Manioc	704,8	747,5	1 022,8
Haricot et niébé	99,9	108,7	151,1
Pastèques	284,5	801,4	1 174,4
Autres	15,8	13,9	19,7
	3 225,9	3 394,1	4 211,1
TOGO			
Maïs	826,9	854,7	888,9
Mil et sorgho	299,6	302,2	314,3
Riz paddy	137,1	140,5	146,1
Igname	814,0	826,6	859,6
Manioc	1 027,5	1 041,7	1 083,3
Haricot et niébé	194,9	199,4	207,3
Autres	1 851,5	1 888,1	1 963,6
	5 151,3	5 253,1	5 463,2
U.M.O.A			
Maïs	7 943,9	8 949,8	9 754,6
Mil et sorgho	12 896,0	12 579,2	14 009,5
Riz paddy	6 781,9	6 054,2	6 835,2
Fonio	10,9	10,1	12,2
Igname	10 749,7	11 107,1	11 251,9
Manioc	10 216,2	11 499,2	11 821,2
Patate douce	28,2	33,4	36,0
Banane plantain	1 809,3	1 882,3	1 955,7
Haricot et niébé	2 378,9	2 386,4	2 561,2
Pastèques	284,5	801,4	1 174,4
Autres	4 522,7	4 553,5	5 417,8
	57 622,2	59 856,5	64 829,7

Sources : Ministères de l'agriculture des Etats.

UMOA - ELEVAGE ET PECHE

Pays/Produits	2016	2017	2018
ELEVAGE			
BENIN			
Bovins	2 280	-	-
Ovins et caprins	2 637	-	-
Porcins	461	-	-
Volailles	18 680	-	-
BURKINA			
Bovins	9 458	-	-
Ovins et caprins	26 553	-	-
Porcins	3 030	-	-
Volailles	42 050	-	-
Asins	1 183	-	-
Equins	47	-	-
Camelins	19	-	-
COTE D'IVOIRE(1)			
Bovins	-	-	-
Ovins et caprins	-	-	-
Porcins	-	-	-
Volailles	-	-	-
GUINEE-BISSAU			
Bovins	1 847	1 903	-
Ovins et caprins	1 241	1 287	-
Porcins	569	586	-
Volailles	2 076	2 117	-
MALI			
Asins	-	-	-
Bovins	-	-	-
Ovins et caprins	-	-	-
Porcins	-	-	-
Equins	-	-	-
Volailles	-	-	-
Camelins	-	-	-
NIGER			
Bovins			
Ovins et caprins			
SENEGAL			
Bovins	5 498	-	-
Ovins et caprins	11 675	-	-
Porcins	400	-	-
Equins	545	-	-
Volailles	54 587	-	-
TOGO			
Bovins	54	57	58
Ovins et caprins	2 974	3 384	3 469
Porcins	459	483	492
Volailles	37 138	45 457	49 094
UMOA			
Asins		-	-
Camelins		-	-
Bovins		-	-
Ovins et caprins		-	-
Porcins		-	-
Equins		-	-
Volailles		-	-
PECHE			
BENIN	-	-	-
BURKINA	-	-	-
COTE D'IVOIRE	-	-	-
GUINEE-BISSAU	-	-	-
MALI	-	-	-
NIGER (*)	-	-	-
SENEGAL	-	-	-
TOGO	25 059	25 811	26 585
UMOA	-	-	-

(1) : en tonnes.

Sources : Ministères des ressources animales des Etats.

UMOA – PRODUCTIONS MINIERES

Périodes	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Mali		Niger			Sénégal			Togo	
	Pétrole		Or	Pétrole		Or	Or	Or	Or	Uranium	Pétrole	Phosphates de calcium	Phosphates d'alumine	Sel marin	Phosphates de calcium	Clinker
	barils	kg	Milliers de barils	kg	kg	kg	kg	tonnes	Milliers de barils	tonnes			tonnes			
PRODUCTION										(*)						
1991	1 352 700	2 926	73 050	3 137	4 597			2 777			1 740 500		100 000	2 964 702		
1992	933 300	2 404	69 371	3 765	5 467			2 966			2 283 501		95 000	2 030 702		
1993	1 061 900	2 140	63 035	1 907	5 939			2 851			1 667 000		85 000	1 800 000		
1994	884 577	1 640		1 872	4 599			2 956			1 587 350		87 600	2 121 489		
1995	653 615	1 900	2 294	2 008	6 291			2 974			1 483 700		110 000	2 591 213		
1996	552 144	1 384	5 815	2 054	6 584			3 322			1 376 807		100 000	2 730 869		
1997	456 127	1 365	5 266	2 496	18 521			3 499			1 584 405		110 000	2 631 353		
1998	355 900	1 600	3 806	2 009	21 156			3 516			1 514 897		137 197	2 253 411		
1999		1 800	3 547	2 967	25 265			2 948			1 797 150		145 000	1 714 530		
2000		1 000	2 578	3 444	28 278			2 896			1 846 306		124 000	1 370 136		
2001		339	2 099	3 672	53 658			2 917			1 708 000		141 000	1 066 581		
2002		624	5 297	3 570	66 068			3 024			1 547 000		183 000	1 280 609	943 700	
2003		780	7 506	1 313	51 598			3 149			1 761 924		159 223	1 471 328	1 650 928	
2004		1 008	7 952	1 272	41 585	1 531	3 089				1 753 833		174 000	1 115 180	1 553 534	
2005		1 257	14 566	1 638	49 058	5 326	3 000				1 689 040		156 138	1 020 868	1 675 779	
2006		1 010	22 194	1 327	58 382	2 627	3 432				766 771		198 561	1 171 261	1 307 265	
2007		1 579	17 503	1 466	52 753	2 615	3 155				747 614		212 394	750 059	1 162 339	
2008		6 270	16 520	2 884	52 753	2 375	3 072				625 842		240 576	842 508	915 172	
2009		13 274	18 542	7 055	48 533	1 929	3 242				903 000		222 297	725 547	1 050 198	
2010		24 435	14 562	5 080	42 033	1 989	4 198				1 055 075		231 625	695 150	1 059 972	
2011		33 173	12 391	12 357	42 038	1 872	4 159				1 283 000		216 587	868 616	1 200 551	
2012		30 205	10 770	12 164	46 273	1 581	4 770	4 639			1 380 000		237 385	1 110 416	1 167 564	
2013		33 500	9 141	15 516	46 997	1 016	4 259	6 536			881 453		238 888	1 213 657	911 030	
2014		36 283	6 902	18 600	45 869	673	3 992	6 256			752 245		249 224	1 108 820	837 250	
2015		36 351	10 735	23 540	46 503	1 206	4 115	5 459			1 006 000		268 176	1 150 194	1 565 646	
2016		38 530	15 426	25 055	46 938	881	3 495	6 014			1 466 000		262 914	850 076	2 047 779	
2017		46 392	12 441	25 277	49 622	843	3 485	6 665			1 575 416		268 160	732 503	2 117 652	
2018		51 972	10 305	28 000	60 893	22	2 911	6 065			1 797 000		254 525	941 100	1 561 700	
VENTES																
1991	1 366 600	835	73 050	1 245			2 945				1 304 030		71 373	3 046 599		
1992	979 700		69 371	1 776			2 841				1 185 553		67 688	2 081 436		
1993	1 085 100	2 140	63 035	1 907			3 748				959 354		68 535	1 567 391		
1994	971 115	1 640		1 872			2 787				603 136		105 425	2 181 489		
1995	664 419	1 900	2 294	2 008	6 291		3 116				857 884		88 713	2 906 900		
1996	569 235	1 384	6 934	2 054	6 584		2 970				836 410		81 481	2 633 725		
1997	408 527	1 365	5 366	2 485	16 323		3 921				615 063		131 495	2 686 640		
1998	419 900	1 600	3 385	1 995	20 589		3 627				373 463		126 024	2 242 641		
1999		1 800	3 183	2 967	25 265		2 960				657 325		107 508	1 616 751		
2000		1 000	2 490	3 444	28 278		3 040				513 900		119 914	1 219 859		
2001		339	2 126	3 672	53 658		2 960				510 409		146 287	1 304 177		
2002		624	4 417	3 570	66 068		2 960				486 000		157 263	1 327 710		
2003		780	6 910	1 313	51 598		2 830				203 900		149 400	1 355 986	1 653 632	
2004		1 008	7 526	1 272	41 585	611	3 048				197 900		149 000	1 235 642	1 585 143	
2005		1 257	9 601	1 638	49 058	2 961	3 590				174 400		114 500	1 047 893	1 528 483	
2006		1 010	22 482	1 452	58 382	2 627	3 160				177 900		171 700	1 173 260	1 280 567	
2007		1 579	15 135	1 478	52 753	2 615	3 551				181 600		173 700	737 166	1 068 423	
2008		6 270	17 811	3 087	52 753	2 375	3 129				209 100		195 700	686 472	533 752	
2009		13 274	19 882	7 992	48 533	1 929	3 200				208 090		184 851	681 127	1 129 620	
2010		24 435	14 861	5 419	42 033	1 989	4 200				198 428		190 188	857 772	1 060 864	
2011		33 173	12 840	13 114	42 038	1 872	4 171				189 338		183 858	894 341	1 068 740	
2012		30 205	11 608	13 120	46 273	1 581	4 690				177 329		202 980	1 033 390	1 140 300	
2013		33 500	9 009	17 291	48 092	1 016	4 230				163 930		190 940	1 142 692	987 767	
2014		36 283	6 481	19 141	45 869	673	3 992				155 720		205 782	1 182 043	846 251	
2015		36 351	10 648	22 295	46 503	1 206	4 026				293 882		202 318	939 025	1 594 600	
2016		38 530	14 215	23 403	46 938	881	2 984				158 045		204 858	845 900	2 062 900	
2017		46 392	12 441	25 396	49 622	843	3 562				115 580		112 704	794 000	2 061 400	
2018		51 972	10 305	28 000	60 893	586	2 879				767 187		185 066	946 600	1 514 700	

Sources : Ministère des Mines - Sociétés minières.

Productions d'or : données cumulées à fin novembre 2018 au Niger et prévisions pour l'année 2018 au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali.

Productions d'uranium (Niger) : données cumulées sur l'ensemble de l'année 2018.

Productions de phosphates : données cumulées à fin nov 2018 au Sénégal et au Togo.

Productions de clinker : données cumulées à fin sept 2018 au Togo.

Productions de pétrole : données cumulées à fin mai 2018 au Niger et prévision pour l'année 2018 en Côte d'Ivoire.

(*) Le pétrole brut produit au Niger n'est pas exporté mais totalement vendu à la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ).

UMOA - PRIX A LA PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION

	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019
BENIN				
Arachide en coque	-	-	-	-
Café	-	-	-	-
Coton graine	260	-	-	265
Régimes de palme	-	-	-	-
Palmistes	-	-	-	-
Noix de cajou				
BURKINA				
Arachide décortiquée	198	200	-	-
Coton graine	235	235	-	-
COTE D'IVOIRE				
Cacao	1000	1100	700	750
Café	670	750	750	700
Coton graine	250	265	265	265
Régimes de palme				
Noix de cajou	275	350	440	500
Caoutchouc	296	271	346	268
GUINEE-BISSAU				
Arachide				
Noix de cajou	550	550	850	500
Palmistes	-	-	-	-
Coton	-	-	-	-
MALI				
Arachide en coque				
Coton graine	-	-	-	250
NIGER				
Arachide en coque				
Coton graine				
SENEGAL				
Arachide en coque	220		210	210
Coton graine	211			
TOGO				
Arachide décortiquée				
Cacao	1109	1263		850
Café	825	750		625
Coton graine	230	230		230
Palmistes	100	101		

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

UMOA - INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100=2014

	2016	2017	2018
COTONOU			
1 ^{er} trimestre	111,9	110,3	103,3
2 ^e trimestre	114,8	112,1	103,3
3 ^e trimestre	110,4	112,3	102,4
4 ^e trimestre	109,9	-	101,0
Année	111,7	-	102,5
OUAGADOUGOU			
1 ^{er} trimestre	106,2	106,6	103,8
2 ^e trimestre	109,2	108,7	106,1
3 ^e trimestre	108,7	109,1	107,4
4 ^e trimestre	107,8	-	105,0
Année	108,0	-	105,6
ABIDJAN			
1 ^{er} trimestre	113,8	115,0	105,6
2 ^e trimestre	115,8	115,7	106,2
3 ^e trimestre	113,7	114,9	106,4
4 ^e trimestre	113,5	-	105,2
Année	114,2	-	105,9
GUINEE BISSAU			
1 ^{er} trimestre	108,3	110,1	102,6
2 ^e trimestre	108,9	110,1	104,5
3 ^e trimestre	110,2	112,2	105,1
4 ^e trimestre	110,7	-	105,5
Année	109,5	-	104,4
BAMAKO			
1 ^{er} trimestre	110,2	111,7	102,0
2 ^e trimestre	111,9	113,5	101,8
3 ^e trimestre	113,5	116,3	102,9
4 ^e trimestre	113,3	-	104,1
Année	112,2	-	102,7
NIAMEY			
1 ^{er} trimestre	105,2	107,7	102,8
2 ^e trimestre	106,1	109,4	105,0
3 ^e trimestre	108,7	111,2	105,0
4 ^e trimestre	109,3	-	103,6
Année	107,3	-	104,1
DAKAR			
1 ^{er} trimestre	113,4	105,6	103,0
2 ^e trimestre	115,1	104,0	102,0
3 ^e trimestre	113,8	106,7	104,5
4 ^e trimestre	113,9	-	105,3
Année	114,0	-	103,7
LOME			
1 ^{er} trimestre	116,9	116,0	102,0
2 ^e trimestre	118,8	117,5	105,1
3 ^e trimestre	116,7	116,2	103,4
4 ^e trimestre	115,8	-	103,1
Année	117,0	-	103,4
UEMOA (*)			
1 ^{er} trimestre	110,5	111,4	103,7
2 ^e trimestre	111,9	112,0	104,5
3 ^e trimestre	111,2	112,5	105,1
4 ^e trimestre	111,2	-	104,4
Année	111,2	-	104,4

(*) : Y compris la Guinée-Bissau à partir de 2004.

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

UEMOA : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DES ETATS (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
1- RECETTES ET DONNS	11 947,2	13 138,6	14 308,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	10 726,6	11 738,7	12 832,7
<i>Recettes fiscales</i>	9 183,4	9 872,0	10 922,8
<i>Impôts directs</i>	1 525,9	1 745,9	1 857,7
<i>Impôts et taxes sur le commerce extérieur</i>	759,0	768,3	922,6
<i>Recettes non fiscales</i>	1 048,8	1 340,6	1 525,3
<i>Autres recettes non classées</i>	494,4	526,0	384,6
1.2 DONNS	1 220,6	1 399,9	1 475,5
<i>Dons-projets</i>	813,6	856,2	994,2
<i>Appui-Budgétaire</i>	407,0	543,7	481,3
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	14 571,8	15 899,8	17 003,3
2.1 DEPENSES TOTALES	14 582,9	15 906,9	17 017,8
2.1.1 DEPENSES COURANTES	9 068,0	9 890,3	10 600,1
<i>Traitements et salaires</i>	3 761,3	3 997,8	4 402,8
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	4 444,3	4 926,2	5 050,8
<i>Subventions et autres transferts</i>	2 101,2	2 196,8	2 144,3
<i>Autres dépenses non classées (PPTE)</i>	20,0	0,0	0,0
<i>Intérêts dus</i>	842,4	966,3	1 146,6
<i>Intérêts sur dette intérieure</i>	438,5	515,4	769,2
<i>Intérêts sur dette extérieure</i>	398,9	446,8	372,0
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	5 032,4	5 541,8	5 980,2
<i>Sur ressources intérieures</i>	3 113,5	3 318,7	3 361,9
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 918,9	2 223,1	2 618,3
<i>Autre Dépenses en capital</i>			
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES	482,4	474,8	437,6
2.2 PRÊTS NETS	-11,1	-7,0	-14,5
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-3 845,2	-4 161,2	-4 170,6
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-2 624,6	-2 761,2	-2 695,1
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-612,5	-504,0	17,3
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	208,2	-7,6	-148,3
<i>Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)</i>	98,0	-120,2	-140,4
<i>Sur dette intérieure</i>	97,4	-120,5	-140,4
<i>Intérêts</i>	-8,2	-5,2	-12,8
<i>Dépenses engagées non payées</i>	88,8	-55,7	-64,8
<i>Sur dette extérieure (intérêts)</i>	0,6	0,3	0,0
<i>Sur ressources intérieures</i>	5,0	37,8	-7,9
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-3 637,0	-4 168,7	-4 318,9
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-2 416,3	-2 768,8	-2 843,4
9 - FINANCEMENT	2 415,1	2 763,2	2 843,4
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	1 166,2	280,1	-526,7
<i>Financement bancaire (net)</i>	815,4	112,0	-642,0
<i>Banques commerciales</i>	1 035,4	98,5	-504,1
<i>Financement non-bancaire (net)</i>	345,5	168,1	70,1
<i>Recettes de privatisation</i>	9,5	12,9	-12,2
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)</i>	-18,3	0,0	0,0
<i>Autre financement intérieur (net)</i>	141,4	181,9	76,2
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	1 249,0	2 483,1	3 370,1
<i>Tirages</i>	1 371,9	1 749,8	2 001,0
<i>Sur prêts projets</i>	1 092,2	1 336,7	1 584,5
<i>Sur prêts programme</i>	156,1	200,6	416,4
<i>Autres tirages</i>	123,5	212,4	0,0
<i>Amortissement dû</i>	-531,0	-634,0	-873,4
<i>Allègement/Rééchelonnement obtenu (Assistance PPTE)</i>	17,7	43,2	19,3
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres financements</i>	416,7	1 324,1	2 223,2
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	1,2	5,6	0,0
<i>Fonds en route</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Erreurs et omissions</i>	1,2	5,6	0,0
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,1	0,0

Sources : FMI, Services nationaux.

BENIN : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
1- RECETTES ET DONCS	780,4	1 001,7	1 076,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	745,7	944,4	1 021,7
<i>Recettes fiscales</i>	641,1	712,8	777,7
<i>Impôts directs et indirects</i>	352,6	396,8	429,4
<i>Impôts et taxes sur le commerce extérieur</i>	288,5	316,0	348,3
<i>Recettes non fiscales</i>	104,6	231,6	244,0
<i>Excédent de stabilisation</i>			
<i>Cotisations de sécurité sociale</i>			
<i>Autres recettes non classées</i>			
1.2 DONCS	34,7	57,3	54,5
<i>Dons-projets</i>	26,1	43,3	37,0
<i>Appuis budgétaires (programme)</i>	8,6	14,0	17,5
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 086,2	1 318,1	1 346,3
2.1 DEPENSES TOTALES	1 080,7	1 311,7	1 346,3
2.1.1 DEPENSES COURANTES	781,1	820,2	871,3
<i>Traitements et salaires</i>	353,8	337,3	378,3
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	364,0	376,5	365,3
<i>Subventions et autres transferts</i>	185,5	166,6	170,0
<i>(dont départs volontaires)</i>			
<i>Autres dépenses non classées</i>			
<i>Intérêts dus</i>	63,3	106,4	127,7
<i>Intérêts sur dette intérieure</i>	51,4	88,4	111,4
<i>Intérêts sur dette extérieure</i>	11,9	18,0	16,3
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	299,6	491,5	475,0
<i>Sur ressources intérieures</i>	178,5	313,0	257,0
<i>Sur ressources extérieures</i>	121,1	178,5	218,0
<i>(dont restructurations)</i>			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVEREMENTS	5,5	6,4	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-340,6	-373,8	-324,6
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-305,8	-316,5	-270,1
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-150,6	-82,4	21,1
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-0,7	9,3	-10,0
<i>Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)</i>	-1,4	-5,3	-10,0
<i>Sur dette intérieure</i>	-1,4	-5,3	-10,0
<i>Intérêts</i>			
<i>Dépenses engagées non payées</i>	-1,4	-5,3	0,0
<i>Sur dette extérieure (intérêts)</i>			
<i>Paiement période complémentaire et en rapp.</i>	0,7	14,6	0,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-341,3	-364,4	-334,6
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-306,5	-307,1	-280,1
9 - FINANCEMENT	306,5	307,2	280,1
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	224,2	186,0	-54,9
<i>Financement bancaire (net)</i>	158,0	-69,5	-58,1
<i>BCEAO (net)</i>	-5,1	17,9	13,3
<i>Dont FMI (net)</i>	-5,1	17,9	13,3
<i>Banques commerciales (net)</i>	163,1	-87,4	-71,4
<i>Financement non-bancaire (net)</i>	66,2	255,5	3,2
<i>dont recettes de privatisation</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Ventes d'actifs/stocks</i>	-7,1	-7,0	-7,0
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)</i>			
<i>Autre financement intérieur (net) (restructuration)</i>	73,3	262,5	10,2
<i>Autres</i>			
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	82,3	121,2	335,0
<i>Tirages</i>	106,6	173,0	363,8
<i>Sur prêts projets</i>	95,0	135,3	181,0
<i>Sur prêts programme</i>	11,6	37,8	182,8
<i>Autres tirages</i>			
<i>Amortissement dû</i>	-24,3	-51,8	-28,8
<i>Allègement/Rééchelonnement obtenu</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)</i>			
<i>Autres (financement à rechercher)</i>			
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
<i>Fonds en route</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Erreurs et omissions</i>	0,0	0,0	0,0
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	-0,1	0,0

Sources : FMI, Services nationaux.

BURKINA : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
1- RECETTES ET DONNS	1 412,5	1 583,6	1 852,4
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 230,5	1 389,3	1 560,0
<i>Recettes fiscales</i>	1 075,4	1 238,2	1 386,0
<i>Impôts directs et indirects</i>	904,0	1 057,2	1 108,3
<i>Impôts et taxes sur le commerce extérieur</i>	171,4	181,1	277,7
<i>Recettes non fiscales</i>	155,1	151,0	174,0
<i>Excédent de stabilisation</i>			
<i>Cotisations de sécurité sociale</i>			
<i>Autres recettes non classées</i>	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	182,0	194,3	292,4
<i>Dons-projets</i>	100,8	119,9	174,3
<i>Appuis budgétaires</i>	81,2	74,4	118,1
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 665,0	2 146,5	2 248,8
2.1 DEPENSES TOTALES	1 673,7	2 150,0	2 253,0
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 118,7	1 318,7	1 381,5
<i>Traitements et salaires</i>	554,5	618,0	670,0
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	498,9	631,2	601,6
<i>Subventions et autres transferts</i>	370,9	457,1	449,8
<i>(dont départs volontaires)</i>			
<i>Autres dépenses non classées</i>			
<i>Intérêts dus</i>	65,3	69,5	110,0
<i>Intérêts sur dette intérieure</i>	48,5	49,4	76,4
<i>Intérêts sur dette extérieure</i>	16,8	20,2	33,6
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	554,9	831,3	871,4
<i>Sur ressources intérieures</i>	338,6	570,4	550,2
<i>Sur ressources extérieures</i>	216,4	261,0	321,2
<i>(dont restructurations)</i>			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES (TRANSFERTS EN CAPITAL)			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	-8,7	-3,5	-4,1
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-434,5	-757,2	-688,8
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-252,5	-562,9	-396,5
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-161,4	-430,3	-261,7
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	87,1	74,8	0,0
<i>Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)</i>	87,1	74,8	0,0
<i>Sur dette intérieure</i>			
<i>Intérêts</i>			
<i>Dépenses engagées non payées</i>			
<i>Sur dette extérieure (intérêts)</i>			
<i>Variation des obligations caut. du Trésor (hrs Bq&IF)</i>			
<i>Autres</i>			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-347,4	-682,5	-688,8
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-165,4	-488,2	-396,5
9 - FINANCEMENT	164,3	482,6	396,5
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	31,8	408,3	238,9
<i>Financement bancaire (net)</i>	-64,9	65,6	53,8
<i>BCEAO (net)</i>	-118,4	87,7	7,8
<i>Dont FMI (net)</i>	8,4	-9,7	7,8
<i>Banques commerciales (net)</i>	53,5	-22,1	46,0
<i>Financement non-bancaire (net)</i>	96,7	342,7	140,0
<i>dont recettes de privatisation</i>			
<i>Ventes d'actifs/stocks</i>			
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)</i>			
<i>Variation ressources PPTÉ</i>			
<i>Autre financement intérieur (net)</i>			45,1
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	132,5	74,3	157,5
<i>Tirages</i>	171,5	124,5	214,8
<i>Sur prêts projets</i>	108,6	124,5	134,4
<i>Sur prêts programme</i>	63,0	0,0	80,4
<i>Autres tirages</i>			
<i>Amortissement dû</i>	-39,1	-50,2	-57,3
<i>Allègement PPTÉ/Rééchelonnement obtenu</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres (financement exceptionnel)</i>			
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	1,1	5,6	0,0
<i>Fonds en route</i>			
<i>Erreurs et omissions</i>	1,1	5,6	
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : FMI, Services nationaux.

COTE D'IVOIRE : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
1- RECETTES ET DONNS	4 176,6	4 510,9	4 879,4
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	3 923,1	4 244,8	4 576,3
<i>Recettes fiscales</i>	3 197,7	3 458,1	3 727,6
<i>Impôts directs et indirects</i>			
<i>Impôts et taxes sur le commerce extérieur</i>			
<i>Recettes non fiscales</i>	531,6	596,5	629,1
<i>Excédent de stabilisation</i>			
<i>Cotisations de sécurité sociale</i>			
<i>Autres recettes (recettes en capital)</i>	193,8	190,2	219,7
1.2 DONNS	253,5	266,1	303,0
<i>Dons-projets</i>	105,9	115,2	144,3
<i>Appuis budgétaires</i>	147,6	150,9	158,7
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	5 014,6	5 509,3	5 833,7
2.1 DEPENSES TOTALES	5 014,6	5 509,3	5 833,7
2.1.1 DEPENSES COURANTES	3 250,5	3 697,4	3 896,0
<i>Traitements et salaires</i>	1 400,8	1 512,3	1 635,4
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	1 489,6	1 805,6	1 834,4
<i>Subventions et autres transferts</i>	385,8	430,1	405,5
<i>(dont départs volontaires)</i>			
<i>Autres dépenses non classées</i>			
<i>Intérêts dus</i>	360,1	379,5	426,2
<i>Intérêts sur dette intérieure</i>	183,2	203,6	217,8
<i>Intérêts sur dette extérieure</i>	177,0	175,8	208,4
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 408,4	1 526,8	1 658,9
<i>Sur ressources intérieures</i>	1 054,0	927,2	948,4
<i>Sur ressources extérieures</i>	354,4	599,6	710,5
<i>(dont restructurations)</i>			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES (TRANSFERTS EN CAPITAL)	355,6	285,1	278,8
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 091,5	-1 264,5	-1 257,3
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-837,9	-998,3	-954,3
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-21,3	-0,3	158,2
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
<i>Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)</i>			
<i>Sur dette intérieure</i>			
<i>Intérêts</i>			
<i>Dépenses engagées non payées</i>			
<i>Sur dette extérieure</i>			
<i>Variation des obligations caut. du Trésor (hrs Bq&IF)</i>			
<i>Autres</i>			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 091,5	-1 264,5	-1 257,3
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-837,9	-998,3	-954,3
9 - FINANCEMENT	837,9	998,3	954,3
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	383,6	-125,8	-626,6
<i>Financement bancaire (net)</i>	352,1	65,9	-543,6
<i>BCEAO (net)</i>	10,2	-87,6	-180,6
<i>Dont FMI (net)</i>	24,4	91,0	-82,3
<i>Banques commerciales (net)</i>	341,9	153,5	-363,1
<i>Financement non-bancaire (net)</i>	31,5	-191,7	-83,0
<i>dont Recettes de privatisation</i>	27,0	23,1	2,8
<i>Ventes d'actifs/stocks</i>	27,0	23,1	2,8
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)</i>	-18,3	0,0	0,0
<i>Variation ressources PPTÉ</i>			
<i>Autre financement intérieur (net)</i>			
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	454,3	1 124,2	1 580,9
<i>Tirages</i>	351,3	594,7	566,8
<i>Sur prêts projets</i>	262,0	485,8	566,8
<i>Sur prêts programme</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres tirages</i>	89,3	108,9	
<i>Amortissement dû</i>	-269,7	-277,8	-290,0
<i>Allègement PPTÉ/Rééchelonnement obtenu (1)</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres (Emissions Eurobonds, émissions nettes SUKUK et autres financements nets)</i>	372,7	807,3	1 304,1
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
<i>Fonds en route</i>			
<i>Erreurs et omissions</i>			
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : FMI, Services nationaux.

GUINEE-BISSAU : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
1- RECETTES ET DONNS	112,0	143,3	135,7
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	84,3	100,4	96,7
<i>Recettes fiscales</i>	63,5	81,3	75,7
<i>Impôts directs et indirects</i>			
<i>Impôts et taxes sur le commerce extérieur</i>			
<i>Recettes non fiscales</i>	20,8	19,1	21,0
<i>Excédent de stabilisation</i>			
<i>Cotisations de sécurité sociale</i>			
<i>Autres recettes non classées</i>			
1.2 DONNS	27,7	42,9	39,0
<i>Dons-projets</i>	27,4	40,1	39,0
<i>Appuis budgétaires (programme)</i>	0,3	2,8	0,0
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	151,5	154,5	177,0
2.1 DEPENSES TOTALES	151,5	154,5	177,0
2.1.1 DEPENSES COURANTES	102,1	98,4	105,5
<i>Traitements et salaires</i>	31,3	35,1	38,5
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	45,7	59,2	61,6
<i>Subventions et autres transferts</i>	31,8	21,5	21,6
<i>(dont départs volontaires)</i>			
<i>Autres dépenses non classées</i>	20,0		
<i>Intérêts dus</i>	5,1	4,1	5,4
<i>Intérêts sur dette intérieure</i>			
<i>Intérêts sur dette extérieure</i>			
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	49,4	56,1	71,5
<i>Sur ressources intérieures</i>	1,6	2,2	2,1
<i>Sur ressources extérieures</i>	47,8	53,9	69,4
<i>(dont restructurations)</i>			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES	0,0	0,0	0,0
2.2 PRETS MOINS RECOUVREMENTS			0,0
<i>(dont revenus de privatisations)</i>			
<i>(dont restructurations)</i>			
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-67,2	-54,1	-80,3
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-39,5	-11,2	-41,3
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-12,7	6,1	-3,4
<i>Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)</i>	2,8	-10,4	1,9
<i>Sur dette intérieure</i>	-1,5	-5,5	-2,1
<i>Intérêts</i>	-2,1	-5,8	-2,1
<i>Dépenses engagées non payées</i>	0,0		0,0
<i>Sur dette extérieure (intérêts)</i>			0,0
<i>Paiement période complémentaire et en rapp.</i>	0,6	0,3	0,0
<i>Paiement période complémentaire</i>	4,3	-4,9	4,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-64,4	-64,5	-78,4
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-36,7	-21,6	-39,4
9 - FINANCEMENT	36,6	21,5	39,4
<i>Financement bancaire (net)</i>	26,7	10,8	10,6
<i>BCEAO (net)</i>	4,3	10,8	10,6
<i>Dont FMI (net)</i>	3,6		
<i>Banques commerciales (net)</i>	3,6		
<i>Financement non-bancaire (net)</i>	0,7		
<i>Recettes de privatisation</i>	17,1	0,0	0,0
<i>Ventes d'actifs/stocks</i>			
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)</i>			
<i>Autre financement intérieur (net) (restructuration)</i>			
<i>Autres</i>	5,3	0,0	0,0
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	9,9	10,7	28,8
<i>Tirages</i>			
<i>Sur prêts projets</i>	13,3	13,8	30,4
<i>Sur prêts programme</i>	13,3	13,8	30,4
<i>Autres tirages</i>	0,0		
<i>Amortissement du</i>			
<i>Allègement/Rééchelonnement obtenu</i>	-3,4	-28,1	-1,9
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)</i>	0,0	25,0	0,3
<i>Autres (financement à rechercher)</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres/Crédits de trésorerie</i>			
<i>Fonds en route</i>	0,1	0,0	0,0
<i>Erreurs et omissions</i>			
<i>Erreurs et omissions</i>	0,1	0,0	0,0
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
<i>Fonds en route</i>			
<i>Erreurs et omissions</i>			
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,1	0,0

Sources : FMI, Services nationaux.

MALI : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
1- RECETTES ET DONNS	1 522,2	1 789,8	1 802,1
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 389,7	1 645,6	1 707,5
<i>Recettes fiscales</i>	1 239,3	1 353,7	1 418,8
<i>Impôts directs et indirects</i>			
<i>Impôts et taxes sur le commerce extérieur</i>			
<i>Recettes non fiscales</i>	45,4	126,4	153,8
<i>Excédent de stabilisation</i>			
<i>Cotisations de sécurité sociale</i>			
<i>Autres recettes non classées</i>	105,0	165,5	134,9
1.2 DONNS	132,5	144,2	94,6
<i>Dons-projets</i>	78,6	81,4	61,0
<i>Appuis budgétaires (programme)</i>	53,9	62,8	33,6
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 850,1	2 045,1	2 114,5
2.1 DEPENSES TOTALES	1 858,0	2 055,1	2 124,9
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 013,0	1 105,1	1 211,4
<i>Traitements et salaires</i>	400,9	432,6	516,4
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	556,0	598,1	616,7
<i>Subventions et autres transferts</i>	287,5	300,5	316,3
<i>(dont départs volontaires)</i>			
<i>Autres dépenses non classées</i>			
<i>(dont filet social)</i>			
<i>Intérêts dus</i>	56,1	74,4	78,3
<i>Intérêts sur dette intérieure</i>	30,0	46,2	47,3
<i>Intérêts sur dette extérieure</i>	26,1	28,2	31,0
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	740,0	784,5	778,6
<i>Sur ressources intérieures</i>	499,0	531,4	541,2
<i>Sur ressources extérieures</i>	241,0	253,1	237,4
<i>(dont restructurations)</i>			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES	105,0	165,5	134,9
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	-7,9	-10,0	-10,4
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-460,4	-399,5	-407,0
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-327,9	-255,3	-312,4
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-66,2	83,5	33,2
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	9,9	22,9	-24,7
<i>Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)</i>	-8,2	-5,2	-12,8
<i>Sur dette intérieure</i>	-8,2	-5,2	-12,8
<i>Intérêts</i>	-8,2	-5,2	-12,8
<i>Dépenses engagées non payées</i>			
<i>Sur dette extérieure (intérêts)</i>			
<i>Paiement période complémentaire et en rapp.</i>		28,1	-11,9
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-450,5	-376,6	-431,7
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-318,0	-232,4	-337,1
9 - FINANCEMENT	318,0	232,4	337,1
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	235,1	77,5	203,8
<i>Financement bancaire (net)</i>	182,7	161,3	190,9
<i>BCEAO (net)</i>	77,4	57,0	66,3
<i>Dont FMI (net)</i>			
<i>Banques commerciales (net)</i>	105,3	104,3	124,6
<i>Financement non-bancaire (net)</i>		-60,0	
<i>Recettes de privatisation</i>	52,4	-83,8	12,9
<i>Ventes d'actifs/stocks</i>	-17,5	-10,2	-15,0
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)</i>			
<i>Autre financement intérieur (net) (restructuration)</i>			
<i>Autres</i>	69,9	-73,6	27,9
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	82,9	154,9	133,3
<i>Tirages</i>	149,9	206,3	206,0
<i>Sur prêts projets</i>	149,9	156,5	169,0
<i>Sur prêts programme</i>	0,0	49,8	37,0
<i>Autres tirages</i>			
<i>Amortissement dû</i>	-58,4	-69,6	-91,7
<i>Allégement/Rééchelonnement obtenu</i>	17,7	18,2	19,0
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)</i>			
<i>Autres (financement à rechercher)</i>			
<i>Autres financements extérieurs</i>	-26,3		
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
<i>Fonds en route</i>			
<i>Erreurs et omissions</i>			
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : FMI, Services nationaux.

NIGER : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
1- RECETTES ET DONNS	913,8	1 022,8	1 169,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	643,6	680,7	840,5
Recettes fiscales	606,8	619,8	774,0
dont Impôts directs et directs			
Impôts et taxes sur le commerce extérieur			
Recettes non fiscales	36,8	60,9	66,4
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées (cptes spéc. & budg. annexes)			
1.2 DONNS	270,2	342,1	328,8
Dons-projets	204,0	201,0	247,2
Appuis budgétaires, assistance PPTE (dont assistance PPTE)	66,2	141,1	81,6
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 187,7	1 269,8	1 407,4
2.1 DEPENSES TOTALES	1 187,7	1 269,8	1 407,4
2.1.1 DEPENSES COURANTES	609,3	645,6	678,8
Traitements et salaires	265,1	269,7	275,9
Autres dépenses de fonctionnement	302,3	326,0	338,1
Subventions et autres transferts (dont départs volontaires)	197,6	215,3	219,1
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	41,9	49,9	64,7
Intérêts sur dette intérieure	23,5	33,5	41,3
Intérêts sur dette extérieure	18,4	16,4	23,4
2.1.2 MESURES SOCIALES / AJUSTEMENT			
2.1.3 DEPENSES EN CAPITAL	556,6	600,0	704,7
Sur ressources intérieures	201,4	249,6	256,8
Sur ressources extérieures (dont restructurations)(PPTE)	355,2	350,4	447,9
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES	21,8	24,2	23,9
2.1.6 ELECTIONS 1998			
2.1.7 NOUVEAU PROGRAMME EDUC. BASE			
2.1.8 ASSISTANCE BUDGETAIRE ADDITIONNELLE			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-544,1	-589,1	-566,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-273,9	-247,0	-238,1
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-125,2	-164,6	-30,4
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	19,0	-53,7	-50,7
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	19,0	-53,7	-50,7
Sur dette intérieure	19,0	-53,7	-50,7
Intérêts			
Dépenses engagées non payées			
Sur dette extérieure (intérêts)			
Ajustements divers			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-525,1	-642,9	-617,6
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-254,9	-300,8	-288,8
9 - FINANCEMENT	254,9	300,8	288,8
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	84,0	139,4	119,3
Financement bancaire (net)	11,6	66,6	72,7
BCEAO (net)		2,6	42,2
FMI (net)		19,9	19,1
Banques commerciales (net)		64,1	30,5
Financement non-bancaire (net)	72,4	72,8	46,6
Recettes de privatisation			
Ventes d'actifs/stocks			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)			
Autre financement intérieur (net)			
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	170,9	161,4	169,5
Tirages	203,4	182,9	218,0
Sur prêts projets	151,2	149,6	163,8
Sur prêts programme	52,2	33,3	54,2
Autres tirages (budget)			
Amortissement dû	-32,5	-21,5	-48,5
Allégement/Rééchelonnement obtenu			
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)			
Autres financements exceptionnels			
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
Fonds en route			
Erreurs et omissions			
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : FMI, Services nationaux.

SENEGAL : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
1- RECETTES ET DONNS	2 334,6	2 376,6	2 599,4
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	2 090,3	2 112,1	2 325,4
<i>Recettes fiscales</i>	1 791,2	1 844,9	2 146,3
<i>dont Impôts directs et indirects</i>			
<i>Impôts et taxes sur le commerce extérieur</i>			
<i>Recettes non fiscales</i>	103,5	96,9	149,1
<i>Excédent de stabilisation</i>			
<i>Cotisations de sécurité sociale</i>			
<i>Autres recettes non classées (Fonds de soutien Energie 2011 et 2012)</i>	195,6	170,3	30,0
1.2 DONNS	244,4	264,5	274,0
<i>Dons-projets</i>	206,4	215,1	237,0
<i>Appuis budgétaires</i>	38,0	49,4	37,0
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	2 703,9	2 738,8	3 074,6
2.1 DEPENSES TOTALES	2 703,9	2 738,8	3 074,6
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 612,8	1 661,8	1 842,0
<i>Traitements et salaires</i>	572,3	600,0	683,0
<i>Autres dépenses de fonctionnement</i>	852,8	827,9	895,8
<i>Subventions et autres transferts</i>	531,3	502,4	442,5
<i>(dont départs volontaires)</i>			
<i>Autres dépenses non classées (PPTTE + IADM)</i>			
<i>Filet de sécurité social</i>			
<i>Intérêts dus</i>	187,7	233,9	263,2
<i>Intérêts sur dette intérieure</i>	47,8	55,6	218,0
<i>Intérêts sur dette extérieure</i>	139,9	178,3	45,2
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 091,1	1 077,1	1 232,6
<i>Sur ressources intérieures</i>	654,6	620,5	715,6
<i>Sur ressources extérieures</i>	436,5	456,6	517,0
<i>(dont PPTTE + IADM)</i>			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS			
2.2.1 Comptes spéciaux & Correspondants du Trésor			
2.2.2 Prêts moins recouvrements			
2.3 DEPENSES ADDITIONNELLES PPTTE			
2.4 Solde Global des Entités Non financières			
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-613,6	-626,7	-749,2
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-369,2	-362,2	-475,2
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	10,6	63,8	31,0
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
<i>Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Sur dette intérieure</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>			
<i>Dépenses engagées non payées</i>			
<i>Sur dette extérieure (intérêts)</i>			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-613,6	-626,7	-749,2
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-369,2	-362,2	-475,2
9 - FINANCEMENT	369,3	362,2	475,2
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	115,9	-469,7	-436,9
<i>Financement bancaire (net)</i>	226,7	-197,1	-361,9
<i>BCEAO</i>	-134,0	-65,0	-109,4
<i>(FMI)</i>	-32,4	-31,7	-31,1
<i>Banques commerciales et autres</i>	360,7	-132,2	-252,4
<i>Financement non-bancaire (net)</i>	-110,9	-272,5	-75,0
<i>Recettes de privatisation</i>			
<i>Ventes d'actifs/stocks</i>			
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)</i>			
<i>Autre financement intérieur (net)</i>			
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	253,5	831,9	912,0
<i>Tirages</i>	293,7	424,7	342,0
<i>Sur prêts projets</i>	230,1	241,5	280,0
<i>Sur prêts programme</i>	29,3	79,8	62,0
<i>Autres tirages</i>	34,2	103,5	
<i>Amortissement dû</i>	-84,2	-109,7	-322,7
<i>Emprunt non concession. autoroute à péage</i>			
<i>Allégement/Rééchelonnement obtenu</i>			
<i>Dt Assistance PPTTE</i>			
<i>Dt Dépôt Koweïtien</i>			
<i>Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)</i>			
<i>Aures financements (Emissions de bons et Obligations)</i>	44,0	516,9	892,7
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	-0,1	0,0	0,0
<i>Fonds en route</i>			
<i>Erreurs et omissions</i>	-0,1	0,0	
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : FMI, Services nationaux.

TOGO : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018
1- RECETTES ET DONNS	695,0	709,9	793,8
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	619,4	621,4	704,5
Recettes fiscales	568,5	563,2	616,6
Impôts directs et indirects	269,3	291,9	320,0
Impôts et taxes sur le commerce extérieur	299,2	271,3	296,6
Recettes non fiscales	50,9	58,2	87,9
Excédent de stabilisation			
Cotisations de sécurité sociale			
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	75,6	88,5	89,3
Dons-projets	64,3	40,2	54,4
Appuis budgétaires (programme)	11,3	48,3	34,9
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	912,7	717,7	801,0
2.1 DEPENSES TOTALES	912,8	717,7	801,0
2.1.1 DEPENSES COURANTES	580,5	543,2	613,5
Traitements et salaires	182,7	192,8	205,3
Autres dépenses de fonctionnement	334,9	301,8	337,2
Subventions et autres transferts	110,8	103,3	119,6
(dont départs volontaires)			
Autres dépenses non classées			
Intérêts dus	62,9	48,6	71,0
Intérêts sur dette intérieure	54,1	38,7	56,9
Intérêts sur dette extérieure	8,8	9,9	14,1
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	332,4	174,5	187,4
Sur ressources intérieures	185,8	104,4	90,6
Sur ressources extérieures	146,5	70,0	96,9
(dont restructurations)			
2.1.3 DEPENSES DES FONDS SPECIAUX & FONDS ANNEXES			
2.2 PRÊTS MOINS RECOUVREMENTS	-0,1	0,1	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base ordonnancement) (hors dons)	-293,3	-96,3	-96,5
4 - SOLDE GLOBAL (base ordonnancement) (y compris dons)	-217,7	7,8	-7,2
5 - SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-84,0	22,4	71,4
6 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	90,1	-50,4	-64,8
Variations des arriérés de paiement (réduc. = -)	90,1	-50,4	-64,8
Sur dette intérieure	90,1	-50,4	-64,8
Intérêts	0,0	0,0	0,0
Dépenses engagées non payées	90,1	-50,4	-64,8
Sur dette extérieure (intérêts)	0,0	0,0	0,0
Paiement période complémentaire et en rapp.			
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-203,2	-146,8	-161,3
8 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-127,6	-58,2	-72,0
9 - FINANCEMENT	127,6	58,2	72,0
9.1 FINANCEMENT INTERIEUR NET	64,9	53,6	19,0
Financement bancaire (net)	-55,1	8,6	-6,4
BCEAO (net)	-65,2	-9,7	11,9
Dont FMI (net)	-12,7	6,6	7,5
Banques commerciales (net)	10,1	18,3	-18,3
Financement non-bancaire (net)	120,0	45,1	25,4
Recettes de privatisation	0,0	0,0	0,0
Ventes d'actifs/stocks			
Variation des arriérés de paiement sur dette intér. (principal)	0,0	0,0	0,0
Autre financement intérieur (net) (restructuration)	0,0	0,0	0,0
Autres			
9.2 FINANCEMENT EXTERIEUR NET	62,7	4,6	53,0
Tirages	82,2	29,8	59,2
Sur prêts projets	82,2	29,8	59,2
Sur prêts programme	0,0	0,0	0,0
Autres tirages	0,0	0,0	0,0
Amortissement dû	-19,5	-25,2	-32,6
Allégement/Rééchelonnement obtenu	0,0	0,0	0,0
Variation des arriérés de paiement sur dette extér. (principal)	0,0	0,0	0,0
Autres (financement à rechercher)			
Autres (dont réduction d'amortissement sur stock antérieur)	0,0	0,0	26,4
10 - AJUSTEMENT STATISTIQUE	0,0	0,0	0,0
Fonds en route	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions	0,0	0,0	0,0
11 - Gap à financer (en projection)	0,0	0,0	0,0

Sources : FMI, Services nationaux.

UMOA⁽¹⁾ - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2016	2017	2018 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-3 202,0	-4 054,6	-4 470,2
Biens et services	-4 335,3	-4 749,8	-5 539,1
Balance commerciale	-1 026,7	-1 296,6	-2 012,6
Exportations	13 956,4	15 161,3	15 819,3
dont coton	628,2	882,7	1 167,3
cacao	2 748,6	2 907,8	2 708,9
Or	2 952,5	3 236,8	3 534,2
Pétrole	1 120,5	1 200,1	1 513,3
Importations	-14 983,1	-16 457,9	-17 831,9
Dont Pétrole	-2 875,8	-3 502,8	-4 239,6
Balance des services	-3 308,6	-3 453,2	-3 526,5
Dont fret et assurances	-2 529,1	-2 729,8	-3 120,3
Revenu primaire	-1 462,7	-1 868,5	-1 850,0
Dont intérêts sur la dette	-401,1	-485,7	-576,8
Revenu secondaire	2 596,0	2 563,7	2 919,0
- Administrations publiques	1 010,9	906,6	1 071,8
- Autres secteurs	1 585,1	1 657,1	1 847,1
Compte de capital	1 095,8	1 211,1	1 360,4
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-2 106,2	-2 843,5	-3 109,8
Compte financier	-2 420,8	-3 314,3	-4 016,5
Investissement direct	-884,9	-1 138,4	-1 295,9
Investissements de portefeuille	-1 168,1	-1 823,8	-1 936,5
Dérivés financiers	0,0	-2,9	0,0
Autres investissements	-367,9	-349,2	-784,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	17,7	0,0	19,0
Erreurs et omissions nettes	-59,9	24,6	0,0
Ajustement statistique	-1 201,5	-191,2	235,8
SOLDE GLOBAL	-946,8	304,1	1 142,5
Réévaluations et autres flux non transactionnels (2)	-110,0	171,6	60,1
Variation des avoirs extérieurs nets	1 056,7	-475,6	-1 202,7

* Estimation.

(1) : Agrégation des balances des paiements nationaux.

(2) : Rapprochement entre les statistiques monétaires et la BDP, notamment les réévaluations du stock d'or et des DTS et autres variations de volume d'actifs.

BENIN - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2016	2017	2018 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-479,6	-539,7	-591,4
Biens et services	-581,4	-639,9	-658,7
Balance commerciale	-396,8	-494,6	-566,1
Exportations	1 052,3	1 289,9	1 362,3
Dont Coton	97,8	243,7	384,4
Importations	-1 449,1	-1 784,4	-1 928,4
Dont Pétrole	-204,1	-307,1	-620,7
Balance des services	-184,6	-145,4	-92,6
Dont fret et assurances	-254,4	-249,3	-332,3
Revenu primaire	-22,4	-18,4	-50,5
Dont intérêts sur la dette	-11,9	-18,0	-25,3
Revenu secondaire	124,2	118,6	117,8
- Administrations publiques	45,8	41,4	15,8
- Autres secteurs	78,4	77,2	102,0
Compte de capital	81,6	113,9	127,0
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-398,1	-425,8	-464,4
Compte financier	-227,7	-303,6	-661,2
Investissement direct	-67,8	-98,1	-101,8
Investissements de portefeuille	-50,8	-54,5	-59,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-109,1	-150,9	-500,0
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,4	4,0	0,0
Solde global	-168,0	-118,3	196,9

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

BURKINA - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2016	2017	2018 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-462,4	-520,4	-553,7
Biens et services	-471,7	-521,6	-576,7
Balance commerciale	-0,4	-3,1	-29,2
Exportations	1 676,4	1 887,3	2 032,8
Dont Coton	198,4	253,3	277,4
Or	1 091,8	1 278,4	1 395,4
Importations	-1 676,7	-1 890,4	-2 062,0
Dont Pétrole	-425,7	-478,9	-414,5
Balance des services	-471,4	-518,5	-547,5
Dont fret et assurances	-306,8	-376,7	-411,5
Revenu primaire	-231,8	-230,4	-241,4
Dont intérêts sur la dette	-16,8	-20,2	-33,6
Revenu secondaire	241,1	231,5	264,5
- Administrations publiques	111,0	100,0	132,0
- Autres secteurs	130,1	131,5	132,5
Compte de capital	150,1	172,8	227,7
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-312,2	-347,6	-325,9
Compte financier	-554,9	-599,1	-276,2
Investissement direct	-201,6	4,5	-228,4
Investissements de portefeuille	-7,9	-112,4	-3,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-345,4	-491,2	-44,1
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-3,3	-4,5	0,0
Solde global	239,4	247,0	-49,7

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2016	2017	2018 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-245,5	-609,2	-705,5
Biens et services	638,3	584,7	518,2
Balance commerciale	1 817,8	1 959,3	1 747,6
Exportations	6 449,3	6 899,6	6 847,6
Dont Cacao	2740,44	2904,64	2704,11
Pétrole	867,8	805,7	991,5
Or	484,8	489,9	487,5
Importations	-4 631,5	-4 940,3	-5 100,0
Dont Pétrole	-871,6	-925,2	-1 035,4
Balance des services	-1 179,5	-1 374,6	-1 229,4
Dont fret et assurances	-781,3	-818,2	-900,0
Revenu primaire	-637,8	-893,7	-909,7
Dont intérêts sur la dette	-177,0	-175,8	-208,4
Revenu secondaire	-246,1	-300,1	-314,0
- Administrations publiques	83,4	88,6	91,0
- Autres secteurs	-329,5	-388,7	-405,0
Compte de capital	110,9	111,8	145,3
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-134,6	-497,4	-560,2
Compte financier	-87,4	-496,6	-829,5
Investissement direct	-325,5	-173,6	-330,7
Investissements de portefeuille	-349,3	-783,6	-913,8
Dérivés financiers	0,0	-3,0	0,0
Autres investissements	587,4	463,5	415,0
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-5,8	-2,9	0,0
Solde global	-53,1	-3,7	269,3

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2016	2017	2018 (*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	19,1	2,3	-33,6
Biens et services	-24,4	-41,5	-68,6
Balance commerciale	36,6	28,3	10,2
Exportations	173,1	197,5	193,8
Dont noix de cajou	168,6	196,1	162,8
Importations	-136,5	-169,2	-183,6
Dont Pétrole	-28,0	-35,4	-44,5
Balance des services	-61,0	-69,8	-78,8
Dont fret et assurances	-29,2	-36,1	-38,8
Revenu primaire	17,6	8,4	3,0
Dont intérêts sur la dette	-2,2	-2,2	-0,9
Revenu secondaire	25,9	35,4	32,0
- Administrations publiques	1,4	9,6	6,0
- Autres secteurs	24,5	25,8	26,0
Compte de capital	29,6	60,6	39,2
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	48,7	62,8	5,6
Compte financier	-6,8	42,7	-3,7
Investissement direct	-14,0	-8,9	-9,0
Investissements de portefeuille	-10,8	-8,5	-10,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	18,0	60,1	15,3
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-12,5	-8,9	0,0
Solde global	42,9	11,2	9,3

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

MALI - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2016	2017	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-602,0	-704,3	-467,4
Biens et services	-1 403,1	-1 277,5	-1 380,8
Balance commerciale	-342,1	-409,6	-316,5
Exportations	1 675,9	1 685,9	1 910,1
Dont Coton	187,6	223,4	289,0
Or	1 120,4	1 175,7	1 326,1
Importations	-2 018,0	-2 095,5	-2 226,5
Dont Pétrole	-493,9	-661,0	-815,5
Balance des services	-1 061,0	-868,0	-1 064,3
Dont fret et assurances	-384,4	-399,1	-410,8
Revenu primaire	-222,1	-290,8	-206,2
Dont intérêts sur la dette	-26,1	-28,2	-31,1
Revenu secondaire	1 023,2	864,1	1 119,6
- Administrations publiques	613,0	428,7	628,5
- Autres secteurs	410,2	435,3	491,1
Compte de capital	115,7	150,0	127,1
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-486,3	-554,3	-340,3
Compte financier	-197,6	-417,4	-392,2
Investissement direct	-153,8	-318,3	-173,1
Investissements de portefeuille	-137,6	-16,7	-66,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	93,8	-82,4	-153,0
Pour mémoire : financement exceptionnel	17,7	0,0	19,0
Erreurs et omissions nettes	-37,6	35,3	0,0
Solde global	-326,3	-101,6	51,9

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

NIGER - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2016	2017	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-700,3	-740,0	-861,7
Biens et services	-768,5	-874,0	-975,6
Balance commerciale	-405,5	-434,2	-514,1
Exportations	611,7	701,8	718,3
Dont uranium	177,7	169,6	111,7
Pétrole	91,3	151,4	174,9
Or	24,5	26,1	42,1
Importations	-1 017,2	-1 136,0	-1 232,4
Dont Pétrole	-72,9	-93,3	-92,1
Balance des services	-363,0	-439,9	-461,5
Dont fret et assurances	-264,7	-295,6	-320,7
Revenu primaire	-96,7	-105,5	-108,3
Dont intérêts sur la dette	-18,4	-53,1	-45,4
Revenu secondaire	164,9	239,5	222,2
- Administrations publiques	82,8	132,1	108,3
- Autres secteurs	82,1	107,4	113,9
Compte de capital	229,6	237,0	293,1
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-470,6	-503,0	-568,6
Compte financier	-454,5	-373,0	-455,1
Investissement direct	-154,7	-179,8	-231,3
Investissements de portefeuille	-99,1	-31,0	-12,6
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-200,6	-162,2	-211,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-4,1	-4,9	0,0
Solde global	-20,2	-135,0	-113,5

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

SENEGAL - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2016	2017	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-472,5	-887,2	-1 026,3
Biens et services	-1 237,5	-1 688,4	-1 904,8
Balance commerciale	-1 164,7	-1 569,0	-1 768,1
Exportations	1 703,5	1 907,8	2 117,0
Dont produits halieutiques	286,1	236,4	300,0
Or	216,4	246,6	261,9
Importations	-2 868,2	-3 476,8	-3 885,1
Dont Pétrole	-637,4	-856,1	-1 030,7
Balance des services	-72,8	-119,4	-136,8
Dont fret et assurances	-353,8	-428,9	-524,0
Revenu primaire	-295,4	-341,0	-385,8
Dont intérêts sur la dette	-139,9	-178,3	-218,0
Revenu secondaire	1 060,4	1 142,2	1 264,4
- Administrations publiques	31,2	45,3	48,5
- Autres secteurs	1 029,2	1 096,9	1 215,9
Compte de capital	214,7	223,6	245,2
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-257,8	-663,6	-781,1
Compte financier	-303,7	-775,8	-1 308,3
Investissement direct	-147,3	-293,7	-309,2
Investissements de portefeuille	76,5	-524,7	-864,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-232,9	42,6	-134,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	3,5	4,3	0,0
Solde global	49,4	116,6	527,2

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

TOGO - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2016	2017	2018 (*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-258,7	-56,1	-230,8
Biens et services	-487,0	-291,5	-492,1
Balance commerciale	-571,7	-373,8	-576,5
Exportations	614,2	591,5	637,4
Dont Coton	30,2	42,3	48,7
Importations	-1 185,9	-965,3	-1 213,9
Dont Pétrole	-142,3	-145,7	-186,2
Balance des services	84,7	82,3	84,4
Dont fret et assurances	-154,6	-125,7	-182,1
Revenu primaire	25,8	2,9	48,8
Dont intérêts sur la dette	-8,8	-9,9	-14,1
Revenu secondaire	202,4	232,5	212,5
- Administrations publiques	42,3	60,8	41,8
- Autres secteurs	160,1	171,6	170,7
Compte de capital	163,6	141,4	155,7
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-95,2	85,3	-75,1
Compte financier	-159,8	77,5	-90,5
Investissement direct	179,7	-70,3	87,5
Investissements de portefeuille	-160,5	176,6	-6,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-179,0	-28,8	-171,9
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-2,5	2,2	0,0
Solde global	62,0	10,1	15,4

(*) Estimation.

Source : BCEAO.

UMOA - AGREGATS DE MONNAIE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Circulation fiduciaire	5 509,2	5 778,2	6 271,2
Dépôts à vue	9 668,2	10 660,6	12 182,2
M1	15 177,4	16 438,8	18 453,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	7 539,9	8 211,0	9 261,7
MASSE MONETAIRE (M2)	22 717,3	24 649,8	27 715,1
Actifs extérieurs nets	3 696,8	4 172,5	5 375,1
<i>Banque Centrale</i>	4 565,3	5 304,6	6 584,5
<i>Banques</i>	-868,5	-1 132,2	-1 209,4
Créances intérieures	23 114,5	27 438,0	30 023,8
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	6 387,2	7 276,8	7 960,8
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	16 727,2	20 161,2	22 063,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	5 628,5	6 290,4	7 177,3
Autres postes nets (3)	-1 534,5	670,3	506,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	22 717,3	24 649,8	27 715,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

BENIN - AGREGATS DE MONNAIE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Circulation fiduciaire	526,4	527,0	513,7
Dépôts à vue	715,4	738,3	827,6
M1	1 241,7	1 265,3	1 341,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	872,6	846,3	871,6
MASSE MONETAIRE (M2)	2 114,3	2 111,6	2 213,0
Actifs extérieurs nets	1 039,8	990,2	1 187,1
<i>Banque Centrale</i>	40,1	203,6	426,0
<i>Banques</i>	999,7	786,7	761,1
Créances intérieures	1 213,5	1 520,3	1 543,9
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	30,5	189,3	-40,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 183,0	1 331,0	1 584,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	280,1	350,4	346,3
Autres postes nets (3)	-141,1	48,5	171,7
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 114,3	2 111,6	2 213,0

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

BURKINA - AGREGATS DE MONNAIE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Circulation fiduciaire	280,6	447,9	579,9
Dépôts à vue	1 337,5	1 577,7	1 706,0
M1	1 618,1	2 025,6	2 285,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 172,9	1 341,1	1 429,7
MASSE MONETAIRE (M2)	2 790,9	3 366,7	3 715,6
Actifs extérieurs nets	402,1	1 330,1	1 280,4
<i>Banque Centrale</i>	-724,6	-1,0	310,5
<i>Banques</i>	1 126,8	1 331,1	969,9
Créances intérieures	1 986,0	2 436,3	2 891,7
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	-88,5	66,1	225,6
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	2 074,5	2 370,2	2 666,1
Passifs à caractère non monétaire (2)	487,0	571,3	630,8
Autres postes nets (3)	-889,8	-171,6	-174,3
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 790,9	3 366,7	3 715,6

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

COTE D'IVOIRE - AGREGATS DE MONNAIE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Circulation fiduciaire	2 273,4	2 301,0	2 439,9
Dépôts à vue	3 240,6	3 620,2	4 237,0
M1	5 514,1	5 921,3	6 676,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 356,7	2 653,6	3 046,8
MASSE MONETAIRE (M2)	7 870,7	8 574,9	9 723,7
Actifs extérieurs nets	1 732,4	1 762,7	2 032,1
<i>Banque Centrale</i>	1 399,0	1 550,7	1 702,3
<i>Banques</i>	333,4	212,1	329,8
Créances intérieures	6 915,7	8 290,7	9 336,6
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	1 724,5	1 981,1	2 318,3
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	5 191,2	6 309,6	7 018,3
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 090,4	1 372,3	1 463,4
Autres postes nets (3)	-313,0	106,3	181,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	7 870,7	8 574,9	9 723,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - AGREGATS DE MONNAIE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Circulation fiduciaire	224,2	227,1	234,9
Dépôts à vue	80,2	78,3	84,2
M1	304,4	305,5	319,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	30,6	38,7	45,9
MASSE MONETAIRE (M2)	335,0	344,2	365,0
Actifs extérieurs nets	201,5	224,5	233,7
<i>Banque Centrale</i>	153,1	176,2	169,8
<i>Banques</i>	48,4	48,2	64,0
Créances intérieures	163,5	164,0	173,0
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	111,3	63,6	70,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	52,2	100,4	103,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	28,3	13,5	19,5
Autres postes nets (3)	1,7	30,7	22,2
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	335,0	344,2	365,0

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

MALI - AGREGATS DE MONNAIE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Circulation fiduciaire	443,4	460,7	509,5
Dépôts à vue	1 141,6	1 200,6	1 433,0
M1	1 585,0	1 661,3	1 942,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	717,8	725,2	802,2
MASSE MONETAIRE (M2)	2 302,9	2 386,5	2 744,8
Actifs extérieurs nets	246,7	140,7	192,6
<i>Banque Centrale</i>	-82,0	-8,1	106,9
<i>Banques</i>	328,7	148,8	85,7
Créances intérieures	2 382,4	2 860,9	3 200,6
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	199,7	300,9	643,6
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	2 182,7	2 560,0	2 557,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	520,9	567,7	701,2
Autres postes nets (3)	-194,7	47,4	-52,8
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 302,9	2 386,5	2 744,8

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

NIGER - AGREGATS DE MONNAIE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Circulation fiduciaire	595,9	487,3	477,6
Dépôts à vue	384,9	427,4	430,9
M1	980,8	914,7	908,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	229,2	235,7	217,7
MASSE MONETAIRE (M2)	1 210,0	1 150,4	1 126,2
Actifs extérieurs nets	572,1	437,2	323,6
<i>Banque Centrale</i>	460,7	353,0	262,7
<i>Banques</i>	111,4	84,1	60,9
Créances intérieures	817,2	1 010,0	1 125,6
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	79,4	119,0	274,6
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	737,7	891,0	851,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	219,6	237,4	249,7
Autres postes nets (3)	-40,3	59,4	73,3
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 210,0	1 150,4	1 126,2

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

SENEGAL - AGREGATS DE MONNAIE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Circulation fiduciaire	920,1	1 028,8	1 187,0
Dépôts à vue	1 998,1	2 099,4	2 425,6
M1	2 918,2	3 128,2	3 612,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 299,3	1 479,5	1 647,1
MASSE MONETAIRE (M2)	4 217,4	4 607,7	5 259,7
Actifs extérieurs nets	1 171,1	1 296,6	1 823,8
<i>Banque Centrale</i>	738,0	789,0	1 171,1
<i>Banques</i>	433,0	507,6	652,7
Créances intérieures	3 674,0	4 608,1	4 742,8
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	430,1	399,1	467,8
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	3 243,9	4 209,1	4 275,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	811,5	934,0	1 050,7
Autres postes nets (3)	-183,9	363,0	256,2
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	4 217,4	4 607,7	5 259,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

TOGO - AGREGATS DE MONNAIE

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
<i>Circulation fiduciaire</i>	245,2	298,3	335,2
<i>Dépôts à vue</i>	535,0	558,5	579,4
M1	780,2	856,7	914,6
<i>Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)</i>	668,6	722,0	809,5
MASSE MONETAIRE (M2)	1 448,9	1 578,7	1 724,1
Actifs extérieurs nets	36,4	546,8	562,2
<i>Banque Centrale</i>	-328,0	83,5	68,1
<i>Banques</i>	364,4	463,4	494,1
Créances intérieures	1 113,7	1 341,8	1 434,1
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	30,9	164,9	208,4
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 082,8	1 176,9	1 225,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	178,1	196,2	210,5
Autres postes nets (3)	-476,9	113,8	61,7
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 448,9	1 578,7	1 724,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

UMOA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	4 565,3	5 304,6	6 584,5
Créances sur les non-résidents	6 534,3	7 188,8	8 565,7
Engagements envers les non-résidents	1 969,0	1 884,2	1 981,2
Créances sur les banques	4 709,9	4 180,8	4 196,2
Créances nettes sur l'administration centrale	561,8	501,2	293,3
Créances sur les autres secteurs	212,2	209,5	437,3
TOTAL ACTIF	10 049,3	10 196,2	11 511,3
Base monétaire	8 139,1	8 016,1	8 969,5
Circulation fiduciaire	6 135,7	6 407,6	6 969,9
Dépôts des banques	1 662,7	1 231,9	1 581,7
Engagements envers les autres secteurs (1)	340,6	376,7	417,9
Dépôts exclus de la base monétaire (2)	0,3	8,4	0,5
Actions et autres titres de participation	2 009,2	1 950,4	2 363,7
Autres postes (net)	-99,2	221,3	177,6
TOTAL PASSIF	10 049,3	10 196,2	11 511,3

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

BENIN - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	40,1	203,6	426,0
Créances sur les non-résidents	167,4	425,6	579,1
Engagements envers les non-résidents	127,2	222,0	153,2
Créances sur les banques	643,0	521,4	451,3
Créances nettes sur l'administration centrale	20,4	-62,8	-219,6
Créances sur les autres secteurs	6,1	4,4	4,0
TOTAL ACTIF	709,6	666,6	661,6
Base monétaire	692,4	648,8	646,3
Circulation fiduciaire	580,9	575,2	568,9
Dépôts des banques	110,7	72,9	76,6
Engagements envers les autres secteurs (1)	0,8	0,6	0,7
Dépôts exclus de la base monétaire (2)	0,0	0,1	0,1
Actions et autres titres de participation	13,1	15,7	12,1
Autres postes (net)	4,1	2,0	3,1
TOTAL PASSIF	709,6	666,6	661,6

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-724,6	-1,0	310,5
Créances sur les non-résidents	33,8	897,8	929,5
Engagements envers les non-résidents	758,4	898,7	619,0
Créances sur les banques	776,1	762,0	645,7
Créances nettes sur l'administration centrale	-141,8	-48,1	-57,3
Créances sur les autres secteurs	4,2	5,2	5,7
TOTAL ACTIF	-86,1	718,1	904,6
Base monétaire	478,2	684,1	869,1
Circulation fiduciaire	351,2	521,5	665,9
Dépôts des banques	126,1	161,9	202,5
Engagements envers les autres secteurs (1)	0,9	0,7	0,7
Dépôts exclus de la base monétaire (2)	0,2	8,3	0,4
Actions et autres titres de participation	17,9	22,7	16,5
Autres postes (net)	-582,4	3,0	18,7
TOTAL PASSIF	-86,1	718,1	904,6

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 399,0	1 550,7	1 702,3
Créances sur les non-résidents	3 084,0	3 389,9	3 646,4
Engagements envers les non-résidents	1 685,0	1 839,2	1 944,2
Créances sur les banques	1 185,7	1 050,4	1 184,1
Créances nettes sur l'administration centrale	487,1	449,6	421,1
Créances sur les autres secteurs	31,2	11,0	10,3
TOTAL ACTIF	3 103,0	3 061,8	3 317,7
Base monétaire	3 047,8	3 016,1	3 281,8
Circulation fiduciaire	2 499,5	2 521,0	2 670,9
Dépôts des banques	545,3	490,6	608,0
Engagements envers les autres secteurs (1)	3,0	4,5	2,9
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	22,3	28,9	26,5
Autres postes (net)	33,0	16,8	9,5
TOTAL PASSIF	3 103,0	3 061,8	3 317,7

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	153,1	176,2	169,8
Créances sur les non-résidents	217,9	249,1	270,9
Engagements envers les non-résidents	64,8	72,9	101,1
Créances sur les banques	41,3	26,5	30,0
Créances nettes sur l'administration centrale	37,7	37,1	43,9
Créances sur les autres secteurs	3,0	3,2	4,1
TOTAL ACTIF	235,1	243,1	247,7
Base monétaire	235,6	243,7	248,2
Circulation fiduciaire	227,1	233,5	239,0
Dépôts des banques	8,3	10,0	9,0
Engagements envers les autres secteurs (1)	0,2	0,2	0,2
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	-1,2	-1,2	-0,9
Autres postes (net)	0,6	0,6	0,4
TOTAL PASSIF	235,1	243,1	247,7

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

MALI - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-82,0	-8,1	106,9
Créances sur les non-résidents	249,5	347,6	526,1
Engagements envers les non-résidents	331,5	355,8	419,2
Créances sur les banques	821,2	669,9	629,1
Créances nettes sur l'administration centrale	36,3	93,3	134,8
Créances sur les autres secteurs	5,1	5,0	5,2
TOTAL ACTIF	780,5	760,1	875,9
Base monétaire	762,8	713,6	845,5
Circulation fiduciaire	537,1	554,5	620,8
Dépôts des banques	224,4	158,0	223,6
Engagements envers les autres secteurs (1)	1,2	1,1	1,0
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	14,9	23,3	19,1
Autres postes (net)	2,9	23,2	11,3
TOTAL PASSIF	780,5	760,1	875,9

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

NIGER - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	460,7	353,0	262,7
Créances sur les non-résidents	740,5	714,2	621,9
Engagements envers les non-résidents	279,8	361,2	359,2
Créances sur les banques	235,2	227,6	276,6
Créances nettes sur l'administration centrale	58,1	4,7	75,4
Créances sur les autres secteurs	4,6	4,5	4,5
TOTAL ACTIF	758,7	589,9	619,2
Base monétaire	755,3	585,3	613,0
Circulation fiduciaire	639,3	533,0	530,0
Dépôts des banques	115,6	51,6	82,4
Engagements envers les autres secteurs (1)	0,4	0,6	0,5
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	2,6	3,9	5,5
Autres postes (net)	0,7	0,6	0,7
TOTAL PASSIF	758,7	589,9	619,2

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	738,0	789,0	1 171,1
Créances sur les non-résidents	973,1	1 034,4	1 417,0
Engagements envers les non-résidents	235,1	245,4	245,9
Créances sur les banques	666,9	607,4	629,9
Créances nettes sur l'administration centrale	28,0	-5,6	-173,5
Créances sur les autres secteurs	5,1	5,1	5,0
TOTAL ACTIF	1 437,9	1 395,9	1 632,5
Base monétaire	1 424,2	1 377,6	1 617,9
Circulation fiduciaire	1 018,8	1 136,5	1 300,3
Dépôts des banques	400,3	240,6	316,7
Engagements envers les autres secteurs (1)	5,1	0,6	0,9
Dépôts exclus de la base monétaire (2)			
Actions et autres titres de participation	13,3	17,7	17,1
Autres postes (net)	0,4	0,6	-2,5
TOTAL PASSIF	1 437,9	1 395,9	1 632,5

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

TOGO - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-328,0	83,5	68,1
Créances sur les non-résidents	32,5	522,8	428,3
Engagements envers les non-résidents	360,6	439,3	360,1
Créances sur les banques	340,6	315,4	349,5
Créances nettes sur l'administration centrale	-12,1	-10,3	26,6
Créances sur les autres secteurs	2,4	2,7	2,9
TOTAL ACTIF	2,8	391,3	447,1
Base monétaire	415,8	383,7	439,1
Circulation fiduciaire	281,7	332,3	374,0
Dépôts des banques	132,0	46,2	62,9
Engagements envers les autres secteurs (1)	2,1	5,1	2,2
Dépôts exclus de la base monétaire (2)		0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	3,6	6,1	7,8
Autres postes (net)	-416,6	1,5	0,2
TOTAL PASSIF	2,8	391,3	447,1

(1) Dépôts ouverts dans les livres de la BCEAO au profit des unités du secteur détenteur de monnaie, notamment les établissements financiers et les agents de la Banque Centrale.

(2) Comptes de dépôts à caractère particulier ouverts dans les livres de la BCEAO par des sociétés non financières publiques. Ces dépôts n'intègrent pas la définition de la monnaie au sens large.

Source : BCEAO.

UMOA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	-868,5	-1 205,7	-1 240,9
Créances sur les non-résidents	662,4	707,8	644,4
Engagements envers les non-résidents	-1 530,9	-1 913,6	-1 885,2
Créances sur la banque centrale	2 184,8	1 988,1	2 173,3
Créances nettes sur l'administration centrale	5 858,1	6 501,8	7 552,0
Créances sur les autres secteurs	16 515,0	19 309,3	20 911,4
Créances sur les autres sociétés financières	563,5	1 043,3	705,3
Créances sur les sociétés non financières publiques	1 174,9	1 181,4	1 527,2
Créances sur le secteur privé	14 776,6	17 084,6	18 584,6
TOTAL ACTIF	23 689,5	26 593,5	29 395,8
Engagements envers la banque centrale	4 575,9	4 028,0	3 210,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	9 217,9	9 597,8	10 655,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	7 432,7	8 029,1	9 052,1
Dépôts exclus de la masse monétaire	633,0	708,1	892,9
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	30,8	35,0	2,6
Emprunts	463,3	516,5	761,7
Actions et autres titres de participation	2 492,0	2 821,2	3 003,3
Autres postes (net)	-1 156,1	857,9	1 817,4
TOTAL PASSIF	23 689,5	26 593,5	29 395,8

BENIN - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	999,7	802,1	765,2
Créances sur les non-résidents	1 533,6	1 227,3	1 074,6
Engagements envers les non-résidents	-534,0	-425,2	-309,4
Créances sur la banque centrale	156,0	139,8	133,4
Créances nettes sur l'administration centrale	16,6	212,7	288,3
Créances sur les autres secteurs	1 176,9	1 303,5	1 364,7
Créances sur les autres sociétés financières	0,0	5,4	20,4
Créances sur les sociétés non financières publiques	75,3	82,0	76,4
Créances sur le secteur privé	1 101,5	1 216,1	1 267,7
TOTAL ACTIF	2 349,2	2 458,2	2 551,6
Engagements envers la banque centrale	643,9	507,2	376,7
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	704,3	699,4	786,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	872,4	827,2	856,9
Dépôts exclus de la masse monétaire	37,6	44,2	43,4
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,4		
Emprunts	31,5	37,7	43,5
Actions et autres titres de participation	197,4	233,1	215,7
Autres postes (net)	-138,3	109,2	228,5
TOTAL PASSIF	2 349,2	2 458,2	2 551,6

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	1 126,8	1 259,8	962,1
Créances sur les non-résidents	1 572,5	1 824,0	1 345,3
Engagements envers les non-résidents	-445,8	-564,2	-383,2
Créances sur la banque centrale	186,2	279,6	206,4
Créances nettes sur l'administration centrale	61,3	114,5	299,4
Créances sur les autres secteurs	2 070,3	2 297,1	2 597,0
Créances sur les autres sociétés financières	6,2	33,9	14,2
Créances sur les sociétés non financières publiques	158,7	115,7	206,9
Créances sur le secteur privé	1 905,4	2 147,5	2 375,4
TOTAL ACTIF	3 444,5	3 951,0	4 065,0
Engagements envers la banque centrale	778,4	750,9	481,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 158,0	1 280,0	1 306,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 172,6	1 325,3	1 454,8
Dépôts exclus de la masse monétaire	61,1	75,0	133,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	2,5	0,9	
Emprunts	26,7	20,3	21,0
Actions et autres titres de participation	378,5	436,9	442,1
Autres postes (net)	-133,2	61,8	226,1
TOTAL PASSIF	3 444,5	3 951,0	4 065,0

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	333,4	303,8	343,0
Créances sur les non-résidents	1 190,8	1 334,8	1 220,5
Engagements envers les non-résidents	-857,4	-1 030,9	-877,4
Créances sur la banque centrale	720,1	688,4	915,0
Créances nettes sur l'administration centrale	1 239,6	1 426,7	1 760,1
Créances sur les autres secteurs	5 160,0	6 006,9	6 792,6
Créances sur les autres sociétés financières	16,7	123,0	151,3
Créances sur les sociétés non financières publiques	314,3	339,8	536,4
Créances sur le secteur privé	4 829,0	5 544,1	6 103,3
TOTAL ACTIF	7 453,1	8 425,8	9 810,8
Engagements envers la banque centrale	1 091,7	984,9	1 181,7
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	3 237,9	3 444,0	3 888,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2 356,4	2 622,2	3 033,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	267,3	299,5	317,7
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	12,0	9,9	2,6
Emprunts	141,4	126,8	248,2
Actions et autres titres de participation	647,4	823,3	915,2
Autres postes (net)	-301,0	115,3	224,0
TOTAL PASSIF	7 453,1	8 425,8	9 810,8

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	48,4	42,0	64,7
Créances sur les non-résidents	66,4	68,8	99,9
Engagements envers les non-résidents	-18,0	-26,8	-35,2
Créances sur la banque centrale	10,0	11,0	15,9
Créances nettes sur l'administration centrale	73,7	26,7	33,5
Créances sur les autres secteurs	49,2	93,7	96,0
Créances sur les autres sociétés financières		0,1	0,1
Créances sur les sociétés non financières publiques	4,5	0,2	0,0
Créances sur le secteur privé	44,7	93,4	95,7
TOTAL ACTIF	181,3	173,4	210,0
Engagements envers la banque centrale	19,3	19,1	35,5
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	80,0	80,7	75,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	30,6	38,4	47,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	2,9	4,6	8,2
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire			
Emprunts	1,1	2,4	1,1
Actions et autres titres de participation	25,5	-12,4	12,2
Autres postes (net)	21,9	40,4	30,6
TOTAL PASSIF	181,3	173,4	210,0

MALI - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	328,7	185,5	21,6
Créances sur les non-résidents	874,8	771,9	632,0
Engagements envers les non-résidents	-546,0	-586,4	-610,4
Créances sur la banque centrale	313,9	224,8	219,6
Créances nettes sur l'administration centrale	171,3	241,7	496,9
Créances sur les autres secteurs	2 177,7	2 462,5	2 525,1
Créances sur les autres sociétés financières	4,5	143,8	27,8
Créances sur les sociétés non financières publiques	99,1	53,1	92,0
Créances sur le secteur privé	2 074,0	2 265,5	2 405,2
TOTAL ACTIF	2 991,6	3 114,4	3 263,3
Engagements envers la banque centrale	823,1	667,2	566,4
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 141,0	1 108,6	1 291,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	717,2	703,7	771,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	66,9	64,7	78,0
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	9,2	9,1	
Emprunts	43,0	44,5	104,5
Actions et autres titres de participation	387,0	406,5	427,1
Autres postes (net)	-195,8	110,0	24,5
TOTAL PASSIF	2 991,6	3 114,4	3 263,3

Source : BCEAO.

NIGER - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	111,4	39,9	26,1
Créances sur les non-résidents	242,0	245,8	261,2
Engagements envers les non-résidents	-130,6	-206,0	-235,1
Créances sur la banque centrale	154,1	130,7	112,9
Créances nettes sur l'administration centrale	24,1	88,8	198,5
Créances sur les autres secteurs	733,1	904,1	842,8
Créances sur les autres sociétés financières	0,1	54,1	24,7
Créances sur les sociétés non financières publiques	67,7	90,9	79,1
Créances sur le secteur privé	665,3	759,0	725,8
TOTAL ACTIF	1 022,6	1 163,5	1 180,2
Engagements envers la banque centrale	221,2	232,3	229,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	382,4	385,0	375,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	229,1	228,6	211,5
Dépôts exclus de la masse monétaire	27,7	31,7	33,8
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,4	0,0	
Emprunts	36,2	16,4	58,8
Actions et autres titres de participation	152,6	177,6	185,8
Autres postes (net)	-27,0	91,9	86,1
TOTAL PASSIF	1 022,6	1 163,5	1 180,2

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	433,0	404,9	548,0
Créances sur les non-résidents	1 214,0	1 080,7	1 284,8
Engagements envers les non-résidents	-780,9	-675,9	-736,8
Créances sur la banque centrale	535,0	408,1	508,5
Créances nettes sur l'administration centrale	406,1	384,8	579,3
Créances sur les autres secteurs	3 238,8	4 123,7	4 203,7
Créances sur les autres sociétés financières	54,3	260,1	173,7
Créances sur les sociétés non financières publiques	292,3	330,3	324,2
Créances sur le secteur privé	2 892,3	3 533,3	3 698,0
TOTAL ACTIF	4 613,0	5 321,5	5 839,5
Engagements envers la banque centrale	656,7	555,1	563,0
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 989,7	2 015,5	2 249,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 294,7	1 457,5	1 623,2
Dépôts exclus de la masse monétaire	129,7	143,8	193,6
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	6,3	15,1	
Emprunts	86,5	66,7	112,2
Actions et autres titres de participation	575,7	647,5	676,1
Autres postes (net)	-126,3	420,2	421,5
TOTAL PASSIF	4 613,0	5 321,5	5 839,5

Source : BCEAO.

TOGO - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	364,4	467,9	512,1
Créances sur les non-résidents	684,6	751,7	738,8
Engagements envers les non-résidents	-320,2	-283,8	-226,8
Créances sur la banque centrale	160,5	105,7	120,9
Créances nettes sur l'administration centrale	44,3	172,7	179,0
Créances sur les autres secteurs	1 080,3	1 141,9	1 243,6
Créances sur les autres sociétés financières	7,1	8,8	15,6
Créances sur les sociétés non financières publiques	50,6	60,1	117,1
Créances sur le secteur privé	1 022,6	1 073,0	1 105,6
TOTAL ACTIF	1 649,6	1 888,2	2 055,6
Engagements envers la banque centrale	341,8	311,3	381,8
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	515,5	542,1	551,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	668,6	712,2	809,1
Dépôts exclus de la masse monétaire	39,8	44,4	57,0
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire			
Emprunts	6,9	9,7	11,7
Actions et autres titres de participation	127,8	108,7	132,2
Autres postes (net)	-50,8	159,8	111,9
TOTAL PASSIF	1 649,6	1 888,2	2 055,6

Source : BCEAO.

UMOA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	529,1	469,6	262,7
Créances	1 819,2	1 884,6	1 978,3
Crédits	1 803,9	1 868,9	1 962,6
Concours adossés aux DTS	226,1	154,1	79,5
Découverts statutaires consolidés	230,4	227,7	224,8
Concours du FMI	1 093,0	1 239,4	1 416,0
Autres concours de Gouvernements étrangers (1)	12,4	5,5	
Autres créances (2)	15,3	15,6	15,6
Engagements	1 290,1	1 415,0	1 715,5
Encaisses du Trésor	32,7	31,7	30,6
Dépôts	1 203,2	1 324,0	1 624,5
Autres engagements (3)	54,2	59,3	60,5
Créances nettes des banques	5 858,1	6 807,2	7 698,1
Créances	8 538,5	9 703,2	9 978,6
Crédits	1 461,3	2 051,0	1 821,3
Portefeuille de titres du Trésor	7 077,2	7 652,2	8 157,3
Engagements	2 680,4	2 895,9	2 280,5
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	6 387,2	7 276,8	7 960,8

(1) Le concours kowétien à l'Etat du Sénégal.

(2) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

BENIN - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	13,9	-69,3	-226,1
Créances	75,6	87,4	96,1
Crédits	75,6	87,4	96,1
Concours adossés aux DTS	15,5	10,3	4,9
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	60,1	77,1	91,2
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	61,7	156,7	322,2
Encaisses du Trésor	6,5	6,5	6,5
Dépôts	55,2	150,2	315,7
Autres engagements (2)		0,0	
Créances nettes des banques	16,6	258,6	186,1
Créances	453,3	616,6	555,9
Crédits	96,7	182,1	237,2
Portefeuille de titres du Trésor	356,6	434,5	318,7
Engagements	436,8	358,0	369,8
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	30,5	189,3	-40,0

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

BURKINA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	-149,8	-55,7	-64,6
Créances	135,6	120,9	111,5
Crédits	135,6	120,9	111,5
Concours adossés aux DTS	15,0	9,9	4,7
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	120,6	110,9	106,8
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	285,4	176,6	176,1
Encaisses du Trésor	8,0	7,6	7,3
Dépôts	277,4	168,9	168,8
Autres engagements (2)		0,0	
Créances nettes des banques	61,3	121,8	290,2
Créances	345,8	465,1	630,4
Crédits	31,2	50,0	9,5
Portefeuille de titres du Trésor	314,6	415,1	620,9
Engagements	284,5	343,3	340,1
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-88,5	66,1	225,6

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

COTE D'IVOIRE - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	484,9	447,4	418,9
Créances	1 062,9	1 125,2	1 167,8
Crédits	1 062,9	1 125,2	1 167,8
Concours adossés aux DTS	87,1	58,4	28,9
Découverts statutaires consolidés	216,7	216,7	216,7
Concours du FMI	617,2	708,2	780,3
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	578,1	677,8	748,9
Encaisses du Trésor	2,2	2,2	2,2
Dépôts	575,8	675,6	746,7
Autres engagements (2)	0,0		
Créances nettes des banques	1 239,6	1 533,7	1 899,3
Créances	1 665,5	2 055,5	2 418,8
Crédits	159,9	329,0	457,7
Portefeuille de titres du Trésor	1 505,6	1 726,6	1 961,1
Engagements	425,8	521,8	519,5
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 724,5	1 981,1	2 318,3

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	37,7	37,1	43,8
Créances	38,4	42,8	44,1
Crédits	38,4	42,8	44,1
Concours adossés aux DTS	9,6	9,9	9,9
Découverts statutaires consolidés	1,2	1,3	1,3
Concours du FMI	14,3	18,0	19,3
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	0,8	5,7	0,3
Encaisses du Trésor	0,0	0,0	0,0
Dépôts	0,7	5,7	0,3
Autres engagements (2)			
Créances nettes des banques	73,7	26,5	26,2
Créances	74,1	32,0	42,7
Crédits	60,8	18,3	19,9
Portefeuille de titres du Trésor	13,4	13,7	22,8
Engagements	0,4	5,6	16,5
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	111,3	63,6	70,0

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

MALI - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	28,4	85,3	126,8
Créances	120,0	129,0	187,2
Crédits	120,0	129,0	187,2
Concours adossés aux DTS	22,7	14,9	7,0
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	97,3	114,1	180,3
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	91,6	43,7	60,4
Encaisses du Trésor	7,9	7,9	7,9
Dépôts	83,7	35,8	52,5
Autres engagements (2)	0,0		
Créances nettes des banques	171,3	215,6	516,8
Créances	589,2	634,4	789,9
Crédits	80,1	89,4	52,9
Portefeuille de titres du Trésor	509,1	545,0	737,0
Engagements	417,9	418,8	273,1
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	199,7	300,9	643,6

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

NIGER - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	55,4	1,9	72,6
Créances	119,9	130,6	140,1
Crédits	119,9	130,6	140,1
Concours adossés aux DTS	16,8	11,2	5,4
Découverts statutaires consolidés	12,5	9,7	6,8
Concours du FMI	90,6	109,8	127,9
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	64,5	128,7	67,5
Encaisses du Trésor	2,8	2,8	2,8
Dépôts	61,7	125,9	64,7
Autres engagements (2)			
Créances nettes des banques	24,1	117,0	202,0
Créances	168,6	261,2	343,8
Crédits	55,5	84,7	65,9
Portefeuille de titres du Trésor	113,1	176,5	277,8
Engagements	144,5	144,2	141,8
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	79,4	119,0	274,6

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

SENEGAL - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2016	2017	2018
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	24,0	-8,7	-176,6
Créances	103,7	65,2	27,6
Crédits	103,7	65,2	27,6
Concours adossés aux DTS	40,7	27,0	12,9
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	50,6	32,7	14,7
Autres concours de Gouvernements étrangers (1)	12,4	5,5	
Autres créances (2)			
Engagements	79,7	73,9	204,2
Encaisses du Trésor	4,0	3,1	3,1
Dépôts	75,7	70,7	201,0
Autres engagements (3)	0,0	0,1	0,1
Créances nettes des banques	406,1	407,7	644,3
Créances	793,8	819,8	952,7
Crédits	318,0	442,0	654,5
Portefeuille de titres du Trésor	475,8	377,8	298,2
Engagements	387,6	412,1	308,3
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	430,1	399,1	467,8

(1) Le concours kowétien à l'Etat du Sénégal.

(2) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

TOGO - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2016	2017	2018
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	-13,4	-11,8	25,8
Créances	60,9	81,0	101,5
Crédits	60,9	81,0	101,5
Concours adossés aux DTS	18,6	12,3	5,9
Découverts statutaires consolidés			
Concours du FMI	42,3	68,6	95,6
Autres concours de Gouvernements étrangers			
Autres créances (1)			
Engagements	74,3	92,8	75,6
Encaisses du Trésor	1,3	1,5	0,8
Dépôts	73,0	91,3	74,8
Autres engagements (2)	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	44,3	176,8	182,6
Créances	287,7	393,6	474,1
Crédits	56,6	30,9	68,0
Portefeuille de titres du Trésor	231,1	362,8	406,1
Engagements	243,4	216,9	291,5
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	30,9	164,9	208,4

(1) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats.

(2) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO.

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
Millions de francs CFA			
Agriculture, sylviculture et pêche	343 902	378 557	350 776
- Agriculture, chasse	310 934	359 246	317 491
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	32 968	19 311	33 285
Industries extractives	141 410	120 624	113 095
- Pétrole brut et gaz naturel	64 174	33 240	24 416
- Autres	77 235	87 384	88 679
Industries manufacturières	1 395 997	1 498 278	1 316 281
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	607 363	602 746	535 279
- Textiles, habillement, cuir	131 287	165 695	140 286
- Industries chimiques	246 111	309 626	246 099
- Autres	398 444	406 260	369 730
Electricité, gaz, eau	406 005	526 726	563 494
Bâtiment, travaux publics	837 464	870 643	818 466
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	2 845 558	2 672 303	2 694 415
- Commerce de gros	2 341 287	2 186 466	2 113 005
- Commerce de détail	412 685	406 203	470 839
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	91 587	79 635	110 571
Transports, entrepôts et communications	628 913	675 520	671 355
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	461 676	476 420	439 173
- Etablissements financiers, assurances	84 862	103 600	79 650
- Affaires immobilières, services aux entreprises	376 814	372 820	359 522
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	744 345	782 723	800 873
- Services divers fournis à la collectivité	68 238	80 226	93 651
- Prêts aux particuliers	267 585	262 534	306 904
- Autres	408 522	439 963	400 318
TOTAL	7 805 270	8 001 793	7 767 929

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
Millions de francs CFA			
Agriculture, sylviculture et pêche	85 311	115 919	106 184
- Agriculture, chasse	61 034	93 959	96 253
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	24 276	21 960	9 931
Industries extractives	61 431	76 055	91 677
- Pétrole brut et gaz naturel	25 699	30 930	32 426
- Autres	35 732	45 125	59 252
Industries manufacturières	561 034	531 867	621 950
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	148 970	181 992	246 246
- Textiles, habillement, cuir	12 445	12 712	21 265
- Industries chimiques	179 477	107 897	103 920
- Autres	220 142	229 266	250 519
Electricité, gaz, eau	224 742	179 162	188 643
Bâtiment, travaux publics	362 073	353 003	470 578
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	717 203	686 450	721 936
- Commerce de gros	523 955	467 064	477 177
- Commerce de détail	107 481	106 609	159 764
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	85 767	112 777	84 995
Transports, entrepôts et communications	649 332	781 054	907 335
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	351 207	423 596	398 363
- Etablissements financiers, assurances	132 794	163 491	125 382
- Affaires immobilières, services aux entreprises	218 413	260 105	272 982
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	1 093 334	1 397 461	1 646 387
- Services divers fournis à la collectivité	68 129	81 340	96 761
- Prêts aux particuliers	811 857	991 058	1 182 314
- Autres	213 347	325 063	367 312
TOTAL	4 105 668	4 544 568	5 153 055

(*) Estimations.

Source : BCEAO.

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	35 652	21 131	20 532
- Agriculture, chasse	35 370	20 106	19 189
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	281	1 025	1 343
Industries extractives	12 384	3 785	7 626
- Pétrole brut et gaz naturel	8 073	550	1 927
- Autres	4 310	3 235	5 699
Industries manufacturières	89 881	113 364	121 101
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	28 035	36 187	31 134
- Textiles, habillement, cuir	2 493	28 708	35 648
- Industries chimiques	8 190	5 047	5 521
- Autres	51 163	43 422	48 798
Electricité, gaz, eau	10 926	18 441	5 460
Bâtiment, travaux publics	128 054	132 661	145 709
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	263 582	216 604	243 371
- Commerce de gros	197 771	168 622	186 425
- Commerce de détail	50 102	38 857	34 069
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	15 709	9 125	22 877
Transports, entrepôts et communications	37 441	34 229	22 707
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	39 297	21 743	20 525
- Etablissements financiers, assurances	12 609	13 680	12 509
- Affaires immobilières, services aux entreprises	26 688	8 063	8 016
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	123 084	64 081	61 777
- Services divers fournis à la collectivité	4 115	4 659	1 696
- Prêts aux particuliers	42 281	34 744	24 294
- Autres	76 688	24 678	35 787
TOTAL	740 300	626 039	648 808

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	2 645	1 372	3 871
- Agriculture, chasse	2 635	1 361	3 871
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	10	11	0
Industries extractives	13 873	15 357	13 868
- Pétrole brut et gaz naturel	9 921	12 395	10 131
- Autres	3 952	2 962	3 737
Industries manufacturières	50 390	77 388	64 522
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	6 091	28 216	27 541
- Textiles, habillement, cuir	28	27	34
- Industries chimiques	6 344	5 518	3 204
- Autres	37 926	43 627	33 744
Electricité, gaz, eau	41 180	36 649	33 199
Bâtiment, travaux publics	65 473	81 186	197 288
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	79 266	85 512	70 428
- Commerce de gros	55 725	50 908	39 232
- Commerce de détail	10 889	10 263	16 651
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	12 652	24 341	14 546
Transports, entrepôts et communications	36 027	39 858	39 469
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	49 549	78 277	24 515
- Etablissements financiers, assurances	39 300	60 337	11 573
- Affaires immobilières, services aux entreprises	10 249	17 940	12 942
Services fournis à la collec., serv. Soc. et pers.	125 395	213 441	243 088
- Services divers fournis à la collectivité	8 130	11 813	6 616
- Prêts aux particuliers	80 675	134 358	119 858
- Autres	36 590	67 270	116 614
TOTAL	463 797	629 040	690 250

(*) Estimations.

Source : BCEAO.

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2016	2017	2018 (*)
Secteurs d'activités	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Agriculture, sylviculture et pêche	63 807	83 498	98 510
- Agriculture, chasse	63 180	82 815	97 899
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	628	683	612
Industries extractives	24 218	12 561	15 474
- Pétrole brut et gaz naturel	1 348	91	2 301
- Autres	22 870	12 470	13 173
Industries manufacturières	216 015	218 252	156 405
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	24 824	20 257	24 125
- Textiles, habillement, cuir	91 950	96 634	60 305
- Industries chimiques	22 048	23 959	25 559
- Autres	77 194	77 402	46 417
Electricité, gaz, eau	10 996	19 731	15 587
Bâtiment, travaux publics	232 019	255 086	227 451
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	434 285	453 367	363 287
- Commerce de gros	398 455	422 742	342 275
- Commerce de détail	30 138	25 911	16 742
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	5 692	4 714	4 270
Transports, entrepôts et communications	63 990	76 353	73 700
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	62 610	82 561	79 509
- Etablissements financiers, assurances	9 251	6 731	5 739
- Affaires immobilières, services aux entreprises	53 360	75 830	73 769
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	124 158	96 272	104 497
- Services divers fournis à la collectivité	15 916	10 883	8 872
- Prêts aux particuliers	63 302	56 508	76 807
- Autres	44 940	28 881	18 817
TOTAL	1 232 099	1 297 681	1 134 420

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2016	2017	2018 (*)
Secteurs d'activités	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Agriculture, sylviculture et pêche	12 818	12 490	10 411
- Agriculture, chasse	12 769	12 390	10 305
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	49	100	106
Industries extractives	5 882	30 413	31 087
- Pétrole brut et gaz naturel	35	4 583	4 750
- Autres	5 847	25 830	26 337
Industries manufacturières	56 076	78 841	76 306
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	17 567	29 738	23 595
- Textiles, habillement, cuir	106	151	158
- Industries chimiques	8 573	7 852	7 777
- Autres	29 830	41 100	44 776
Electricité, gaz, eau	6 326	6 781	5 893
Bâtiment, travaux publics	100 410	113 713	137 446
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	92 715	67 401	63 130
- Commerce de gros	75 778	51 205	47 430
- Commerce de détail	8 071	5 806	5 549
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 866	10 390	10 151
Transports, entrepôts et communications	142 980	115 128	127 192
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	39 444	39 167	57 078
- Etablissements financiers, assurances	15 527	9 589	13 333
- Affaires immobilières, services aux entreprises	23 917	29 578	43 746
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	350 618	421 066	537 276
- Services divers fournis à la collectivité	14 123	12 274	16 784
- Prêts aux particuliers	284 119	348 648	452 303
- Autres	52 376	60 144	68 188
TOTAL	807 269	885 000	1 045 819

(*) Estimations.

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	141 297	165 219	167 019
- Agriculture, chasse	117 020	156 775	145 503
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	24 277	8 444	21 517
Industries extractives	50 650	34 946	17 569
- Pétrole brut et gaz naturel	49 030	26 803	12 885
- Autres	1 620	8 143	4 684
Industries manufacturières	548 220	552 165	436 746
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	320 647	289 313	229 506
- Textiles, habillement, cuir	20 331	25 490	29 256
- Industries chimiques	106 125	146 355	90 275
- Autres	101 117	91 007	87 709
Electricité, gaz, eau	227 850	309 825	383 797
Bâtiment, travaux publics	163 485	155 451	145 418
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	755 313	573 046	628 761
- Commerce de gros	663 870	475 582	505 809
- Commerce de détail	86 513	89 785	116 532
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	4 931	7 679	6 420
Transports, entrepôts et communications	138 388	158 139	188 936
Assurances, aff. Immob., serv. aux entreprises	150 052	107 784	125 156
- Etablissements financiers, assurances	24 105	29 889	30 739
- Affaires immobilières, services aux entreprises	125 948	77 895	94 418
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	85 721	80 772	85 019
- Services divers fournis à la collectivité	16 908	16 836	27 566
- Prêts aux particuliers	22 778	19 583	22 761
- Autres	46 035	44 353	34 692
TOTAL	2 260 977	2 137 347	2 178 422

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	54 646	75 404	67 806
- Agriculture, chasse	32 949	57 644	62 526
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	21 697	17 760	5 280
Industries extractives	16 767	9 863	13 753
- Pétrole brut et gaz naturel	14 561	9 857	13 716
- Autres	2 206	6	38
Industries manufacturières	191 598	166 135	259 666
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	33 243	66 808	115 024
- Textiles, habillement, cuir	9 252	10 518	19 110
- Industries chimiques	101 889	47 876	60 257
- Autres	47 214	40 933	65 275
Electricité, gaz, eau	31 646	25 503	35 954
Bâtiment, travaux publics	18 622	25 693	30 533
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	88 043	83 118	142 993
- Commerce de gros	59 816	53 477	97 881
- Commerce de détail	17 068	20 570	33 631
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	11 159	9 071	11 481
Transports, entrepôts et communications	206 681	259 928	349 697
Assurances, aff. Immob, serv. aux entreprises	108 639	128 730	142 270
- Etablissements financiers, assurances	39 103	37 845	50 529
- Affaires immobilières, services aux entreprises	69 536	90 885	91 741
Services fournis à la collec., serv. soc. et pers.	91 070	89 451	95 764
- Services divers fournis à la collectivité	11 917	9 467	8 920
- Prêts aux particuliers	43 389	44 551	72 196
- Autres	35 764	35 433	14 649
TOTAL	807 712	863 825	1 138 437

(*) Estimations.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
Millions de francs CFA			
Agriculture, sylviculture et pêche	47	27	46
- Agriculture, chasse	23	12	21
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	24	15	26
Industries extractives	0	0	0
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	0	0	0
Industries manufacturières	963	104	178
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	932	95	163
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	0	0	0
- Autres	31	9	15
Electricité, gaz, eau	2 301	10	17
Bâtiment, travaux publics	5 358	290	579
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	9 976	4 641	8 301
- Commerce de gros	9 408	4 340	7 781
- Commerce de détail	278	163	284
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	290	138	236
Transports, entrepôts et communications	26	97	159
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	611	2 159	3 673
- Etablissements financiers, assurances	28	16	27
- Affaires immobilières, service aux entreprises	583	2 143	3 646
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	3 573	6 485	11 921
- Services divers fournis à la collectivité	417	554	948
- Prêts aux particuliers	2 967	5 707	10 590
- Autres	189	224	383
TOTAL	22 855	13 812	24 876

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
Millions de francs CFA			
Agriculture, sylviculture et pêche	23	227	223
- Agriculture, chasse	23	227	223
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	0
Industries extractives	0	0	0
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	0	0	0
Industries manufacturières	8	10	176
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	8	10	152
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	0	0	0
- Autres	0	0	24
Electricité, gaz, eau	0	320	313
Bâtiment, travaux publics	5 212	216	264
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	1 996	4 086	6 470
- Commerce de gros	1 648	3 878	5 996
- Commerce de détail	175	111	368
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	173	97	107
Transports, entrepôts et communications	0	226	388
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	72	315	463
- Etablissements financiers, assurances	0	0	0
- Affaires immobilières, service aux entreprises	72	315	463
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	2 257	10 191	17 135
- Services divers fournis à la collectivité	0	337	377
- Prêts aux particuliers	2 235	9 507	15 866
- Autres	22	348	892
TOTAL	9 568	15 592	25 431

(*) Estimations.

Source : BCEAO.

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2016	2017	2018 (*)
Secteurs d'activités	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Agriculture, sylviculture et pêche	56 766	51 126	8 718
- Agriculture, chasse	56 371	50 665	8 108
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	395	461	611
Industries extractives	24 968	28 920	46 182
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	24 968	28 920	46 182
Industries manufacturières	147 848	162 919	185 323
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	87 826	85 645	101 357
- Textiles, habillement, cuir	6 377	5 345	4 765
- Industries chimiques	33 219	42 940	52 044
- Autres	20 427	28 989	27 157
Electricité, gaz, eau	97 334	95 558	81 397
Bâtiment, travaux publics	92 556	101 351	101 636
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	594 492	622 131	646 471
- Commerce de gros	527 994	542 051	566 025
- Commerce de détail	34 646	44 483	42 888
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	31 851	35 597	37 558
Transports, entrepôts et communications	114 696	111 357	94 379
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	108 901	112 749	100 170
- Etablissements financiers, assurances	14 460	10 485	8 347
- Affaires immobilières, services aux entreprises	94 442	102 264	91 823
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	43 637	49 820	49 691
- Services divers fournis à la collectivité	10 890	25 610	25 375
- Prêts aux particuliers	11 458	9 463	8 343
- Autres	21 289	14 747	15 973
TOTAL	1 281 197	1 335 931	1 313 967

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2016	2017	2018 (*)
Secteurs d'activités	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Millions de francs CFA</i>		
Agriculture, sylviculture et pêche	612	11 408	7 389
- Agriculture, chasse	148	10 776	6 762
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	464	632	627
Industries extractives	8 914	7 179	6 158
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	8 914	7 179	6 158
Industries manufacturières	56 335	72 365	65 559
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	27 423	28 585	30 610
- Textiles, habillement, cuir	0	39	30
- Industries chimiques	10 210	8 297	3 016
- Autres	18 702	35 444	31 903
Electricité, gaz, eau	58 758	22 493	20 897
Bâtiment, travaux publics	14 461	18 475	21 562
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	155 705	97 532	93 390
- Commerce de gros	137 831	85 653	79 145
- Commerce de détail	8 456	4 084	6 090
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	9 418	7 795	8 155
Transports, entrepôts et communications	61 441	94 446	106 585
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	51 342	20 894	25 500
- Etablissements financiers, assurances	4 131	3 506	5 484
- Affaires immobilières, services aux entreprises	47 211	17 388	20 017
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	30 590	48 635	40 991
- Services divers fournis à la collectivité	5 529	15 861	17 143
- Prêts aux particuliers	24 617	17 369	18 334
- Autres	445	15 405	5 514
TOTAL	438 158	393 427	388 031

(*) Estimations.

Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre Millions de FCFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	2 446	4 056	4 065
- Agriculture, chasse	2 420	4 028	4 059
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	26	28	5
Industries extractives	12 305	14 530	1 105
- Pétrole brut et gaz naturel	42	40	0
- Autres	12 263	14 490	1 105
Industries manufacturières	22 602	24 477	38 251
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	4 244	5 475	19 202
- Textiles, habillement, cuir	2 804	1 871	3 135
- Industries chimiques	4 079	3 648	1 444
- Autres	11 475	13 483	14 470
Electricité, gaz, eau	25 968	26 448	32 744
Bâtiment, travaux publics	58 544	57 648	42 787
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	186 477	177 435	140 095
- Commerce de gros	160 401	152 413	105 231
- Commerce de détail	25 102	23 800	29 519
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	973	1 222	5 345
Transports, entrepôts et communications	53 444	55 648	42 467
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	16 847	18 910	14 688
- Etablissements financiers, assurances	6 641	5 806	5 737
- Affaires immobilières, services aux entreprises	10 205	13 104	8 951
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	51 752	117 777	115 671
- Services divers fournis à la collectivité	5 934	4 264	3 588
- Prêts aux particuliers	28 172	24 529	25 552
- Autres	17 646	88 984	86 532
TOTAL	430 383	496 929	431 874

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre Millions de FCFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	483	610	1 399
- Agriculture, chasse	483	605	1 399
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	5	0
Industries extractives	3 155	2 619	4 951
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	3 155	2 619	4 951
Industries manufacturières	23 130	17 254	52 380
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 477	1 109	26 220
- Textiles, habillement, cuir	508	281	828
- Industries chimiques	1 240	1 046	319
- Autres	18 905	14 818	25 013
Electricité, gaz, eau	13 654	14 797	30 324
Bâtiment, travaux publics	17 471	18 569	5 126
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	68 151	66 187	49 167
- Commerce de gros	62 006	60 648	41 251
- Commerce de détail	3 961	3 188	6 589
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 184	2 351	1 327
Transports, entrepôts et communications	55 752	44 320	31 030
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	24 772	21 398	19 690
- Etablissements financiers, assurances	7 458	6 479	3 998
- Affaires immobilières, services aux entreprises	17 314	14 919	15 692
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	73 268	116 908	140 596
- Services divers fournis à la collectivité	3 584	3 099	2 006
- Prêts aux particuliers	57 818	60 518	79 057
- Autres	11 867	53 291	59 533
TOTAL	279 836	302 662	334 663

(*) Estimations.

Source : BCEAO.

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	42 229	51 730	49 779
- Agriculture, chasse	34 927	43 098	40 638
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	7 302	8 632	9 141
Industries extractives	13 810	16 348	21 175
- Pétrole brut et gaz naturel	5 682	5 756	7 303
- Autres	8 128	10 592	13 873
Industries manufacturières	299 840	356 422	323 651
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	127 998	149 024	119 152
- Textiles, habillement, cuir	7 142	7 450	6 994
- Industries chimiques	68 840	81 519	82 702
- Autres	95 859	118 429	114 803
Electricité, gaz, eau	11 886	11 145	17 651
Bâtiment, travaux publics	84 270	99 691	85 148
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	429 832	423 667	496 344
- Commerce de gros	250 544	263 680	268 158
- Commerce de détail	149 649	143 781	197 835
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	29 639	16 207	30 351
Transports, entrepôts et communications	177 241	176 644	191 768
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	70 113	110 053	84 477
- Etablissements financiers, assurances	15 356	30 483	14 572
- Affaires immobilières, services aux entreprises	54 757	79 570	69 904
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	299 852	346 254	350 741
- Services divers fournis à la collectivité	10 993	11 938	13 281
- Prêts aux particuliers	88 204	102 570	129 869
- Autres	200 655	231 746	207 591
TOTAL	1 429 073	1 591 954	1 620 735

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	13 797	14 267	14 861
- Agriculture, chasse	11 753	10 824	10 948
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	2 044	3 443	3 912
Industries extractives	11 909	5 457	12 212
- Pétrole brut et gaz naturel	965	395	203
- Autres	10 944	5 062	12 010
Industries manufacturières	176 626	113 914	93 603
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	60 093	26 408	19 511
- Textiles, habillement, cuir	2 551	1 696	1 105
- Industries chimiques	47 828	35 987	26 079
- Autres	66 153	49 823	46 908
Electricité, gaz, eau	35 826	45 164	39 175
Bâtiment, travaux publics	20 299	56 562	38 679
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	140 730	207 929	213 035
- Commerce de gros	62 015	106 109	107 723
- Commerce de détail	46 047	53 130	75 437
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	32 668	48 690	29 875
Transports, entrepôts et communications	100 048	175 189	157 544
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	69 105	126 032	119 239
- Etablissements financiers, assurances	25 453	44 121	39 344
- Affaires immobilières, services aux entreprises	43 652	81 911	79 895
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	314 465	396 584	419 180
- Services divers fournis à la collectivité	17 435	19 584	17 263
- Prêts aux particuliers	222 465	285 321	306 597
- Autres	74 564	91 679	95 319
TOTAL	882 804	1 141 098	1 107 527

(*) Estimations.

Source : BCEAO.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	1 657	1 770	2 106
- Agriculture, chasse	1 623	1 747	2 076
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	34	23	30
Industries extractives	3 076	9 534	3 963
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	3 076	9 534	3 963
Industries manufacturières	70 629	70 575	54 626
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	12 857	16 750	10 641
- Textiles, habillement, cuir	191	197	184
- Industries chimiques	16 404	20 109	13 441
- Autres	41 178	33 519	30 360
Electricité, gaz, eau	18 746	45 568	26 840
Bâtiment, travaux publics	73 178	68 465	69 737
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	171 601	201 412	167 784
- Commerce de gros	132 843	157 036	131 301
- Commerce de détail	36 257	39 423	32 970
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 501	4 953	3 514
Transports, entrepôts et communications	43 686	63 053	57 240
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	13 245	20 461	10 974
- Etablissements financiers, assurances	2 413	6 510	1 979
- Affaires immobilières, services aux entreprises	10 832	13 951	8 995
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	12 568	21 262	21 556
- Services divers fournis à la collectivité	3 065	5 482	12 325
- Prêts aux particuliers	8 423	9 430	8 688
- Autres	1 080	6 350	542
TOTAL	408 386	502 100	414 826

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

Secteurs d'activités	2016	2017	2018 (*)
	A fin décembre		
	Millions de francs CFA		
Agriculture, sylviculture et pêche	286	141	225
- Agriculture, chasse	273	132	219
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	13	9	6
Industries extractives	932	5 167	9 647
- Pétrole brut et gaz naturel	217	3 700	3 626
- Autres	715	1 467	6 021
Industries manufacturières	6 871	5 960	9 738
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 067	1 118	3 593
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	3 392	1 321	3 268
- Autres	1 412	3 521	2 877
Electricité, gaz, eau	37 352	27 455	22 887
Bâtiment, travaux publics	120 126	38 589	39 681
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	90 598	74 685	83 323
- Commerce de gros	69 136	55 186	58 520
- Commerce de détail	12 814	9 457	15 450
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 648	10 042	9 354
Transports, entrepôts et communications	46 404	51 959	95 431
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	8 285	8 783	9 608
- Etablissements financiers, assurances	1 822	1 614	1 121
- Affaires immobilières, services aux entreprises	6 463	7 169	8 486
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	105 670	101 185	152 357
- Services divers fournis à la collectivité	7 412	8 905	27 652
- Prêts aux particuliers	96 539	90 787	118 103
- Autres	1 719	1 493	6 602
TOTAL	416 525	313 924	422 897

(*) Estimations.

Source : BCEAO.

UMOA - MOUVEMENTS DE BILLETS ENTRE AGENCES

Exercice 2016									
Agences de retrait	Agences d'émission								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total des entrées
	Millions de francs CFA								
Bénin	0	58 634	122 670	472	11 700	90 656	5 046	124 964	414 143
Burkina	25 950	0	124 848	888	66 672	28 709	6 463	11 209	264 739
Côte d'Ivoire	19 958	49 558	0	1 175	42 305	8 767	10 950	22 649	155 362
Guinée-Bissau	220	240	0	0	675	115	23 460	130	24 840
Mali	3 984	37 621	186 120	1 913	0	7 870	91 186	2 537	331 231
Niger	40 642	22 717	51 322	225	9 460	0	4 304	10 227	138 897
Sénégal	7 916	7 436	46 023	73 403	60 468	3 916	0	2 885	202 048
Togo	171 925	147 865	253 869	0	12 925	9 800	4 050	0	600 434
Total des sorties	270 595	324 070	784 852	78 078	204 206	149 833	145 459	174 601	2 131 694

Exercice 2017									
Agences de retrait	Agences d'émission								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total des entrées
	Millions de francs CFA								
Bénin	0	86 832	170 588	1 359	30 413	45 124	15 125	225 025	574 465
Burkina	9 979	0	128 959	221	47 739	25 300	10 440	8 604	231 243
Côte d'Ivoire	28 947	11 118	0	1 993	53 407	8 303	21 041	11 149	135 957
Guinée-Bissau	0	290	0	0	770	125	21 972	0	23 157
Mali	16 239	43 046	84 126	11 323	0	2 454	86 229	10 676	254 094
Niger	23 560	20 215	36 502	190	7 944	0	3 311	5 371	97 093
Sénégal	2 586	8 752	37 056	89 864	46 311	3 332	0	411	188 312
Togo	195 454	141 057	163 713	153	26 534	40 909	10 949	0	578 769
Total des sorties	276 765	311 310	620 944	105 103	213 118	125 548	169 065	261 235	2 083 089

Exercice 2018									
Agences de retrait	Agences d'émission								
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total des entrées
	Millions de francs CFA								
Bénin	0	60 591	126 719	1 135	13 581	77 306	11 535	175 233	466 100
Burkina	17 342	0	185 908	3 046	74 900	53 419	29 184	5 600	369 400
Côte d'Ivoire	27 464	75 899	0	2 042	79 050	12 600	30 705	13 783	241 543
Guinée-Bissau	409	387	793	0	8 281	425	81 763	125	92 181
Mali	4 369	33 188	103 273	7 455	0	7 705	110 370	3 026	269 386
Niger	30 486	31 288	41 223	850	8 519	0	29 963	6 844	149 173
Sénégal	5 929	7 838	26 945	120 742	50 406	5 842	0	1 459	219 161
Togo	195 526	162 477	241 698	2 222	12 580	55 074	15 151	0	684 726
Total des sorties	281 524	371 667	726 559	137 492	247 316	212 370	308 670	206 070	2 491 669

Source : BCEAO.

UMOA - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIÈCES AUX GUICHETS DE LA BCEAO

Coupures	Prélèvements		Versements	
	31/12/17	31/12/18	31/12/17	31/12/18
<i>Milliers de signes monétaires</i>				
Billets	2 372 827	2 437 884	2 351 046	2 308 458
10 000	1 399 463	1 403 164	1 365 686	1 367 129
5 000	503 194	536 735	518 268	505 331
2 500	0	0	0	0
2 000	164 610	145 921	156 117	147 757
1 000	144 080	178 137	157 076	150 231
500	161 480	173 927	153 899	138 011
Pièces	95 647	98 474	10 979	7 710
5 000	1	1	0	0
500	10	13	3 904	2 056
ANC 500 BC	0	0	162	12
250	92	42	905	596
200	1 409	7 823	2 274	2 171
100	31 666	25 298	2 464	1 675
50	26 077	26 004	580	458
25	13 783	12 567	292	312
10	11 638	13 123	334	340
5	10 856	13 454	19	40
1	115	149	45	51
Total	2 468 474	2 536 357	2 362 025	2 316 169
<i>Millions de francs CFA</i>				
Billets	17 064 639	17 272 260	16 794 456	16 712 690
10 000	13 994 630	14 031 642	13 656 858	13 671 287
5 000	2 515 969	2 683 675	2 591 338	2 526 653
2 500	0	0	0	0
2 000	329 220	291 842	312 234	295 513
1 000	144 080	178 137	157 077	150 231
500	80 740	86 963	76 949	69 006
Pièces	5 299	5 927	3 000	1 820
5 000	4	3	0	1
500	5	6	1 952	1 028
ANC 500 BC	0	0	81	6
250	23	10	226	149
200	282	1 565	455	434
100	3 167	2 530	246	167
50	1 304	1 300	29	23
25	345	314	7	8
10	116	131	3	3
5	54	67	1	0
1	0	0		0

Source : BCEAO.

LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO

PUBLICATIONS PERIODIQUES

Publications annuelles

- 1 - Annuaire des banques et établissements financiers
- 2 - Annuaire statistique
- 3 - Etats financiers de la BCEAO
- 4 - Balance des paiements et position extérieure globale des Etats membres de l'UMOA
- 5 - Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers
- 6 - Perspectives économiques des Etats de l'UEMOA
- 7 - Rapport annuel de la BCEAO
- 8 - Rapport annuel de la Commission Bancaire de l'UMOA
- 9 - Rapport annuel sur les systèmes de paiement de la BCEAO
- 10 - Rapport sur l'évolution des prix à la consommation dans l'UEMOA et perspectives
- 11 - Rapport sur le commerce extérieur de l'UEMOA
- 12 - Rapport sur la compétitivité des économies de l'UEMOA
- 13 - Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA
- 14 - Situation des services financiers via la téléphonie mobile dans l'UEMOA

Publication semestrielle

- 15 - Revue Economique et Monétaire

Publications trimestrielles

- 16 - Bulletin trimestriel de statistiques
- 17 - Note d'information
- 18 - Rapport sur la Politique Monétaire

Publications mensuelles

- 19 - Bulletin mensuel de statistiques

OUVRAGES

- 20 - Billets et pièces de monnaie dans la Zone UMOA (des origines à 2012). BCEAO, Dakar, 2012.
- 21 - Histoire de l'UMOA (3 tomes en français et en anglais). Georges Israël Editeur, Paris, 2000.
- 22 - Intégration monétaire et mutations du système financier international : défis et perspectives. BCEAO, L'Harmattan, Dakar, 2014.
- 23 - Méthodologie d'analyse financière. BCEAO, Dakar, 2004.
- 24 - Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (4 volumes). BCEAO, Dakar, 1994.
- 25 - Quel secteur bancaire pour le financement des économies de l'UEMOA. Editions BCEAO, L'Harmattan, Dakar, 2011.
- 26 - Recueil des textes légaux et réglementaires régissant l'activité bancaire et financière dans l'UMOA. BCEAO, 1^{ère} éd. 2003, 2^e éd. 2016.
- 27 - Recueil des textes législatifs et réglementaires applicables aux systèmes financiers décentralisés dans l'UMOA. BCEAO, 2013.
- 28 - Référentiel comptable spécifique des systèmes financiers décentralisés de l'UMOA. BCEAO, 2009.
- 29 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) (4 tomes).
- Plan comptable général des entreprises. Edition Foucher, Paris, 1996.
 - Guide d'application. Edition Foucher, Paris, 1997.
 - Système minimal de trésorerie. Edition Foucher, Paris, 1997.
 - Tableaux de passage. Edition Foucher, Paris, 1997.
- 30 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA). Liste intégrale des comptes et états financiers – BCEAO, Dakar, 2005.
- 31 - Livre d'or du 40^e anniversaire de la BCEAO. Georges Israël Editeur, Paris, 2004.
- 32 - Collection des œuvres d'art contemporain de la BCEAO. Georges Israël Editeur, Paris, 2005.

Achevé d'imprimer sur les Presses
de l'Imprimerie de la BCEAO
Mai 2019



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int